M1

© THE QUEEN'S PRINTER FOR ONTARIO
2000

REPRODUCED WITH PERMISSION

L'IMPRIMEUR DE LA REINE POUR L'ONTARIO

REPRODUIT AVEC PERMISSION

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

M121

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

FINANCES DE L'ONTARIO

DEUXIÈME TRIMESTRE 2000-2001 **MISE À JOUR TRIM. - 30 SEPTEMBRE 2000**

Ontario
Ministère des Finances

Résultats financiers (en millions de dollars)

		2000-2001		
	Chiffres réels 1999-2000	Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. en cours d'exercice
Recettes	62 931	62 060	64 053	1 993
Dépenses				
Programmes	46 649	49 525	50 172	647
Restructuration et autres dépenses	211	–	–	–
Modifications comptables – *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000*	720	–	606	606
Total des dépenses - programmes	47 580	49 525	50 778	1 253
Immobilisations*	4 832	2 075	2 209	134
Intérêt sur la dette publique				
Province	8 977	8 940	8 910	(30)
Secteur de l'électricité	520	520	520	–
Total des dépenses*	61 909	61 060	62 417	1 357
Réserve	–	1 000	–	(1 000)
Incidence nette de la restructuration du secteur de l'électricité (montant à recouvrer des consommateurs)**	354	–	270	270
EXCÉDENT / (DÉFICIT)	668	0	1 366	1 366

* En raison des modifications comptables présentées dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000, les dépenses totales ont augmenté de 746 millions de dollars au cours de l'exercice 2000-2001, ce qui représente plus de 50 % de la modification en cours d'exercice par rapport au plan budgétaire.

** Tient compte de l'excédent estimatif des dépenses par rapport aux recettes de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIÉO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIÉO doit être recouvrée des consommateurs, et non des contribuables.

POINTS SAILLANTS

COMPTES PUBLICS 1999-2000

- Dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000, publiés le 1er novembre 2000, l'excédent réel vérifié pour 1999-2000 était de 668 millions de dollars, soit 14 millions de dollars de plus que le montant provisoire estimatif de 654 millions de dollars figurant dans le budget de l'Ontario de 2000.

RÉSULTATS AFFICHÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2000-2001

EXCÉDENT DE 1,4 MILLIARD DE DOLLARS

- L'excédent pour 2000-2001 devrait atteindre 1 366 millions de dollars, comparativement à la prévision d'un budget équilibré faite dans le budget de l'Ontario de 2000 et les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre.

RECETTES DE 64,1 MILLIARDS DE DOLLARS

- Les recettes prévues s'élèvent à 64 053 millions de dollars, ce qui représente 1 993 millions de dollars de plus que ce qui avait été prévu dans le plan budgétaire, et 1 990 millions de dollars de plus que prévu dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre. Ces augmentations sont principalement attribuables aux recettes fiscales supérieures découlant de la vigueur de l'économie et à l'incidence sur les recettes de la consolidation de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité (SIGMÉ), qui est devenue un organisme du gouvernement.

DÉPENSES AUGMENTÉES DE 0,6 MILLIARD DE DOLLARS EN COURS D'EXERCICE

- En raison de décisions prises en cours d'exercice, les dépenses totales ont augmenté de 611 millions de dollars par rapport à ce qui avait été prévu dans le plan budgétaire de 2000, et de 608 millions de dollars par rapport à ce qui avait été prévu dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre, ce qui est surtout attribuable à une affectation supplémentaire de 498 millions de dollars aux fins de la stratégie globale pour les hôpitaux et des services de santé d'urgence, ainsi qu'à un montant de 138 millions de dollars pour les dépenses liées au Régime de retraite des fonctionnaires.

DÉPENSES TOTALES AUGMENTÉES DE 0,7 MILLIARD DE DOLLARS EN RAISON DE MODIFICATIONS COMPTABLES

- En raison de modifications comptables présentées dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000, le total des dépenses pour 2000-2001 a augmenté de 746 millions de dollars, ce qui est surtout attribuable à une augmentation de la provision pour le secteur de l'électricité et à l'incidence sur les dépenses de la consolidation de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité et du Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto, qui sont devenus des organismes du gouvernement. Les recettes ont augmenté de 358 millions de dollars en 2000-2001 en raison de ces modifications comptables.

Renseignements : Direction des communications
et des affaires ministérielles, (416) 325-0333
Édifice Frost Nord, Queen's Park
Toronto M7A 1Z1

This report is available in English. For further information contact
Communications and Corporate Affairs Branch (416) 325-0333
Frost Building North, Queen's Park
Toronto M7A 1Z1

Le document est accessible sur Internet à : http://www.gov.on.ca/FIN/french/oecofre.htm

FINANCES DE L'ONTARIO

DEUXIÈME TRIMESTRE 2000-2001 **MISE À JOUR TRIM. - 30 SEPTEMBRE 2000**

Ontario
Ministère des Finances

Résultats financiers (en millions de dollars)

		2000-2001		
	Chiffres réels 1999-2000	Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. en cours d'exercice
Recettes	62 931	62 060	64 053	1 993
Dépenses				
Programmes	46 649	49 525	50 172	647
Restructuration et autres dépenses	211	--	--	--
Modifications comptables – *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000*	720	--	606	606
Total des dépenses - programmes	47 580	49 525	50 778	1 253
Immobilisations*	4 832	2 075	2 209	134
Intérêt sur la dette publique				
Province	8 977	8 940	8 910	(30)
Secteur de l'électricité	520	520	520	--
Total des dépenses*	61 909	61 060	62 417	1 357
Réserve	--	1 000	--	(1 000)
Incidence nette de la restructuration du secteur de l'électricité (montant à recouvrer des consommateurs)**	354	--	270	270
EXCÉDENT / (DÉFICIT)	**668**	**0**	**1 366**	**1 366**

* En raison des modifications comptables présentées dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000, les dépenses totales ont augmenté de 746 millions de dollars au cours de l'exercice 2000-2001, ce qui représente plus de 50 % de la modification en cours d'exercice par rapport au plan budgétaire.

** Tient compte de l'excédent estimatif des dépenses par rapport aux recettes de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIEO doit être recouvrée des consommateurs, et non des contribuables.

POINTS SAILLANTS

COMPTES PUBLICS 1999-2000

- Dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000, publiés le 1er novembre 2000, l'excédent réel vérifié pour 1999-2000 était de 668 millions de dollars, soit 14 millions de dollars de plus que le montant provisoire estimatif de 654 millions de dollars figurant dans le budget de l'Ontario de 2000.

RÉSULTATS AFFICHÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2000-2001

EXCÉDENT DE 1,4 MILLIARD DE DOLLARS

- L'excédent pour 2000-2001 devrait atteindre 1 366 millions de dollars, comparativement à la prévision d'un budget équilibré faite dans le budget de l'Ontario de 2000 et les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre.

RECETTES DE 64,1 MILLIARDS DE DOLLARS

- Les recettes prévues s'élèvent à 64 053 millions de dollars, ce qui représente 1 993 millions de dollars de plus que ce qui avait été prévu dans le plan budgétaire, et 1 990 millions de dollars de plus que prévu dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre. Ces augmentations sont principalement attribuables aux recettes fiscales supérieures découlant de la vigueur de l'économie et à l'incidence sur les recettes de la consolidation de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité (SIGME), qui est devenue un organisme du gouvernement.

DÉPENSES AUGMENTÉES DE 0,6 MILLIARD DE DOLLARS EN COURS D'EXERCICE

- En raison de décisions prises en cours d'exercice, les dépenses totales ont augmenté de 611 millions de dollars par rapport à ce qui avait été prévu dans le plan budgétaire de 2000, et de 608 millions de dollars par rapport à ce qui avait été prévu dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre, ce qui est surtout attribuable à une affectation supplémentaire de 498 millions de dollars aux fins de la stratégie globale pour les hôpitaux et des services de santé d'urgence, ainsi qu'à un montant de 138 millions de dollars pour les dépenses liées au Régime de retraite des fonctionnaires.

DÉPENSES TOTALES AUGMENTÉES DE 0,7 MILLIARD DE DOLLARS EN RAISON DE MODIFICATIONS COMPTABLES

- En raison de modifications comptables présentées dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000, le total des dépenses pour 2000-2001 a augmenté de 746 millions de dollars, ce qui est surtout attribuable à une augmentation de la provision pour le secteur de l'électricité et à l'incidence sur les dépenses de la consolidation de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité et du Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto, qui sont devenus des organismes du gouvernement. Les recettes ont augmenté de 358 millions de dollars en 2000-2001 en raison de ces modifications comptables.

Renseignements : Direction des communications
et des affaires ministérielles, (416) 325-0333
Édifice Frost Nord, Queen's Park
Toronto M7A 1Z1

This report is available in English. For further information contact
Communications and Corporate Affairs Branch (416) 325-0333
Frost Building North, Queen's Park
Toronto M7A 1Z1

Le document est accessible sur Internet à : http://www.gov.on.ca/FIN/french/occofre.htm

RÉSERVE UTILISÉE POUR RÉDUIRE LA DETTE PROVINCIALE NETTE

- Compte tenu des recettes plus élevées que prévu et des meilleures perspectives économiques, la réserve de 1 milliard de dollars a été éliminée et servira à réduire la dette provinciale nette.

RÉSULTATS FINANCIERS

RECETTES

- On prévoit que les recettes totaliseront 64 053 millions de dollars, soit 1 993 millions de dollars de plus que prévu dans le budget de l'Ontario de 2000, et 1 990 millions de dollars de plus que ce qui avait été prévu dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre. Voici les principales modifications pour le présent trimestre :
  - Impôt sur le revenu des particuliers - 1 200 millions de dollars de plus grâce au rythme vigoureux de la croissance de l'emploi et du revenu en Ontario.
  - Taxe de vente au détail - 200 millions de dollars de plus grâce à la forte croissance des dépenses des consommateurs et des entreprises.
  - Impôt-santé des employeurs - hausse de 60 millions de dollars des recettes prévues en raison de la vigoureuse création d'emplois.
  - Revenu net de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario - hausse de 170 millions de dollars attribuable au rendement des machines à sous dans les hippodromes.
  - Les autres recettes des entreprises publiques ont augmenté de 5 millions de dollars, en raison du changement de statut du Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto, qui a cessé d'être une entreprise publique pour devenir un organisme du gouvernement. À la suite de ce changement de statut, une perte nette de 5 millions de dollars pour le Palais des congrès, qui avait été incluse dans les perspectives budgétaires pour 2000, est maintenant exclue des recettes des entreprises publiques.
  - Ventes et locations - hausse de 45 millions de dollars en raison du changement de statut du Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto, qui a cessé d'être une entreprise publique pour devenir un organisme du gouvernement.
  - Diverses autres recettes - 310 millions de dollars de plus en raison du montant de 308 millions de dollars pour la consolidation de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité en tant qu'organisme du gouvernement et du montant de 2 millions de dollars pour les services policiers fournis à la ville de Tillsonburg, au comté de Brant et au canton de Red Rock.

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

- Les dépenses nettes de fonctionnement, qui s'élèvent à 60 208 millions de dollars, dépassent de 1 223 millions de dollars le montant prévu dans le plan budgétaire, et de 1 212 millions de dollars le montant figurant dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre. Voici les principales modifications pour le présent trimestre :
  - Ministère du Procureur général : hausse de 1 million de dollars afin de mettre en oeuvre une loi concernant les ordonnances d'intervention dans les cas de violence familiale (injonctions) et pour financer le Sommet sur le crime organisé.
  - Ministère de l'Éducation : diminution de 24 millions de dollars en raison de la mise à jour des prévisions des gains accrus réalisés par le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants.
  - Ministère de l'Énergie, des Sciences et de la Technologie : 283 millions de dollars de plus pour la composante de fonctionnement de la consolidation de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité en tant qu'organisme du gouvernement, conformément à la présentation de l'information dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000.
  - Ministère de l'Environnement : montant additionnel de 12 millions de dollars pour l'Opération eau propre et montant additionnel de 10 millions de dollars pour la mise sur pied de l'équipe d'intervention environnementale, ce qui est partiellement compensé par un montant de 5 millions de dollars provenant du Fonds de prévoyance.
  - Ministère des Finances : conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, un montant de 275 millions de dollars a été ajouté à la provision destinée à ce secteur. Ce montant équivaut aux recettes nettes de la Ontario Power Generation et de Hydro One supérieures aux dépenses liées aux frais d'intérêt de la province pour son investissement dans le secteur de l'électricité, ce qui est conforme à la présentation de cette information financière dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000.

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (SUITE)

- Ministère de la Santé et des Soins de longue durée : montant additionnel de 398 millions de dollars affecté à la stratégie globale pour les hôpitaux, afin d'appuyer une importante modernisation des services hospitaliers; investissement de 100 millions de dollars afin d'améliorer l'accès aux services d'urgence et de mettre en oeuvre le programme de vaccination contre la grippe; augmentation des dépenses de 21 millions de dollars du programme des soins de longue durée, pour accroître l'utilisation des services communautaires et pour étendre les Services connexes de santé offerts dans les écoles aux enfants qui fréquentent une école privée ou qui reçoivent un enseignement à domicile par leurs parents, montant entièrement compensé par le Fonds de prévoyance; et des économies de 3 millions de dollars découlant de la signature d'un nouveau contrat pour le Système informatique des programmes de médicaments de l'Ontario.

- Secrétariat du Conseil de gestion : montant additionnel de 11 millions de dollars pour le Projet de carte intelligente, entièrement compensé par le Fonds de prévoyance; 1 million de dollars de plus pour la recherche de nouvelles installations pour les Archives publiques de l'Ontario; et 138 millions de dollars de plus pour améliorer les prestations de retraite et suspendre les cotisations des participants au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'instar des modifications apportées au Régime de retraite du SEFPO.

- Ministère des Affaires municipales et du Logement : hausse des dépenses de 1 million de dollars résultant du transfert, du Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario, de l'initiative de logements hors réserves; cette initiative a pour but de construire et de rénover des logements hors réserves dans le Nord de l'Ontario.

- Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario : diminution de 1 million de dollars résultant du transfert de l'initiative de logements hors réserves au ministère des Affaires municipales et du Logement.

- Ministère des Richesses naturelles : hausse de 25 millions de dollars afin de mettre en oeuvre et d'intensifier le programme Patrimoine vital de l'Ontario, montant entièrement compensé par le Fonds de prévoyance; montant additionnel de 4 millions de dollars afin de financer de nouvelles responsabilités résultant de la restructuration du secteur de l'électricité, incluant l'élaboration de plans de gestion de l'eau et l'établissement d'une nouvelle relation d'affaires avec l'industrie de l'hydro-électricité; et 1 million de dollars de plus pour la diversification du tourisme axé sur les ressources, montant entièrement compensé par le Fonds de prévoyance.

- Ministère du Solliciteur général : montant additionnel de 3 millions de dollars pour les contrats de services policiers municipaux de la Police provinciale de l'Ontario (comté de Brant, ville de Tillsonburg et canton de Red Rock, compensé par les recettes générées) et l'entente sur les services policiers de la Première nation Anishnabek; et hausse de 1 million de dollars pour l'application des lois et l'utilisation efficace des ordonnances d'intervention dans les cas de violence familiale.

- Ministère du Tourisme : hausse de 48 millions de dollars résultant de la consolidation du Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto, qui est devenu un organisme du gouvernement, conformément à la présentation de l'information dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000.

INTÉRÊT SUR LA DETTE PUBLIQUE

- L'intérêt sur la dette publique prévu, soit 9 430 millions de dollars, comprend un montant de 8 910 millions de dollars lié aux emprunts de la province en son propre nom ainsi qu'un montant de 520 millions de dollars lié à l'intérêt sur la dette contractée pour l'investissement dans le secteur de l'électricité. Le montant de l'intérêt sur la dette publique est inférieur de 30 millions de dollars au montant prévu dans le plan budgétaire et dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre, en raison de taux d'intérêt plus avantageux que prévu.

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

- Les dépenses en immobilisations de 2 209 millions de dollars sont supérieures de 134 millions de dollars aux chiffres du plan budgétaire et de 142 millions de dollars aux chiffres des *Finances de l'Ontario* du premier trimestre. Voici les principales modifications pour le présent trimestre :

  - Ministère de l'Énergie, des Sciences et de la Technologie : montant additionnel de 140 millions de dollars correspondant à la composante d'immobilisations de la consolidation de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité en tant qu'organisme du gouvernement, conformément à la présentation de l'information dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000.

  - Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario : montant additionnel de 2 millions de dollars affecté au Fonds pour les immobilisations des communautés autochtones.

État des opérations financières
(en millions de dollars)

	Chiffres réels 1996-1997	Chiffres réels 1997-1998	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres réels 1999-2000	Deux. trim. 2000-2001
Recettes	49 450	52 518	55 786	62 931	64 053
Dépenses					
Programmes*	42 956	43 709	46 509	47 369	50 778
Restructuration et autres dépenses	2 180	1 595	76	211	--
Total des dépenses - programmes	45 136	45 304	46 585	47 580	50 778
Immobilisations*	2 612	2 451	2 187	4 832	2 209
Intérêt sur la dette publique					
Province	8 607	8 729	9 016	8 977	8 910
Secteur de l'électricité	--	--	--	520	520
Total des dépenses	56 355	56 484	57 788	61 909	62 417
Réserve	--	--	--	--	--
Incidence nette de la restructuration du secteur de l'électricité (montant à recouvrer des consommateurs)**	--	--	--	354	270
EXCÉDENT / (DÉFICIT)	**(6 905)**	**(3 966)**	**(2 002)**	**668**	**1 366**
DETTE PROVINCIALE NETTE* **	**108 769**	**112 735**	**114 737**	**113 715**	**112 079**

* Les résultats des exercices 1996-1997 à 1998-1999 ont été modifiés en raison de la reclassification de baux du poste des dépenses en immobilisations au poste des dépenses de fonctionnement. Les modifications comptables présentées dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000 influent sur les totaux des dépenses de programmes pour 1999-2000 et 2000-2001.

** Tient compte de l'excédent estimatif des dépenses par rapport aux recettes de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIÉO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIÉO doit être recouvrée des consommateurs, et non des contribuables.

*** La dette provinciale nette représente le total du passif moins les avoirs financiers.

Statistiques économiques et financières

	Chiffres réels 1996-1997	Chiffres réels 1997-1998	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres réels 1999-2000	Deux. trim. 2000-2001
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché (en millions de dollars)	335 843	357 300	372 630	396 775	426 755
Population de l'Ontario (en milliers) - 1er juillet	11 101	11 249	11 386	11 517	11 669
Recettes de l'Ontario en pourcentage du PIB	14,7	14,7	15,0	15,9	15,0
Croissance des recettes de l'Ontario (%)	0,0	6,2	6,2	12,8	1,8
Total des dépenses de l'Ontario en pourcentage du PIB	16,8	15,8	15,5	15,6	14,6
Croissance des dépenses totales de l'Ontario (%)	(3,3)	0,2	2,3	7,1	0,8
Intérêt sur la dette publique de l'Ontario par rapport aux recettes (%)	17,4	16,6	16,2	15,1	14,7
Intérêt sur la dette publique de l'Ontario par rapport au total des dépenses (%)	15,3	15,5	15,6	15,3	15,1
Intérêt sur la dette publique de l'Ontario en pourcentage du PIB	2,6	2,4	2,4	2,4	2,2
Excédent / (Déficit) de l'Ontario en pourcentage du PIB	(2,1)	(1,1)	(0,5)	0,2	0,3
Dette provinciale nette par habitant	9 798	10 022	10 077	9 874	9 605
Dette provinciale nette en pourcentage du PIB	32,4	31,6	30,8	28,7	26,3

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

VIGUEUR DE L'ÉCONOMIE DE L'ONTARIO EN 2000

- L'économie de l'Ontario a maintenu une forte croissance au deuxième trimestre de l'année civile (période d'avril à juin), avec une hausse de 5,3 % du PIB réel à des taux annuels. Le taux de croissance avait été de 5,2 % au premier trimestre.

FORTE CROISSANCE DE L'EMPLOI EN 2000

- Au cours des onze premiers mois de 2000, le nombre d'emplois a augmenté de 184 000 en Ontario, comparativement à la même période en 1999.
- En novembre, le nombre d'emplois en Ontario a augmenté de 35 400, après une augmentation de 27 400 emplois en octobre. Le taux de chômage a été de 6,0 %.

FORTE CROISSANCE DES DÉPENSES DE CONSOMMATION EN 2000

- Au cours des neuf premiers mois de 2000, les ventes au détail de l'Ontario ont augmenté de 7,9 % par rapport à l'année précédente, et les ventes d'automobiles ont progressé de 6,5 %.

LE MARCHÉ DU LOGEMENT DEMEURE DYNAMIQUE

- Au cours des dix premiers mois de 2000, les mises en chantier de logements se sont accrues de 8,7 % dans la province par rapport aux chiffres d'il y a un an.
- Au cours des dix premiers mois de 2000, les ventes de logements neufs à Toronto ont augmenté de 16,5 % par rapport à l'an passé.

CROISSANCE DES ENTREPRISES

- Au cours des neuf premiers mois de 2000, les expéditions de biens manufacturés de l'Ontario se sont accrues de 7,9 % par rapport aux chiffres affichés il y a un an.
- Les exportations ontariennes de marchandises à l'échelle internationale se sont accrues de 6,4 % au cours des neuf premiers mois de 2000.

L'INFLATION RESTE MODÉRÉE EN ONTARIO EN 2000

- Le taux provincial d'inflation de l'indice des prix à la consommation (IPC) a été de 2,9 % en octobre 2000. Abstraction faite des prix de l'énergie, la hausse de l'IPC a été de 1,9 % en octobre.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES
(variation en % par rapport à la période précédente, sauf indication contraire)

		Annuels	Trimestriels					
		1999	1er trim. 1999	2e trim. 1999	3e trim. 1999	4e trim. 1999	1er trim. 2000	2e trim. 2000
Production (désaisonnalisée, taux annuels)								
PIB réel	Ontario	6,1	6,7	6,6	8,0	5,5	5,2	5,3
PIB nominal	Ontario	6,5	8,2	8,4	7,2	3,9	10,1	8,2

		Annuels	Mensuels 2000					
		1999	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.
Autres indicateurs (désaisonnalisés)								
Marchés du travail								
Population active (var. en milliers)	Ontario	157	4	23	53	7	33	44
Emploi (var. en milliers)	Ontario	198	8	29	5	18	27	35
Secteur privé	Ontario	187	8	23	2	22	29	46
Secteur public	Ontario	11	1	7	2	(4)	(1)	(11)
Taux de chômage (%)	Ontario	6,3	5,4	5,3	6,0	5,8	5,9	6,0
Secteur des ménages								
Ventes au détail	Ontario	7,3	0,6	1,5	0,4	0,6	n.d.	n.d.
Mises en chantier de logements urbains (en milliers)	Ontario	62,9	57,2	80,8	62,1	67,4	73,5	n.d.
Ventes de logements neufs*	Toronto	33,1	4,6	14,1	6,6	29,7	1,4	n.d.
Reventes de logements*	Ontario	7,4	(6,9)	(10,5)	2,5	(3,6)	n.d.	n.d.
Expéditions de biens manufacturés	Ontario	11,7	1,5	(1,7)	1,3	1,0	n.d.	n.d.
Matériel de transport	Ontario	21,3	0,8	(3,0)	1,8	0,8	n.d.	n.d.
Indice des prix à la consommation*	Ontario	1,9	3,2	3,1	2,5	2,8	2,9	n.d.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Greater Toronto Home Builders Association, Association canadienne de l'immeuble et Ward's Automotive.

*variation en pourcentage par rapport aux chiffres enregistrés un an auparavant
n.d. = données non disponibles

FINANCES DE L'ONTARIO
TABLEAUX FINANCIERS

M121

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

RECETTES

(en millions de dollars)		2000-2001		
	Chiffres réels 1999-2000	Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. en cours d'exercice
RECETTES FISCALES				
Impôt sur le revenu des particuliers	17 617	17 530	18 730	1 200
Taxe de vente au détail	12 879	13 400	13 600	200
Impôt sur les sociétés	8 095	8 765	8 765	–
Impôt-santé des employeurs	3 118	3 320	3 380	60
Taxe sur l'essence	2 154	2 260	2 260	–
Taxe sur les carburants	665	665	665	–
Taxe sur le tabac	481	510	510	–
Droits de cession immobilière	565	580	580	–
Impôt sur les bénéfices miniers	50	55	55	–
Taxe sur le pari mutuel	6	5	5	–
Impôt sur les dividendes privilégiés	33	40	40	–
Autres recettes fiscales	218	193	193	–
	45 881	**47 323**	**48 783**	**1 460**
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS)	3 777	3 548	3 548	–
Augmentation des paiements - TCSPS	190	552	552	–
Suppléments - TCSPS	755	757	757	–
Logement social	466	533	533	–
Aide aux étudiants	170	171	171	–
Services de bien-être aux Autochtones	85	114	114	–
Expansion du bilinguisme	65	64	64	–
Aide à l'emploi pour les personnes handicapées	65	66	66	–
Travaux d'infrastructure Canada/Ontario	19	–	–	–
Autres	293	227	227	–
	5 885	**6 032**	**6 032**	**–**
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario*	1 924	1 695	1 865	170
Régie des alcools de l'Ontario	845	915	915	–
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	903	795	795	–
Autres	36	18	23	5
	3 708	**3 423**	**3 598**	**175**
AUTRES RECETTES				
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules	911	920	920	–
Autres droits et permis	667	670	670	–
Recettes tirées des permis d'alcool	539	530	530	–
Redevances	345	240	240	–
Ventes et locations	2 133	790	835	45
Amendes et pénalités	41	35	35	–
Remaniement des services locaux - remboursement des dépenses	1 678	1 572	1 572	–
Divers	1 143	525	838	313
	7 457	**5 282**	**5 640**	**358**
TOTAL DES RECETTES	**62 931**	**62 060**	**64 053**	**1 993**

* Le 1er avril 2000, la Société des loteries de l'Ontario et la Société des casinos de l'Ontario ont fusionné pour former la Société des loteries et des jeux de l'Ontario.

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

(en millions de dollars)		2000-2001		
MINISTÈRE	Chiffres réels 1999-2000	Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. en cours d'exercice
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	347	446	446	–
Procureur général	844	882	883	1
Commission de régie interne	154	121	121	–
Affaires civiques, Culture et Loisirs	337	398	398	–
Services sociaux et communautaires	7 512	7 504	7 504	–
Consommation et Commerce	134	146	146	–
Services correctionnels	563	591	591	–
Développement économique et Commerce	94	99	99	–
Éducation	7 702	8 026	8 124	98
Financement progressif des conseils scolaires	268	–	–	–
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants	(363)	(711)	(735)	(24)
Énergie, Sciences et Technologie	126	241	241	–
Environnement	174	158	184	26
Bureaux du corps exécutif	19	22	22	–
Finances - à ses propres fins	548	787	787	–
Intérêt sur la dette publique				
Province	8 977	8 940	8 910	(30)
Secteur de l'électricité	520	520	520	–
Fonds de réinvestissement communautaire	521	537	537	–
Santé et Soins de longue durée	20 378	21 988	22 504	516
Principaux coûts de fonctionnement uniques	286	–	–	–
Affaires intergouvernementales	4	5	5	–
Travail	101	100	100	–
Secrétariat du Conseil de gestion	170	298	310	12
Régime de retraite des fonctionnaires/du SEFPO	(165)	(248)	(110)	138
Fonds de prévoyance	–	1 165	1 000	(165)
Indemnités de départ pour employés de la FPO (nettes)	88	–	–	–
Affaires municipales et Logement	1 665	1 644	1 645	1
Secrétariat des affaires autochtones	13	16	15	(1)
Richesses naturelles	460	376	414	38
Développement du Nord et Mines	122	274	274	–
Office des affaires francophones	3	4	4	–
Solliciteur général	814	856	863	7
Tourisme	70	76	76	–
Formation, Collèges et Universités	3 284	3 387	3 387	–
Transports	587	537	537	–
Économies à la fin de l'exercice	–	(200)	(200)	–
Modifications comptables*				
Énergie, Sciences et Technologie - SIGMÉ	303	–	283	283
Finances - Provision pour le secteur de l'électricité	383	–	275	275
Tourisme - Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	34	–	48	48
TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	**57 077**	**58 985**	**60 208**	**1 223**

* En raison de modifications comptables présentées dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000, les dépenses de fonctionnement pour 2000-2001 ont augmenté de 606 millions de dollars en cours d'exercice.

RECETTES

(en millions de dollars)		2000-2001		
	Chiffres réels 1999-2000	Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. en cours d'exercice
RECETTES FISCALES				
Impôt sur le revenu des particuliers	17 617	17 530	18 730	1 200
Taxe de vente au détail	12 879	13 400	13 600	200
Impôt sur les sociétés	8 095	8 765	8 765	--
Impôt-santé des employeurs	3 118	3 320	3 380	60
Taxe sur l'essence	2 154	2 260	2 260	--
Taxe sur les carburants	665	665	665	--
Taxe sur le tabac	481	510	510	--
Droits de cession immobilière	565	580	580	--
Impôt sur les bénéfices miniers	50	55	55	--
Taxe sur le pari mutuel	6	5	5	--
Impôt sur les dividendes privilégiés	33	40	40	--
Autres recettes fiscales	218	193	193	--
	45 881	**47 323**	**48 783**	**1 460**
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS)	3 777	3 548	3 548	--
Augmentation des paiements - TCSPS	190	552	552	--
Suppléments - TCSPS	755	757	757	--
Logement social	466	533	533	--
Aide aux étudiants	170	171	171	--
Services de bien-être aux Autochtones	85	114	114	--
Expansion du bilinguisme	65	64	64	--
Aide à l'emploi pour les personnes handicapées	65	66	66	--
Travaux d'infrastructure Canada/Ontario	19	--	--	--
Autres	293	227	227	--
	5 885	**6 032**	**6 032**	**--**
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario*	1 924	1 695	1 865	170
Régie des alcools de l'Ontario	845	915	915	--
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	903	795	795	--
Autres	36	18	23	5
	3 708	**3 423**	**3 598**	**175**
AUTRES RECETTES				
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules	911	920	920	--
Autres droits et permis	667	670	670	--
Recettes tirées des permis d'alcool	539	530	530	--
Redevances	345	240	240	--
Ventes et locations	2 133	790	835	45
Amendes et pénalités	41	35	35	--
Remaniement des services locaux - remboursement des dépenses	1 678	1 572	1 572	--
Divers	1 143	525	838	313
	7 457	**5 282**	**5 640**	**358**
TOTAL DES RECETTES	**62 931**	**62 060**	**64 053**	**1 993**

* Le 1er avril 2000, la Société des loteries de l'Ontario et la Société des casinos de l'Ontario ont fusionné pour former la Société des loteries et des jeux de l'Ontario.

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

(en millions de dollars)		2000-2001		
MINISTÈRE	Chiffres réels 1999-2000	Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. en cours d'exercice
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	347	446	446	--
Procureur général	844	882	883	1
Commission de régie interne	154	121	121	--
Affaires civiques, Culture et Loisirs	337	398	398	--
Services sociaux et communautaires	7 512	7 504	7 504	--
Consommation et Commerce	134	146	146	--
Services correctionnels	563	591	591	--
Développement économique et Commerce	94	99	99	--
Éducation	7 702	8 026	8 124	98
Financement progressif des conseils scolaires	268	--	--	--
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants	(363)	(711)	(735)	(24)
Énergie, Sciences et Technologie	126	241	241	--
Environnement	174	158	184	26
Bureaux du corps exécutif	19	22	22	--
Finances - à ses propres fins	548	787	787	--
Intérêt sur la dette publique				
Province	8 977	8 940	8 910	(30)
Secteur de l'électricité	520	520	520	--
Fonds de réinvestissement communautaire	521	537	537	--
Santé et Soins de longue durée	20 378	21 988	22 504	516
Principaux coûts de fonctionnement uniques	286	--	--	--
Affaires intergouvernementales	4	5	5	--
Travail	101	100	100	--
Secrétariat du Conseil de gestion	170	298	310	12
Régime de retraite des fonctionnaires/du SEFPO	(165)	(248)	(110)	138
Fonds de prévoyance	--	1 165	1 000	(165)
Indemnités de départ pour employés de la FPO (nettes)	88	--	--	--
Affaires municipales et Logement	1 665	1 644	1 645	1
Secrétariat des affaires autochtones	13	16	15	(1)
Richesses naturelles	460	376	414	38
Développement du Nord et Mines	122	274	274	--
Office des affaires francophones	3	4	4	--
Solliciteur général	814	856	863	7
Tourisme	70	76	76	--
Formation, Collèges et Universités	3 284	3 387	3 387	--
Transports	587	537	537	--
Économies à la fin de l'exercice	--	(200)	(200)	--
Modifications comptables*				
Énergie, Sciences et Technologie - SIGMÉ	303	--	283	283
Finances - Provision pour le secteur de l'électricité	383	--	275	275
Tourisme - Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	34	--	48	48
TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	**57 077**	**58 985**	**60 208**	**1 223**

* En raison de modifications comptables présentées dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000, les dépenses de fonctionnement pour 2000-2001 ont augmenté de 606 millions de dollars en cours d'exercice.

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

(en millions de dollars)		2000-2001		
MINISTÈRE	Chiffres réels 1999-2000	Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. en cours d'exercice
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	1	80	80	--
Procureur général	62	64	64	--
Affaires civiques, Culture et Loisirs	75	71	71	--
Services sociaux et communautaires	20	20	20	--
Services correctionnels	124	156	156	--
Éducation	52	5	5	--
Énergie, Sciences et Technologie	500	--	--	--
Environnement	1	14	14	--
Fonds de protection des eaux	160	51	51	--
Finances	7	3	3	--
Initiative SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire	--	200	200	--
Santé et Soins de longue durée	338	291	291	--
Principaux coûts uniques pour la santé	1 004	--	--	--
Secrétariat du Conseil de gestion	13	12	12	--
Affaires municipales et Logement	(10)	2	2	--
Secrétariat des affaires autochtones	5	8	10	2
Richesses naturelles	96	83	75	(8)
Développement du Nord et Mines	212	273	273	--
Solliciteur général	--	8	8	--
Tourisme	2	11	11	--
Formation, Collèges et Universités	1 028	44	44	--
Transports	830	799	799	--
Économies à la fin de l'exercice	--	(120)	(120)	--
Modifications comptables*				
Énergie, Sciences et Technologie - Société indépendante de gestion du marché de l'électricité	156	--	140	140
Tourisme - Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	156	--	--	--
TOTAL DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS	**4 832**	**2 075**	**2 209**	**134**

* En raison de modifications comptables présentées dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000, les dépenses en immobilisations pour 2000-2001 ont augmenté de 140 millions de dollars en cours d'exercice.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ONTARIO 2000-2001

(en millions de dollars)		2000-2001		
	Chiffres réels 1999-2000	Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. par rapport au budget
Déficit / (Excédent)	(668)	--	(1 366)	(1 366)
Régularisation et consolidation	623	5 205	5 430	225
Emprunts nets au nom d'organismes*	(2 758)	--	83	83
Augmentation / (Diminution) des réserves de liquidité	4 102	(4 500)	(4 500)	--
Besoins nets de trésorerie	1 299	705	(353)	(1 058)
Dette venant à échéance**	7 895	8 425	8 239	(186)
Rachats anticipés et rachats de créances	1 246	500	2 148	1 648
Total des besoins de financement	10 440	9 630	10 034	404
Sources de financement :				
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada (RPC)	870	1 038	805	(233)
Autres sources / (utilisations)	295	--	(330)	(330)
Augmentation / (Diminution) des emprunts à court terme	608	--	--	--
Emprunts à long terme (marchés publics)***	8 667	8 592	9 559	967
FINANCEMENT TOTAL	**10 440**	**9 630**	**10 034**	**404**

* Y compris les autres modifications apportées au bilan. **La dette venant à échéance est inférieure au plan budgétaire, la province ayant exercé ses options sur des obligations reconductibles. ***Y compris les Obligations d'épargne de l'Ontario.
Dans le tableau sur le financement, les excédents budgétaires sont exprimés par des chiffres négatifs.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT POUR 2000-2001 JUSQU'À PRÉSENT

(en millions de dollars)	Nouveaux emprunts (au 30 septembre)	Fonds à obtenir	Besoins comblés (en %)
EMPRUNTS A LONG TERME (INCLUANT RPC)	7 265	3 099	70,1 %

- Les emprunts à long terme contractés au cours du deuxième trimestre ont totalisé 1 466 millions de dollars :

	(en millions de dollars)
Émissions en dollars canadiens	812
Émissions en dollars américains	471
Régime de pensions du Canada	183
	1 466

- Les besoins totaux de financement atteignent 404 millions de dollars de plus que ce qui avait été prévu dans le plan budgétaire de 2000, ce qui est en grande partie attribuable à un montant supérieur de 1 648 millions de dollars par rapport aux prévisions sur les rachats anticipés d'Obligations d'épargne de l'Ontario et de créances de l'Ontario. Cette hausse a été en grande partie compensée par des besoins de trésorerie moindres.

- D'après l'excédent prévu pour l'exercice 2000-2001, la dette provinciale nette devrait être de 112,1 milliards de dollars le 31 mars 2001, soit 2,0 milliards de dollars de moins que la dette prévue dans le plan budgétaire, en raison du montant de la dette provinciale nette inférieur au montant prévu dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000 et de meilleures perspectives relatives à l'excédent pour 2000-2001.

- Dans le cadre de son mandat de gérer la dette et les besoins de financement de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIÉO), l'Office ontarien de financement avait, au 30 septembre 2000, mobilisé 1 216 des 1 950 millions de dollars qu'il doit emprunter au nom de la SFIÉO, ce qui représente 511 millions de dollars de moins que les emprunts de 2 461 millions de dollars prévus au moment du budget.

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

(en millions de dollars)		2000-2001		
MINISTÈRE	Chiffres réels 1999-2000	Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. en cours d'exercice
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	1	80	80	–
Procureur général	62	64	64	–
Affaires civiques, Culture et Loisirs	75	71	71	–
Services sociaux et communautaires	20	20	20	–
Services correctionnels	124	156	156	–
Éducation	52	5	5	–
Énergie, Sciences et Technologie	500	–	–	–
Environnement	1	14	14	–
Fonds de protection des eaux	160	51	51	–
Finances	7	3	3	–
Initiative SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire	–	200	200	–
Santé et Soins de longue durée	338	291	291	–
Principaux coûts uniques pour la santé	1 004	–	–	–
Secrétariat du Conseil de gestion	13	12	12	–
Affaires municipales et Logement	(10)	2	2	–
Secrétariat des affaires autochtones	5	8	10	2
Richesses naturelles	96	83	75	(8)
Développement du Nord et Mines	212	273	273	–
Solliciteur général	–	8	8	–
Tourisme	2	11	11	–
Formation, Collèges et Universités	1 028	44	44	–
Transports	830	799	799	–
Économies à la fin de l'exercice	–	(120)	(120)	–
Modifications comptables*				
Énergie, Sciences et Technologie - Société indépendante de gestion du marché de l'électricité	156	–	140	140
Tourisme - Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	156	–	–	–
TOTAL DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS	**4 832**	**2 075**	**2 209**	**134**

* En raison de modifications comptables présentées dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000, les dépenses en immobilisations pour 2000-2001 ont augmenté de 140 millions de dollars en cours d'exercice.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ONTARIO 2000-2001

(en millions de dollars)		2000-2001		
	Chiffres réels 1999-2000	Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. par rapport au budget
Déficit / (Excédent)	(668)	–	(1 366)	(1 366)
Régularisation et consolidation	623	5 205	5 430	225
Emprunts nets au nom d'organismes*	(2 758)	–	83	83
Augmentation / (Diminution) des réserves de liquidité	4 102	(4 500)	(4 500)	–
Besoins nets de trésorerie	1 299	705	(353)	(1 058)
Dette venant à échéance**	7 895	8 425	8 239	(186)
Rachats anticipés et rachats de créances	1 246	500	2 148	1 648
Total des besoins de financement	10 440	9 630	10 034	404
Sources de financement :				
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada (RPC)	870	1 038	805	(233)
Autres sources / (utilisations)	295	–	(330)	(330)
Augmentation / (Diminution) des emprunts à court terme	608	–	–	–
Emprunts à long terme (marchés publics)***	8 667	8 592	9 559	967
FINANCEMENT TOTAL	**10 440**	**9 630**	**10 034**	**404**

* Y compris les autres modifications apportées au bilan. **La dette venant à échéance est inférieure au plan budgétaire, la province ayant exercé ses options sur des obligations reconductibles. ***Y compris les Obligations d'épargne de l'Ontario.
Dans le tableau sur le financement, les excédents budgétaires sont exprimés par des chiffres négatifs.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT POUR 2000-2001 JUSQU'À PRÉSENT

(en millions de dollars)	Nouveaux emprunts (au 30 septembre)	Fonds à obtenir	Besoins comblés (en %)
EMPRUNTS À LONG TERME (INCLUANT RPC)	7 265	3 099	70,1 %

- Les emprunts à long terme contractés au cours du deuxième trimestre ont totalisé 1 466 millions de dollars :

	(en millions de dollars)
Émissions en dollars canadiens	812
Émissions en dollars américains	471
Régime de pensions du Canada	183
	1 466

- Les besoins totaux de financement atteignent 404 millions de dollars de plus que ce qui avait été prévu dans le plan budgétaire de 2000, ce qui est en grande partie attribuable à un montant supérieur de 1 648 millions de dollars par rapport aux prévisions sur les rachats anticipés d'Obligations d'épargne de l'Ontario et de créances de l'Ontario. Cette hausse a été en grande partie compensée par des besoins de trésorerie moindres.

- D'après l'excédent prévu pour l'exercice 2000-2001, la dette provinciale nette devrait être de 112,1 milliards de dollars le 31 mars 2001, soit 2,0 milliards de dollars de moins que la dette prévue dans le plan budgétaire, en raison du montant de la dette provinciale nette inférieur au montant prévu dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000 et de meilleures perspectives relatives à l'excédent pour 2000-2001.

- Dans le cadre de son mandat de gérer la dette et les besoins de financement de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIÉO), l'Office ontarien de financement avait, au 30 septembre 2000, mobilisé 1 216 des 1 950 millions de dollars qu'il doit emprunter au nom de la SFIÉO, ce qui représente 511 millions de dollars de moins que les emprunts de 2 461 millions de dollars prévus au moment du budget.

Ontario

Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2000

L'honorable Ernie Eves, c.r.
Ministre des Finances

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2000*, s'adresser au :

Ministère des Finances
95, rue Grosvenor, Queen's Park
Édifice Frost Nord, 3e étage
Toronto (Ontario) M7A 1Z1
(416) 325-0333

On peut se procurer des exemplaires gratuits du présent document auprès de :
Publications Ontario
880, rue Bay, Toronto M7A 1N8
(416) 326-5300

Les personnes de l'extérieur de Toronto peuvent appeler au :	1 800 668-9938
Appareil de télécommunications pour sourds	1 800 268-7095
Site Web :	www.publications.gov.on.ca

ou appeler au :

Ministère des Finances (Demandes en français et en anglais)	1 800 263-7965
Appareil de télécommunications pour sourds	1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à :
http://www.gov.on.ca/FIN/hmpage.html

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2000

ISSN 1483-5983

This publication, *2000 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review*, is available in English.

Table des matières

Introduction 1

A. Les actions 3

B. Les résultats 15

C. Les perspectives économiques 31

D. Le plan financier de l'Ontario 45

Tableaux des données économiques 75

Introduction

Depuis 1995, le gouvernement a adopté un plan d'action pour consolider la situation financière et économique de l'Ontario. Il a notamment pris les mesures stratégiques suivantes :

- Il a réduit l'impôt sur le revenu des particuliers et l'impôt sur les sociétés.
- Il prépare l'Ontario pour l'avenir en investissant dans l'éducation et l'acquisition de compétences, l'infrastructure et la recherche-développement.
- Il a enregistré un excédent budgétaire un an plus tôt que prévu et il est en passe d'afficher un deuxième excédent. Ce sera la première fois en plus de 50 ans que le gouvernement enregistrera deux excédents de suite.
- Il a supprimé des formalités administratives pour favoriser la concurrence et la croissance.
- Il a accru l'efficacité et la responsabilité du gouvernement.

Les résultats de ces mesures sont plus qu'évidents. Pour une quatrième année consécutive, la province affiche une croissance économique exceptionnellement vigoureuse. Le dynamisme de l'économie est tel que l'objectif de création de 725 000 emplois sur cinq ans établi dans la Révolution du bon sens a été dépassé. En fait, il s'est créé davantage d'emplois en Ontario ces trois dernières années qu'au cours de toute autre période de trois ans de notre histoire. Chaque année, le gouvernement a dépassé ses objectifs financiers et il a commencé à réduire la dette provinciale nette.

Le gouvernement a toujours le regard tourné vers l'avenir. Il continuera de prendre des mesures pour aider l'Ontario à croître, à innover et à créer des emplois pour assurer la prospérité de demain.

La première section du présent document énonce les actions et mesures économiques et financières que le gouvernement a prises pour garder l'Ontario sur la voie de la prospérité et d'une saine gestion financière. La deuxième met en lumière les résultats financiers et économiques de ces mesures. La troisième section présente les perspectives économiques, qui s'annoncent excellentes. La dernière section met à jour les perspectives financières de l'Ontario pour 2000-2001. Des statistiques se trouvent en annexe.

A. Les actions

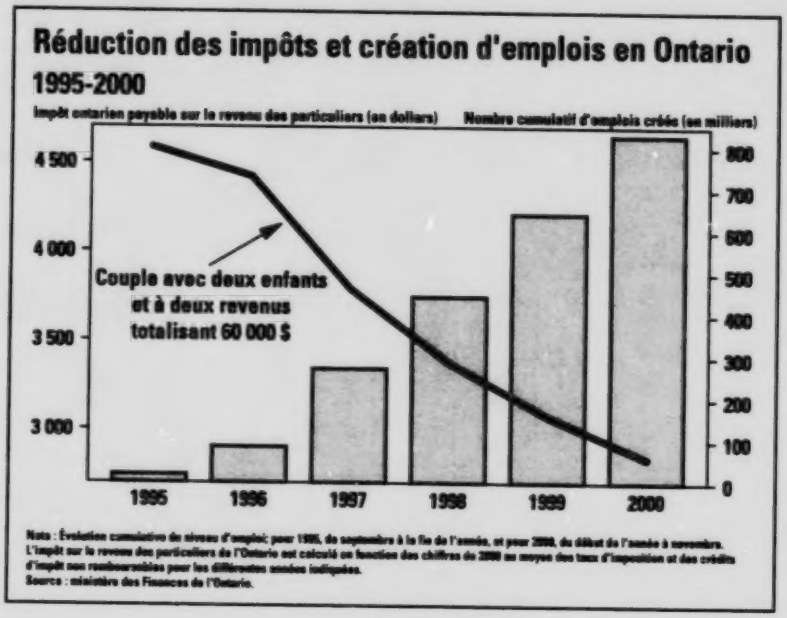
La présente section expose les principales mesures économiques et financières que le gouvernement a mises de l'avant depuis juin 1995, afin de stimuler la création d'emplois et la croissance économique.

- Réduire les impôts de la population
- Réduire l'impôt sur les sociétés pour accroître la concurrence
- Investir de façon stratégique dans l'infrastructure
- Favoriser l'innovation et la recherche-développement
- Appuyer le système d'éducation et l'acquisition de compétences pour la nouvelle économie
- Rééquilibrer les relations en milieu de travail
- Supprimer les obstacles à la croissance
- Accroître l'efficacité et la responsabilisation du gouvernement
- Équilibrer le budget

Action : Réduire les impôts de la population

« Les réductions d'impôt ont apporté des avantages concrets en fortifiant l'économie et en favorisant la création d'emplois en Ontario. »

Budget de l'Ontario de 2000



- Réduction de 30 % du taux d'imposition ontarien du revenu des particuliers entre 1995 et 1999 et diminution supplémentaire de 20 % de l'imposition du revenu des particuliers, dont la mise en oeuvre sera terminée d'ici le dépôt du budget de 2001.

- Versement d'un dividende pouvant atteindre 200 $ à tous les contribuables qui ont payé des impôts sur le revenu des particuliers de l'Ontario en 1999.

- Réduction du pourcentage des gains en capital imposables, qui est passé de 75 à 50 %.

- Réduction de 250 millions de dollars de l'impôt scolaire sur les biens résidentiels (cette réduction atteindra 500 millions de dollars d'ici 2004), et remboursement permanent, jusqu'à un plafond de 2 000 $, des droits de cession immobilière aux accédants à la propriété qui achètent un logement neuf.

- Élimination progressive de la taxe de vente au détail sur les primes d'assurance-automobile et sur les réparations et les remplacements de pièces effectués sous garantie.

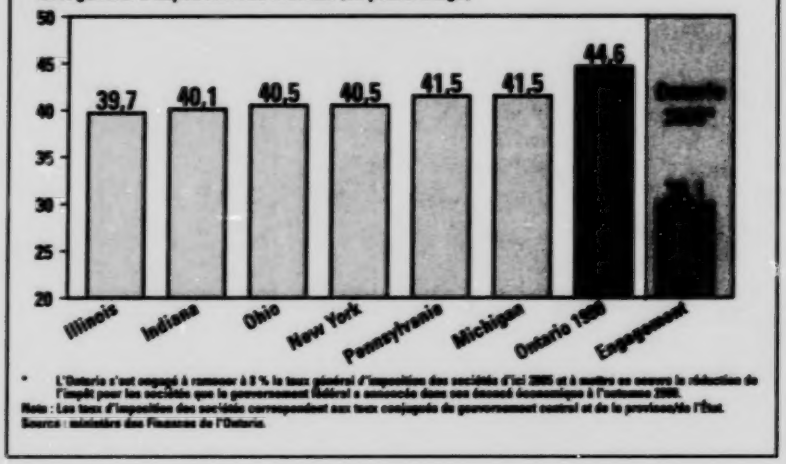
- Instauration d'un système d'imposition du revenu des particuliers adapté aux besoins de l'Ontario pour que le gouvernement provincial bénéficie d'une plus grande marge de manoeuvre afin de concevoir des réductions d'impôt qui favoriseront la création d'emplois.

Action : Réduire l'impôt sur les sociétés pour accroître la concurrence

« Réduire le taux d'imposition des entreprises, c'est investir dans la croissance à long terme. »

Budget de l'Ontario de 2000, document E

Taux d'imposition des sociétés en Ontario comparés à ceux des États avoisinants



* L'Ontario s'est engagé à ramener à 8 % le taux général d'imposition des sociétés d'ici 2005 et à mettre en œuvre la réduction de l'impôt pour les sociétés que le gouvernement fédéral a annoncée dans son énoncé économique à l'automne 2000.

Note : Les taux d'imposition des sociétés correspondent aux taux conjugués du gouvernement central et de la province/de l'État.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- D'ici 2005, réduction du taux général d'imposition des sociétés, qui se situe à 15,5 %, et du taux d'imposition des bénéfices de fabrication et de transformation, qui s'élève à 13,5 %, pour les porter à 8 %.

- Dans le cas des petites entreprises : réduction de leur taux d'imposition pour le ramener à 4 % d'ici 2005, augmentation du nombre de sociétés bénéficiant du taux d'imposition des petites entreprises, et accroissement du nombre d'exonérations de l'impôt sur le capital.

- Réduction de 325 millions de dollars de l'impôt scolaire sur les entreprises d'ici 2001; les réductions s'élèveront à plus de 500 millions de dollars d'ici 2004.

- Instauration d'une vaste gamme d'incitatifs pour promouvoir l'innovation et la recherche-développement; encourager la croissance de l'industrie de l'édition, de la production cinématographique et télévisuelle, des produits multimédias interactifs numériques, et des enregistrements sonores; attirer et garder des travailleurs spécialisés; et encourager les partenariats de recherche entre les secteurs public et privé.

- Réductions d'impôt pour les secteurs agricole et minier, ainsi que pour les caisses populaires et *credit unions*.

Action : Investir de façon stratégique dans l'infrastructure

« En regroupant les dépenses d'infrastructure et en misant sur les partenariats, nous pourrons nous concentrer sur des investissements à la fois stratégiques et novateurs. »
Budget de l'Ontario de 1999

Le gouvernement donne suite à son engagement de reconstruire et de moderniser l'infrastructure de la province en concluant des partenariats novateurs.

- Grâce à l'initiative SuperCroissance, le gouvernement provincial a investi plus de 4,8 milliards de dollars dans l'infrastructure stratégique en 1999-2000 et il a l'intention d'investir 2,2 milliards de dollars de plus en 2000-2001 :
  - L'Ontario investira une somme record de 1 milliard de dollars dans le réseau routier de la province en 2000-2001.
  - L'Ontario et ses partenaires se sont engagés à investir 1,8 milliard de dollars en 1999-2000 afin de moderniser et de reconstruire les hôpitaux de la province.
  - L'Ontario a investi plus de 1 milliard de dollars dans l'infrastructure des collèges et universités en 1999-2000. Si l'on tient compte de la contribution financière de ses partenaires, l'apport du gouvernement se traduira par un investissement total de 1,8 milliard de dollars dans les établissements d'enseignement postsecondaire. Il s'agit du plus gros investissement de capitaux dans le secteur des collèges et universités en plus de 30 ans.

- Trois nouvelles initiatives de partenariat dans le cadre de l'initiative SuperCroissance ont été annoncées dans le budget de 2000 :
  - Volet Partenariats du millénaire de l'initiative SuperCroissance – Grâce à cette initiative, un montant de 1 milliard de dollars sera investi sur cinq ans pour appuyer la compétitivité économique des grands centres urbains de l'Ontario.
  - Développement des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario – Dans le cadre de cette initiative, 600 millions de dollars seront investis sur cinq ans dans les collectivités rurales et les petites localités pour appuyer l'expansion économique et l'amélioration de l'infrastructure.
  - Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme – Par l'entremise de ce volet de l'initiative SuperCroissance, 300 millions de dollars seront investis sur cinq ans dans le renouvellement des installations sportives, récréatives, culturelles et touristiques que possèdent ou qu'appuient les municipalités, ainsi que des principales attractions culturelles et touristiques appartenant à des organismes provinciaux ou sans but lucratif.

- Dans le cadre de la première phase de l'initiative Développement des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario, une somme d'au moins 240 millions de dollars aidera les municipalités à améliorer leur système d'adduction d'eau afin de satisfaire au nouveau règlement provincial sur la protection de l'eau potable et à donner suite à d'autres priorités dans le domaine de l'infrastructure de la santé et de la sécurité publiques.

- L'Ontario affectera 500 millions de dollars à la première phase du programme de réaménagement du secteur riverain de Toronto. L'administration municipale et le gouvernement fédéral alloueront chacun 500 millions de dollars à ce projet, d'où un investissement total de 1,5 milliard de dollars. Cet investissement donnera un coup de fouet important à la candidature de Toronto pour l'obtention des Jeux olympiques et paralympiques de l'été 2008.

Action : Favoriser l'innovation et la recherche-développement

« L'innovation représente plus que la création de nouvelles technologies ou applications. Ce qui importe surtout c'est d'établir une culture de l'innovation dans le cadre de laquelle le secteur public et le secteur privé collaborent naturellement pour réaliser de nouvelles découvertes qui sont utiles à tous. C'est justement ce que fait l'Ontario. »

Budget de l'Ontario de 2000

- Le Fonds ontarien pour l'innovation, doté de 750 millions de dollars, finance l'infrastructure de recherche, notamment les laboratoires et l'équipement de haute technologie, dans les universités, les collèges et les hôpitaux.

- Jusqu'ici, le Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement a permis d'obtenir des engagements financiers de 933 millions de dollars dans la recherche-développement : 309 millions de dollars du gouvernement provincial et 624 millions de dollars du secteur privé et des établissements de recherche.

- Les Bourses du premier ministre pour l'excellence en recherche, dont le montant global s'élève à 127,5 millions de dollars, aident les chercheurs ontariens de calibre international à attirer des personnes talentueuses au sein de leurs équipes de recherche.

- Chaque année, le nouveau Fonds innovation-recherche de l'Ontario affecte 30 millions de dollars au financement des frais généraux associés à la recherche dans les universités et les établissements de recherche.

- Les chercheurs admissibles des sociétés axées sur la recherche-développement pourront déduire de leur impôt ontarien sur le revenu jusqu'à 100 000 $ par année des avantages imposables tirés d'une option d'achat d'actions et des gains en capital imposables connexes.

- Le crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche, qui est de 20 %, favorise les partenariats de recherche-développement entre le milieu des affaires et les instituts de recherche sans but lucratif de l'Ontario.

- Le stimulant fiscal de l'Ontario pour les nouvelles technologies accorde aux entreprises une déduction de 100 % du coût d'acquisition des droits de propriété intellectuelle admissibles pourvu que ceux-ci soient utilisés en Ontario.

- Le gouvernement de l'Ontario accorde aux petites et moyennes entreprises un crédit d'impôt remboursable égal à 10 % des dépenses engagées pour les travaux de recherche-développement effectués dans la province.

- Les entreprises ont droit à un crédit d'impôt remboursable égal à 20 % des frais de main-d'oeuvre engagés en Ontario pour produire des effets spéciaux et de l'animation informatiques pour la télévision et le cinéma.

- Un crédit d'impôt remboursable de 20 % est également disponible à l'égard des dépenses associées à la création de produits multimédias interactifs numériques originaux en Ontario.

- La réintégration de l'impôt sur le revenu des corporations pour l'acquisition de technologies étrangères a été éliminée.

- Les exonérations de la taxe de vente au détail s'appliquent maintenant au matériel neuf dont se servent les fabricants uniquement pour des activités conjuguées de fabrication et de recherche-développement et à l'équipement de recherche qu'utilisent les établissements de recherche médicale ssans but lucratif en Ontario.

Action : Appuyer le système d'éducation et l'acquisition de compétences pour la nouvelle économie

« Nous investissons également dans les compétences professionnelles. Nous investissons dans la jeunesse de l'Ontario. »
Budget de l'Ontario de 2000

Nouveaux investissements dans les collèges et les universités

- Investissement de plus de 1 milliard de dollars par l'entremise de l'initiative SuperCroissance pour agrandir et moderniser les établissements d'enseignement postsecondaire.
- Doublement du nombre de places dans les programmes collégiaux et universitaires d'informatique et d'ingénierie à forte demande grâce au Programme d'accès aux perspectives d'avenir.
- Élargissement et amélioration du programme Bourse d'études supérieures de l'Ontario.
- Instauration d'un nouvel incitatif fiscal pour la technologie éducative relatif aux dons d'équipement et de technologie aux collèges et universités.
- Élimination de la taxe de vente au détail sur tous les dons aux établissements d'enseignement.
- Exonération de la taxe de vente au détail applicable à tous les cédéroms pédagogiques qu'achètent les écoles, les collèges communautaires et les universités.
- Amélioration de l'accès des étudiantes et des étudiants en doublant le financement du Régime travail-études de l'Ontario et en augmentant les exemptions relatives au travail et aux bourses fondées sur le mérite dans le cadre du Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario.

Amélioration continue de l'éducation élémentaire et secondaire

- Affectation de 101 millions de dollars supplémentaires à la réduction du nombre moyen d'élèves par classe de la maternelle à la troisième année, et allocation de 70 millions de dollars à l'amélioration des habiletés de lecture.
- Affectation de crédits supplémentaires pour réduire le nombre moyen d'élèves par classe dans les écoles secondaires.
- Amélioration du financement affecté à l'enfance en difficulté au titre de la rééducation de la parole et du langage et des difficultés d'apprentissage.
- Affectation de fonds pour sensibiliser davantage les jeunes à la science et à la technologie.
- Enrichissement du Programme d'apprentissage pour les jeunes de l'Ontario.
- Adoption de la *Charte ontarienne des droits et devoirs en éducation.*
- Adoption d'un nouveau curriculum rigoureux, mettant davantage l'accent sur les sciences et les mathématiques.
- Préparation de la mise en oeuvre d'un programme global d'évaluation du personnel enseignant.

Investissement dans les compétences de demain

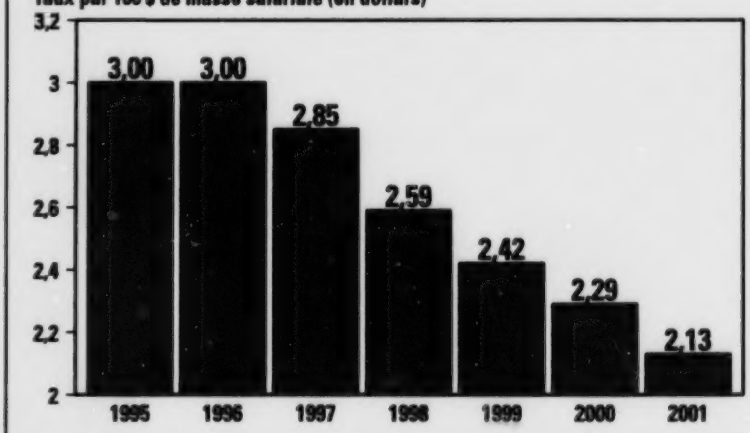
- Appui de 34 projets de formation jusqu'à présent, en collaboration avec le secteur privé, dans le cadre du Programme d'investissement dans les compétences stratégiques, doté de 130 millions de dollars.
- Création du Fonds d'innovation en apprentissage pour moderniser la formation en salle de classe.
- Affectation de fonds à TVOntario pour élaborer des programmes novateurs de formation en milieu de travail.
- Financement de programmes de formation et de sensibilisation aux carrières dans le domaine de la technologie de l'information à l'intention des femmes.
- Élargissement de l'Initiative de formation des femmes aux métiers spécialisés pour englober le volet préapprentissage dans le secteur des pièces d'automobiles.
- Financement de programmes de formation de transition à l'intention du personnel infirmier et d'autres professionnels ayant fait leurs études à l'étranger.

Action : Rééquilibrer les relations en milieu de travail

« Et bien que nous ayons supprimé les entraves à la création d'emplois, en l'occurrence les impôts élevés et les contingents déraisonnables de postes, nous avons maintenu les règles visant à protéger et à accroître les droits des employés. »
Plan d'action : Le programme de Mike Harris pour maintenir l'Ontario dans la bonne voie, 1999

- Élimination du contingentement inéquitable en matière d'emploi et gel du salaire minimum.
- Garantie du droit des travailleurs de tenir un scrutin secret sur toutes les demandes d'accréditation syndicale.
- Adoption de la *Loi portant que la justice n'est pas à sens unique* et surveillance continue de l'engagement du Québec à traiter avec équité les travailleurs et les entrepreneurs de l'industrie ontarienne de la construction.
- Dépôt de modifications à la *Loi sur les relations de travail* (projet de loi 139) pour renforcer la démocratie et promouvoir la stabilité en milieu de travail et favoriser la croissance économique.
- Dépôt de modifications aux normes d'emploi (projet de loi 147) pour promouvoir la compétitivité des entreprises, réduire les formalités administratives auxquelles sont assujettis les employeurs et aider les employés à composer avec leurs responsabilités familiales.
- Adoption du projet de loi 69 afin de moderniser les relations de travail dans le secteur de la construction.
- Réforme du régime de sécurité professionnelle et d'assurance contre les accidents du travail pour lui assurer des bases financières solides. En 2001, le taux moyen des primes d'assurance se situera à 2,13 $ par tranche de 100 $ de masse salariale cotisable, une réduction de 29 % depuis 1996 et le niveau le plus bas depuis 1983.

Taux moyen des primes d'assurance contre les accidents du travail



Sources : Rapports annuels de la Commission des accidents du travail et ministère du Travail de l'Ontario.

Action : Supprimer les obstacles à la croissance

« Les entreprises recherchent normalement l'expansion, tandis que les gens contemplent en général le succès. Parfois le meilleur geste qu'un gouvernement peut poser consiste simplement à ne pas nuire au dynamisme et à l'effervescence du secteur privé. »

Plan d'action -- Le programme de Mike Harris pour maintenir l'Ontario dans la bonne voie, 1999

Réduction des formalités administratives

- Permanence de l'organe de surveillance des formalités administratives; élimination jusqu'à présent de plus de 1 300 règlements superflus.
- Évaluation de tous les nouveaux règlements proposés pour en déterminer les répercussions sur la bonne marche des affaires.
- Délégation de l'application de règlements à des organismes appropriés de divers secteurs d'activité, d'où une meilleure protection des consommateurs et la rentabilisation accrue du service.
- Simplification de la formule de déclaration d'impôt des corporations pour les petites entreprises, qui est passée de seize à quatre pages.
- Augmentation du nombre de petites entreprises autorisées à utiliser la formule abrégée de déclaration d'impôt des corporations.
- Expansion d'Entreprises branchées de l'Ontario, un service électronique à guichet unique visant à simplifier les processus d'enregistrement et de déclaration pour les entreprises ontariennes.

Promotion de la concurrence et de la croissance

- Instauration de la concurrence dans le secteur de l'électricité en Ontario.
- Abandon des politiques accordant une aide excessive à certaines entreprises, grâce à l'élimination de 31 programmes et à la réduction de 230 millions de dollars par an des subventions à des entreprises particulières.
- Adoption de la *Loi de 2000 sur le commerce électronique* pour éliminer les formalités administratives, supprimer les obstacles juridiques désuets au commerce électronique, accroître la confiance et la protection des consommateurs, et appuyer les investissements en Ontario.
- Constitution du Comité du milieu des affaires chargé de l'examen du régime ontarien d'imposition des particuliers, des sociétés et des biens fonciers.
- Aide aux entrepreneurs et aux petites entreprises par l'intermédiaire des Fonds d'investissement dans les petites entreprises communautaires, des centres d'encadrement des petits entrepreneurs, des centres d'aide aux nouvelles entreprises et d'Ontario Export Inc.

Action : Accroître l'efficacité et la responsabilisation du gouvernement

« [Nous allons] réduire la taille du gouvernement. Nous saurons offrir mieux et à moindre coût aux Ontariennes et aux Ontariens. »

La Révolution du bon sens, 1995

Rationalisation du secteur public

- Réduction de 21 % du nombre de politiciens au palier provincial, qui est passé de 130 à 103.
- Réduction du nombre de municipalités, qui sera passé de 815 à 447 d'ici janvier 2001, et diminution de 39 % du nombre de politiciens au palier local, qui sera passé de 4 586 en 1996 à 2 804.
- Réduction d'environ 25 % des effectifs de la fonction publique de l'Ontario depuis juin 1995.
- Diminution prévue des dépenses de programmes générales du gouvernement provincial, qui seront passées de 15,9 % du PIB en 1992-1993 à 11,9 % en 2000-2001.

Prestation de services plus efficients et responsabilisation accrue

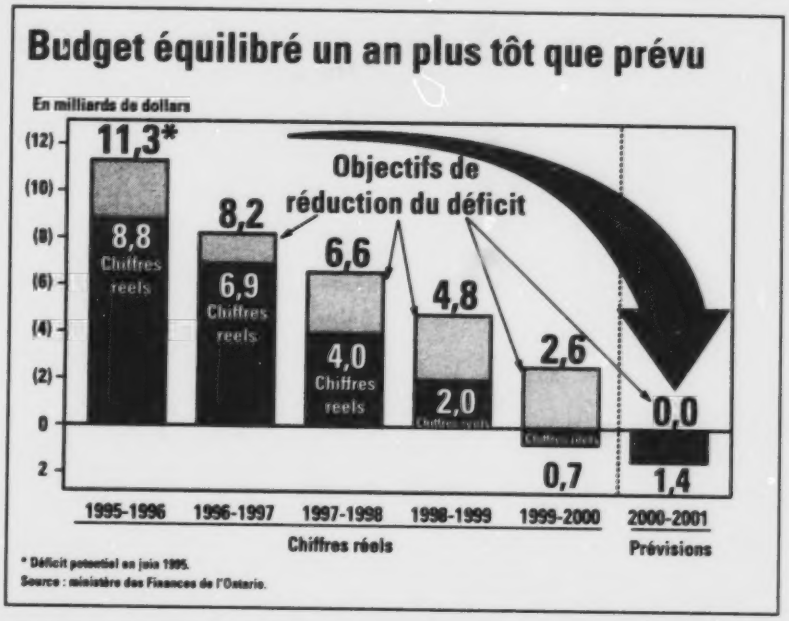
- Obligation pour les ministères de publier chaque année des plans d'activités comportant des mesures de rendement.
- Publication par l'Ontario d'un état annuel de la qualité de la prestation des services municipaux par les administrations locales à l'intention des contribuables : une première en Amérique du Nord.
- Fusion de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et de la Commission des services financiers de l'Ontario pour fournir aux consommateurs et à l'industrie un point d'accès unique aux services réglementaires.
- Utilisation de la technologie -- Internet et guichets informatisés -- pour offrir de l'information et des services gouvernementaux de façon plus rapide et plus pratique, accessibles 24 heures sur 24.
- Lancement d'une stratégie pour des services de qualité comportant de nouvelles normes rigoureuses s'appliquant aux services rendus aux clients qui présentent par téléphone, en personne ou par écrit des demandes de renseignements ou des observations sur les services.
- Incitation à adopter de nouveaux modes de prestation des services, afin de permettre aux ministères de se concentrer sur leurs activités principales, en recourant à l'établissement de partenariats, à l'impartition ou à la privatisation des fonctions que d'autres secteurs sont mieux à même de remplir.
- Divulgation du traitement des fonctionnaires touchant 100 000 $ ou plus par année.
- Rétablissement de la Commission ontarienne de révision des pratiques financières pour donner des conseils sur les options visant à renforcer la gestion financière et la reddition de comptes des principaux organismes partenaires du gouvernement qui bénéficient de paiements de transfert.

Action : Équilibrer le budget

Équilibrer le budget « ne sera pas facile, mais il faut absolument y parvenir car un budget équilibré contribuera à limiter les frais d'intérêts sur la dette publique de l'Ontario [et] protégera les contribuables contre les augmentations constantes des impôts. »

Exposé économique et financier, 1995

Dans l'*Exposé économique et financier* de novembre 1995, le gouvernement a présenté un plan visant à équilibrer le budget. Ce plan comportait des objectifs annuels de réduction du déficit menant à un budget équilibré au cours de l'exercice 2000-2001.



- Pour les cinq derniers exercices, le gouvernement a dépassé les objectifs de réduction du déficit fixés dans le plan visant à équilibrer le budget.

- Le gouvernement a enregistré un excédent de 668 millions de dollars au cours de l'exercice 1999-2000 et réussi à équilibrer son budget un an plus tôt que prévu. Il est également en passe d'afficher un autre excédent en 2000-2001. Ce sera la première fois en plus de 50 ans que le gouvernement enregistrera deux excédents de suite.

- L'adoption de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables et l'équilibre budgétaire* permettra d'assurer la responsabilité financière à l'avenir.

- Dans le budget de 2000, le gouvernement s'est fixé comme objectif de réduire la dette provinciale nette d'au moins 5 milliards de dollars pendant son mandat actuel, soit plus que le double de l'objectif qu'il s'était fixé, qui s'établissait à 2 milliards de dollars.
  - Plus de 1 milliard de dollars ont été affectés à la réduction de la dette provinciale nette en 1999-2000.
  - Compte tenu de l'excédent prévu pour l'exercice actuel, la dette provinciale nette sera réduite de 1,6 milliard de dollars de plus pendant l'exercice 2000-2001.

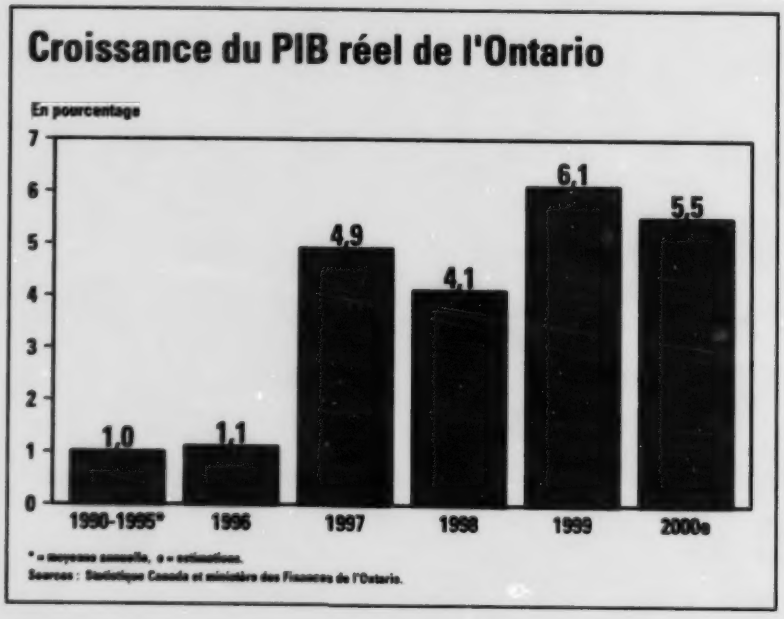
B. Les résultats

La présente section décrit les résultats que les Ontariennes et Ontariens ont pu constater jusqu'à maintenant. Les mesures prises par le gouvernement ont jeté les assises d'une croissance économique soutenue.

- Forte croissance économique pour une quatrième année consécutive
- Croissance équilibrée
- Vigoureuse croissance de l'emploi
- Consommation stimulée par la création d'emplois et les réductions d'impôt
- Croissance soutenue de l'emploi pour les jeunes
- Croissance de l'emploi dans toutes les régions
- L'Ontario, chef de file en Amérique du Nord pour la croissance de l'emploi dans le secteur manufacturier
- Part accrue du marché de production pour l'industrie de l'automobile
- Le secteur de la haute technologie, moteur de la croissance
- Croissance rapide de l'emploi dans les industries de la nouvelle économie
- Diversification des exportations et augmentation de la part de l'Ontario sur les marchés des États-Unis
- Équilibre budgétaire atteint un an plus tôt que prévu
- La dépendance à l'égard de l'aide sociale continue de diminuer

Résultat : Forte croissance économique pour une quatrième année consécutive

L'économie saine et dynamique de l'Ontario est bien placée pour afficher une croissance soutenue. L'Ontario a obtenu des résultats économiques exemplaires depuis 1996, avec un taux de croissance de 6,1 % en 1999. De plus, on prévoit pour 2000 une croissance du PIB réel supérieure à 5 %. Les réductions d'impôt et des politiques financières judicieuses ont favorisé une croissance économique vigoureuse et équilibrée.



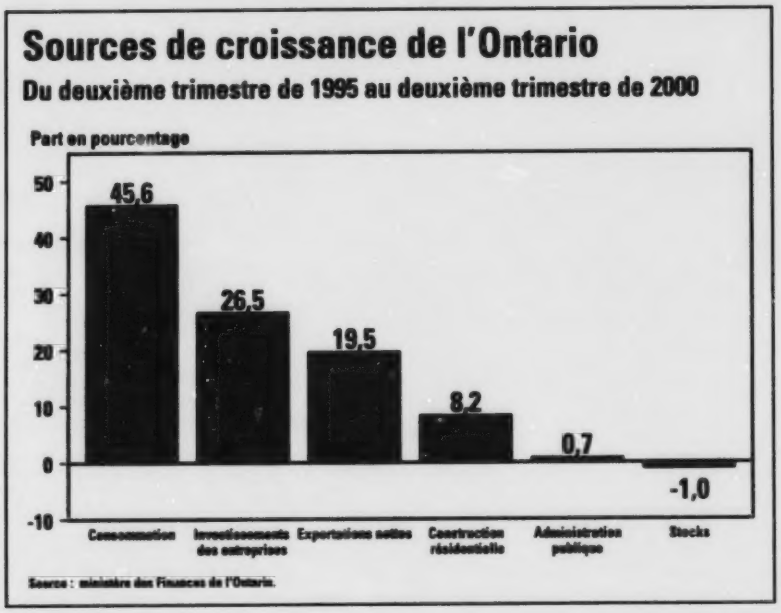
- L'Ontario est le chef de file canadien au chapitre de la croissance depuis plusieurs années. En 2000, le taux de croissance économique de l'Ontario devrait atteindre 5,5 %, comparativement à 4,3 % pour le reste du Canada.

- En 2000, la production réelle en Ontario a augmenté de 5,2 % au premier trimestre, et de 5,3 % au deuxième trimestre (taux de croissance annualisés). La hausse prononcée des investissements des entreprises, particulièrement dans le matériel et l'outillage, ainsi que les dépenses de consommation élevées, ont été les principaux facteurs de croissance au cours du premier semestre de 2000.

- La croissance économique soutenue se poursuit au deuxième semestre de 2000. Depuis juin, il s'est créé 115 000 emplois nets, et les dépenses de consommation, la construction résidentielle et la production du secteur manufacturier sont à la hausse.

Résultat : Croissance équilibrée

La forte confiance des entreprises et des consommateurs, les réductions d'impôt, les politiques positives du gouvernement et une bonne croissance internationale ont créé les conditions propices à la croissance économique soutenue et à la création d'emplois en Ontario.



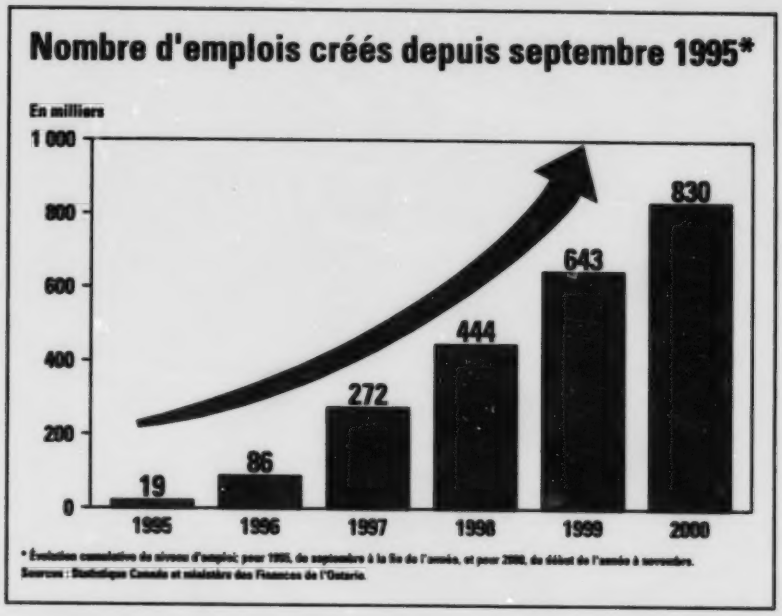
- La forte demande intérieure a été le principal facteur d'entraînement de la croissance économique de l'Ontario, qui a également bénéficié des réductions d'impôt et de la création d'emplois. On attribue 45,6 % de la croissance de l'Ontario aux dépenses de consommation depuis le deuxième trimestre de 1995. Les investissements des entreprises ont constitué le deuxième facteur de croissance en importance.

- Dans le secteur du commerce extérieur, les importations et les exportations ont augmenté considérablement. Les exportations ont progressé de 48,7% depuis le deuxième trimestre de 1995, tandis que les importations ont augmenté de 47,7 %. Les exportations nettes ont représenté moins de 20 % de la croissance de l'Ontario au cours de cette période.

- La situation financière des particuliers, des entreprises et du secteur public s'est améliorée depuis 1995. Les coûts de financement de la dette des ménages par rapport au revenu disponible sont à la baisse, les ratios d'endettement des entreprises ont diminué, de même que la dette du gouvernement par rapport au PIB. Tous ces facteurs ont contribué à une croissance économique soutenue dans tous les secteurs en Ontario.

Résultat : Vigoureuse croissance de l'emploi

Les réductions d'impôt créent des emplois. En juillet de cette année, le rendement économique de la province a permis de surpasser l'objectif établi dans la *Révolution du bon sens*, qui consistait à créer 725 000 emplois en cinq ans. Depuis, l'économie de l'Ontario a créé 105 000 autres emplois nets.



- Au cours des onze premiers mois de 2000, 184 000 emplois nets ont été créés comparativement à la même période l'an dernier. Cette forte croissance de l'emploi s'inscrit dans la foulée des 198 000 emplois créés en 1999, une année record. Au cours de la période de 1998 à 2000, 558 000 emplois ont été créés en Ontario. Il s'agit donc des trois meilleures années consécutives au chapitre de la création d'emplois dans toute l'histoire de la province.

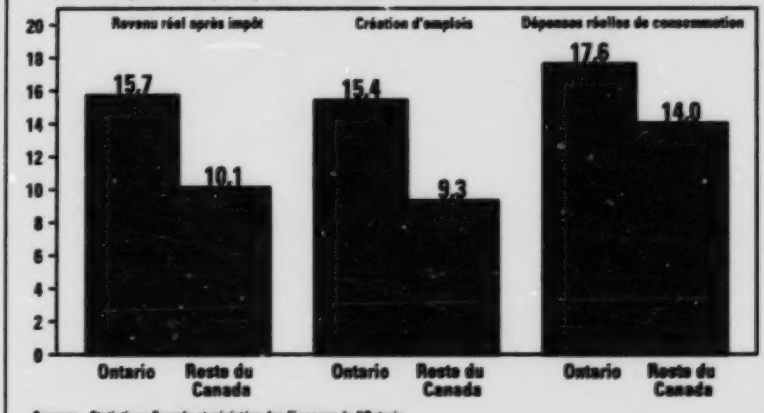
- La plupart des emplois créés en 2000 sont des emplois à temps plein dans le secteur privé. Cette création d'emplois a lieu dans presque tous les secteurs de l'économie. Les industries manufacturières ont créé 47 000 emplois nets. Des emplois ont également été créés dans les secteurs des services de santé et des services sociaux (28 000), de la construction (26 000), des services professionnels, scientifiques et techniques (26 000), du commerce de gros et de détail (24 000), de l'information, de la culture et des loisirs (24 000), de la gestion et de l'administration (21 000) et des transports et de l'entreposage (19 000).

Résultat : Consommation stimulée par la création d'emplois et les réductions d'impôt

Les réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers et les gains soutenus au chapitre de l'emploi ont entraîné une croissance marquée des dépenses de consommation. Depuis le deuxième trimestre de 1996, moment où les réductions d'impôt ont commencé, le revenu disponible réel a augmenté beaucoup plus rapidement en Ontario que dans le reste du Canada. Ainsi, un plus grand nombre d'emplois ont été créés, la confiance des consommateurs a été plus élevée et la croissance réelle de la consommation a été plus rapide que dans le reste du Canada au cours de la même période.

Les réductions d'impôt se traduisent par une hausse de l'emploi, du revenu et des dépenses

Variation en pourcentage depuis le deuxième trimestre de 1996



Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

- Entre le deuxième trimestre de 1996, moment où les réductions d'impôt ont commencé, et le deuxième trimestre de 2000, le revenu disponible réel a augmenté de 15,7 % en Ontario, ce qui dépasse de beaucoup la hausse de 10,1 % relevée dans le reste du Canada.

- Au cours de la même période, la consommation réelle a fait un bond de 17,6 % en Ontario, comparativement à une hausse de seulement 14,0 % dans le reste du Canada.

- Depuis le deuxième trimestre de 1996, il s'est créé en Ontario 797 000 emplois, soit 50,8 % du nombre total d'emplois créés au Canada, même si la main-d'oeuvre de l'Ontario ne formait que 39,0 % de la main-d'oeuvre canadienne au cours de cette période.

Résultat : Croissance soutenue de l'emploi pour les jeunes

Les jeunes ont bénéficié d'importants gains au chapitre du nombre d'emplois grâce à la croissance économique soutenue de l'Ontario. Depuis septembre 1995, il s'est créé 136 600 emplois nets pour les jeunes en Ontario. Il s'agit de 52 % de tous les emplois nets créés pour les jeunes au Canada au cours de cette période, alors que la part de l'Ontario de la main-d'oeuvre de la jeunesse canadienne s'élève à 38 %.

- En 1999, le nombre d'emplois nets pour les jeunes de l'Ontario s'est accru de 49 100, soit la croissance annuelle la plus rapide jamais enregistrée. Près de 90 % de ces nouveaux emplois étaient à temps plein.

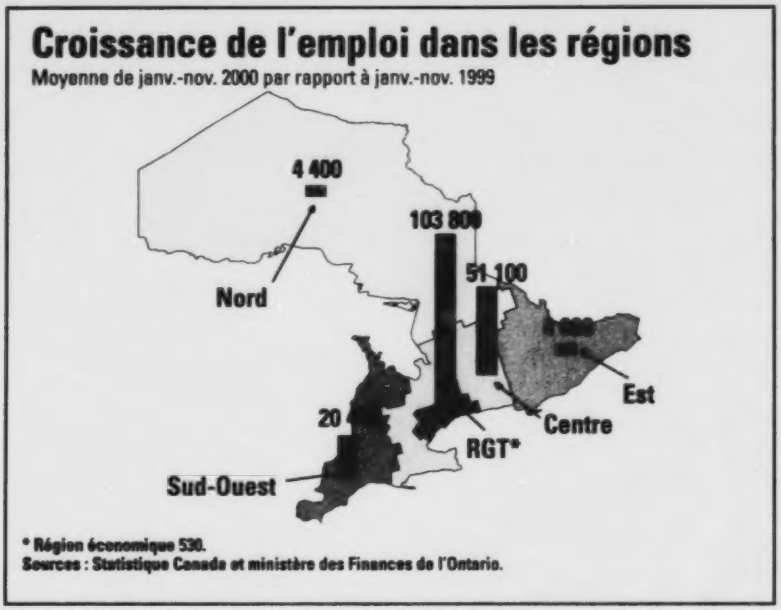
- Au cours des onze premiers mois de 2000, les jeunes de l'Ontario ont pu accéder à 38 300 nouveaux emplois nets comparativement à la même période l'an dernier.

- Depuis le sommet atteint en avril 1997, le taux de chômage chez les jeunes de l'Ontario a diminué à 12,5 % et demeure plus faible que dans le reste du Canada.

- En 2000-2001, l'Ontario affectera 211 millions de dollars aux programmes d'emploi pour les jeunes les plus complets au Canada. Ces programmes profiteront à 215 000 jeunes, plus que le double du nombre de jeunes qui bénéficiaient de tels programmes il y a six ans.

Résultat : Croissance de l'emploi dans toutes les régions

L'an dernier, l'emploi a connu une hausse dans les cinq régions économiques de l'Ontario, à savoir la région du grand Toronto (RGT), le Centre, l'Est, le Sud-Ouest et le Nord.



- On retrouve 45 % de l'emploi de la province dans la région du grand Toronto. Cette année, l'économie de la région du grand Toronto a présidé à la création de 103 800 emplois nets.

- Le centre de l'Ontario compte 23 % de tous les emplois dans la province, et les régions du Sud-Ouest et de l'Est comptent chacune 13 % des emplois.

- La croissance de l'emploi a ralenti dans le Nord et dans l'Est après avoir affiché des gains marqués en 1999. Depuis 1997, le nombre d'emplois s'est accru de 18 700 dans le Nord et de 70 800 dans l'Est.

- Parmi les grands centres urbains du Canada, Ottawa-Hull et Windsor affichent des taux de chômage qui font partie des plus faibles au pays, soit 5,4 % et 5,1 % respectivement.

Résultat : L'Ontario, chef de file en Amérique du Nord pour la croissance de l'emploi dans le secteur manufacturier

Le secteur manufacturier a créé plus d'emplois au cours des quatre dernières années en Ontario que dans tout autre territoire canadien ou américain.

- L'Ontario est un élément essentiel du noyau du secteur manufacturier en Amérique du Nord. Le secteur manufacturier ontarien a créé 170 000 emplois entre 1995 et 1999, surclassant nettement ses concurrents des Grands Lacs. Les huit États riverains des Grands Lacs ont perdu dans l'ensemble 47 000 emplois dans le secteur manufacturier au cours de la même période.

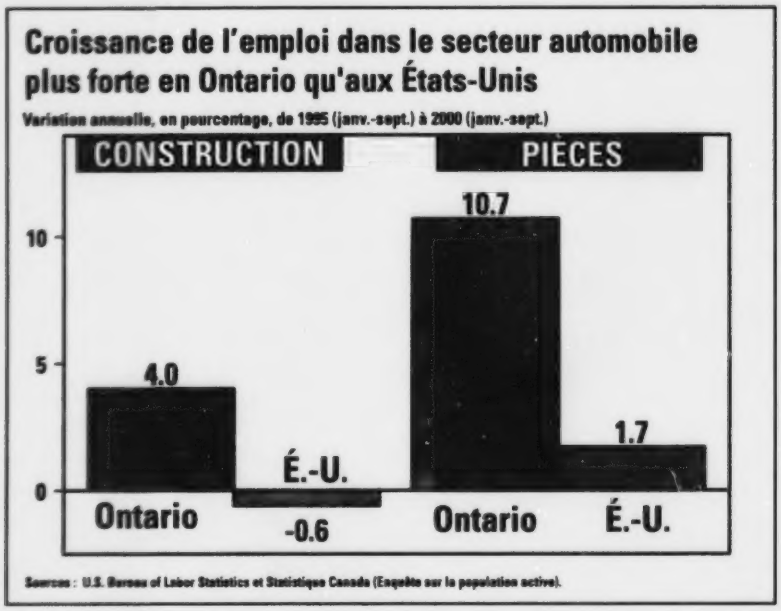
- Les emplois créés dans le secteur manufacturier de l'Ontario ont été plus nombreux en ce qui a trait au matériel de transport (45 000), aux produits informatiques et électroniques (21 000), aux meubles (19 000), aux produits du plastique et du caoutchouc (19 000) et aux produits métalliques ouvrés (18 000).

- Toronto a été le chef de file canadien pour ce qui est du nombre d'emplois créés dans le secteur manufacturier, grâce à la création de 92 000 emplois nets, près du double du nombre d'emplois créés par le deuxième centre métropolitain en importance, Montréal.

- Ottawa est arrivée au deuxième rang en Ontario pour ce qui est de la création d'emplois dans le secteur manufacturier avec 9 900 emplois, en grande partie dans les industries de fabrication de la nouvelle économie. Venaient ensuite Windsor, avec 8 800 nouveaux emplois nets, puis Hamilton et Kitchener, avec 6 600 emplois chacune.

Résultat : Part accrue du marché de production pour l'industrie de l'automobile

L'Ontario est le deuxième territoire en importance en Amérique du Nord au chapitre de la production automobile, derrière le Michigan. L'Ontario exporte un plus grand nombre de véhicules aux États-Unis que le Japon et l'Europe réunis.



- En 2000 (de janvier à septembre), la part de l'Ontario de la production automobile nord-américaine a atteint 15,6 %, comparativement à la part de 14,5 % affichée pendant la même période en 1995. Depuis 1995 (de janvier à septembre), la part de l'Ontario des emplois dans l'industrie nord-américaine des pièces d'automobiles a augmenté, passant de 13,5 % à 15,7 %.

- En 1999, l'Ontario a construit plus de camions, incluant les véhicules utilitaires sport et les mini-fourgonnettes, que tout autre territoire en Amérique du Nord.

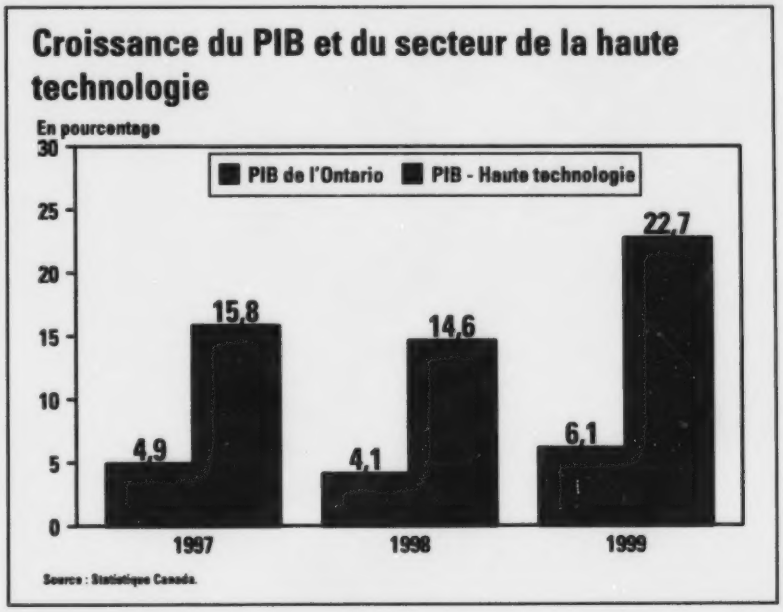
- L'industrie automobile de l'Ontario a directement créé 63 600 emplois depuis 1995 (de janvier à septembre). De ce nombre, 49 200 emplois ont été créés dans l'industrie des pièces d'automobiles, qui connaît une croissance rapide. La croissance des secteurs de la construction d'automobiles et de la fabrication de pièces d'automobiles favorise la création d'emplois dans de nombreuses industries de l'Ontario telles que l'acier, les plastiques et l'outillage.

- La recherche-développement dans le domaine de la technologie automobile en Ontario prend une expansion considérable, comme en font foi des annonces récentes de DaimlerChrysler à Windsor et de GM à Oshawa.

Résultat : Le secteur de la haute technologie, moteur de la croissance

Quatre industries clés fondées sur le savoir ont eu un effet marqué sur la croissance économique au cours des trois dernières années. Elles continuent d'afficher des gains importants en 2000.

- La production de l'industrie de la fabrication d'ordinateurs, de l'industrie de la fabrication de matériel de télécommunications et de matériel électronique, de l'industrie des services informatiques et de l'industrie des entreprises de télécommunications a augmenté de 22,7 % en 1999, troisième année consécutive marquée par une croissance de plus de 10 %. Au cours du premier semestre de 2000, la production dans le secteur de la haute technologie a bondi de près de 25 %. La part de ces quatre industries dans l'économie de l'Ontario est passée de 4,4 % en 1996 à 6,2 % en 1999.



- La production d'ordinateurs a fait un bond de 27,8 % en 1999, à la suite d'une augmentation de 36,1 % en 1998. Cette croissance vigoureuse se poursuit en 2000. Au deuxième trimestre de 2000, la production a augmenté au rythme trimestriel le plus rapide jamais observé. La production de matériel informatique a presque triplé depuis le milieu de 1995.

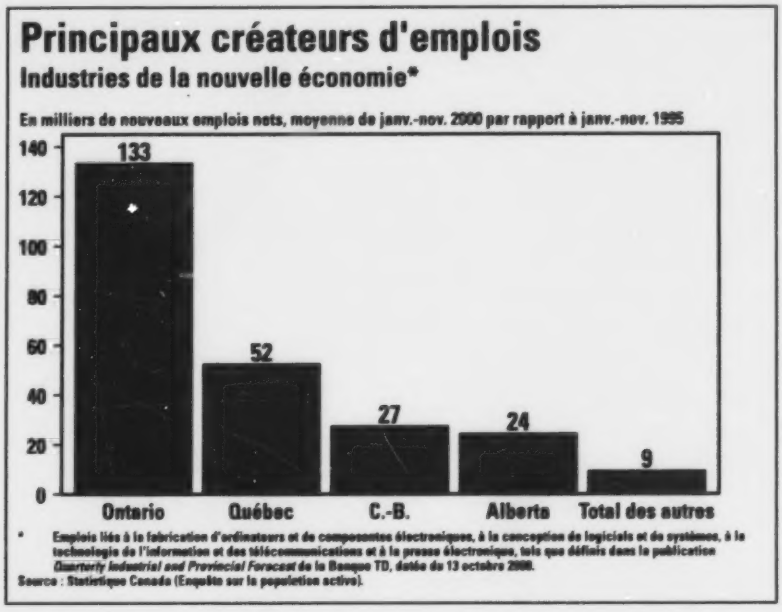
- La fabrication de matériel de télécommunications et de matériel électronique a augmenté de 15,3 % en 1999. La production dans ce secteur a augmenté de 57,2 % depuis le milieu de 1995.

- La production des entreprises de télécommunications a augmenté de 18,5 % en 1999, le taux de croissance le plus élevé jamais enregistré. La part du PIB attribuable à cette industrie a augmenté de 65,4 % depuis le milieu de 1995.

- Ces niveaux élevés de production ont été accompagnés d'une augmentation de 30,9 % dans le secteur des services informatiques en 1999. Dans ce secteur, la production a augmenté de près de 151 % depuis le milieu de 1995.

Résultat : Croissance rapide de l'emploi dans les industries de la nouvelle économie

Selon une étude récente de la Banque TD, l'Ontario compte près de 50 % de tous les emplois dans la nouvelle économie au Canada. Les industries de la nouvelle économie comprennent la technologie de l'information, les télécommunications et la presse électronique. Ces industries ont généré 133 000 nouveaux emplois nets depuis 1995, créant ainsi 18,2 % des nouveaux emplois en Ontario. Le nombre d'emplois dans la nouvelle économie a augmenté plus rapidement en Ontario que dans toute autre province depuis 1995, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard.



- On retrouve dans les industries de la nouvelle économie 6,1 % du nombre total d'emplois en Ontario, ce qui est bien au-dessus de la moyenne canadienne, selon l'étude de la Banque TD.
  - La croissance de ces industries en Ontario a été de 9,7 % par année depuis 1995, par rapport à 7,2 % dans le reste du Canada.

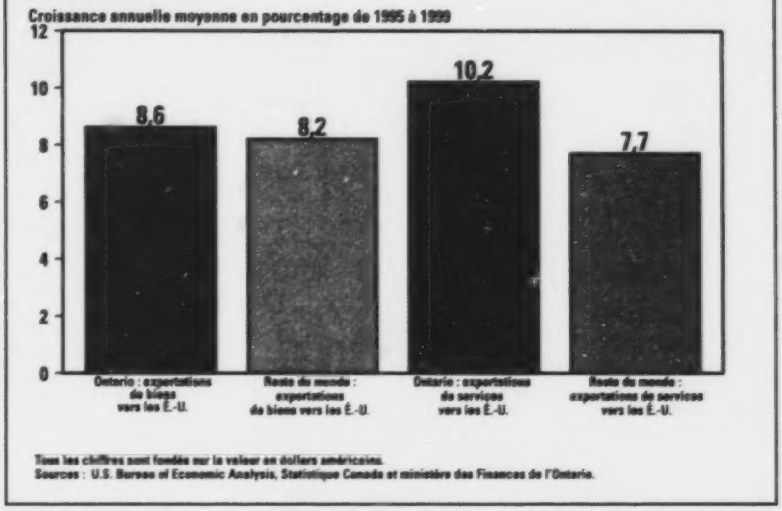
- Dans la région d'Ottawa, les emplois de la nouvelle économie ont presque doublé depuis 1995, ce qui représente la plus importante hausse de ce type d'emplois de toutes les villes canadiennes, après Toronto. Les emplois de la nouvelle économie sont aussi nombreux que ceux de la fonction publique fédérale dans cette région.

- Les emplois de la nouvelle économie connaissent également une croissance rapide à Kitchener-Waterloo-Cambridge (11,8 % par année depuis 1995) et dans la région de Toronto (10,3 % par année).

Résultat : Diversification des exportations et augmentation de la part de l'Ontario sur les marchés des États-Unis

Les exportations totales de biens et de services de l'Ontario vers les États-Unis ont affiché une augmentation moyenne de 8,7 % par année de 1995 à 1999, ce qui constitue une augmentation plus rapide que les importations des États-Unis en provenance du reste du monde, incluant le reste du Canada. Cela témoigne de l'excellente situation concurrentielle d'un grand nombre d'industries ontariennes.

Croissance rapide des exportations de l'Ontario vers les États-Unis



Tous les chiffres sont fondés sur la valeur en dollars américains.
Sources : U.S. Bureau of Economic Analysis, Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

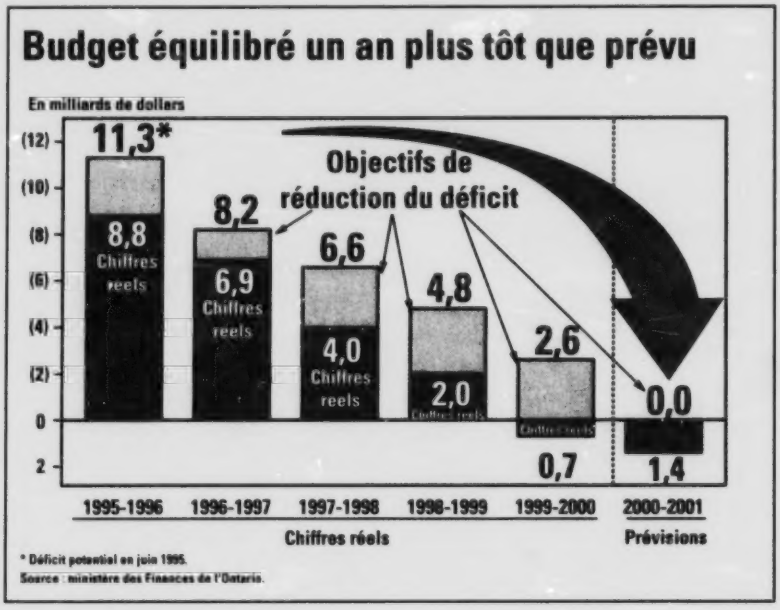
- Les exportations totales de biens de l'Ontario vers les États-Unis ont augmenté en moyenne de 8,6 % par année depuis 1995.

- Parmi les exportations de l'Ontario vers les États-Unis qui connaissent une croissance rapide, mentionnons les véhicules et les pièces connexes, le matériel de télécommunications, les produits électriques et électroniques, les plastiques, les produits chimiques spécialisés, les produits pétroliers raffinés, les aéronefs et les pièces connexes, les produits céréaliers, le mobilier et les vêtements.

- Les exportations de services de l'Ontario vers les États-Unis, notamment les services liés aux voyages, aux transports et au commerce, ont augmenté à un taux annuel de 10,2 % depuis 1995.

Résultat : Équilibre budgétaire atteint un an plus tôt que prévu

Avec un excédent de 668 millions de dollars en 1999-2000 et un excédent prévu de 1 366 millions de dollars en 2000-2001, l'Ontario s'apprête à afficher des budgets équilibrés coup sur coup, une première depuis plus de 50 ans.



- Pour les cinq derniers exercices, la province a dépassé les objectifs fixés dans son plan visant à équilibrer le budget.
  - Pour le dernier exercice touché par le plan visant à équilibrer le budget, l'Ontario demeure en bonne position pour dépasser l'objectif une sixième année consécutive, avec un excédent prévu de 1 366 millions de dollars.

- L'adoption de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables et l'équilibre budgétaire* contribuera à assurer le maintien de la responsabilité fiscale pour l'avenir.

- En 1999-2000, un montant de plus de 1 milliard de dollars a été appliqué à la réduction de la dette provinciale nette de l'Ontario.
  - Grâce à un montant supplémentaire prévu de 1,6 milliard de dollars affecté à la réduction de la dette provinciale nette en 2000-2001, l'Ontario a réalisé plus que la moitié de son engagement à l'égard de la réduction de la dette provinciale nette.

Résultat : La dépendance à l'égard de l'aide sociale continue de diminuer

L'an 2000 constitue la sixième année consécutive marquée par une diminution du nombre de personnes qui dépendent de l'aide sociale en Ontario. Depuis juin 1995, près de 566 000 personnes (incluant les enfants) ont cessé de dépendre de l'aide sociale.

- Le succès qu'a connu l'Ontario dans la réduction du nombre de personnes dépendant de l'aide sociale est attribuable aux effets réunis de la croissance de l'emploi et des réformes de l'aide sociale qui encouragent l'autonomie. Depuis le discours du Trône de septembre 1995, l'économie de l'Ontario a généré 830 000 emplois nets.

- Ontario au travail, le programme de travail obligatoire de la province pour les bénéficiaires de l'aide sociale, permet à ces derniers de parfaire leur éducation, de participer à des programmes de formation professionnelle et d'acquérir une expérience de travail précieuse grâce à des placements en milieu communautaire et dans le secteur privé.

C. Les perspectives économiques

Les perspectives économiques de l'Ontario sont excellentes. L'ensemble de la population ontarienne profite de la forte création d'emplois, de la hausse des revenus et de l'accroissement de la prospérité. Le présent document met en relief les perspectives de croissance économique de l'Ontario.

- Points saillants
- Perspectives de forte croissance
- Solides perspectives pour le marché du travail
- Les réductions d'impôt et la forte croissance de l'emploi favorisent les dépenses de consommation
- Vigueur du marché du logement
- Vigueur de l'investissement
- Croissance vigoureuse des exportations
- L'inflation est modérée
- Les taux d'intérêt demeurent bas
- Conclusion

M121

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

Points saillants

Les dépenses des ménages, l'investissement et les exportations devraient connaître une forte croissance en 2001. Cette croissance soutenue se traduira par une hausse des revenus après impôt, une forte augmentation de l'emploi et une baisse du taux de chômage.

Perspectives économiques de l'Ontario
(moyenne annuelle)

	1998	1999	2000e	2001p
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	4,1	6,1	5,5	3,7
Taux de chômage (en pourcentage)	7,2	6,3	5,7	5,6
Inflation de l'IPC (en pourcentage)	0,9	1,9	2,9	2,5

e = estimation, p = moyenne des prévisions du secteur privé.
Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions (novembre 2000) du ministère des Finances de l'Ontario.

- L'augmentation des revenus après impôt et la croissance de l'emploi favoriseront une hausse marquée des dépenses de consommation et de l'activité sur le marché du logement.

- L'augmentation des bénéfices des sociétés, la forte demande intérieure et internationale et le taux élevé d'utilisation de la capacité industrielle favorisent un solide investissement des entreprises, particulièrement dans le secteur informatique qui permet d'accroître la productivité. Dans tous les secteurs de l'économie, l'investissement augmente et de nouvelles technologies sont adoptées, ce qui favorise la croissance soutenue de la productivité.

- Aux États-Unis, principal partenaire commercial à l'échelle internationale de l'Ontario, la croissance continue d'être plus forte que prévu, favorisant une hausse des exportations de la province. Les ventes d'automobiles annuelles quasi records enregistrées aux États-Unis et au Canada combinées à l'augmentation de l'investissement dans le secteur de la haute technologie favorisent les exportations de l'Ontario.

Points saillants

Les dépenses des ménages, l'investissement et les exportations devraient connaître une forte croissance en 2001. Cette croissance soutenue se traduira par une hausse des revenus après impôt, une forte augmentation de l'emploi et une baisse du taux de chômage.

Perspectives économiques de l'Ontario
(moyenne annuelle)

	1998	1999	2000e	2001p
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	4,1	6,1	5,5	3,7
Taux de chômage (en pourcentage)	7,2	6,3	5,7	5,6
Inflation de l'IPC (en pourcentage)	0,9	1,9	2,9	2,5

e = estimation, p = moyenne des prévisions du secteur privé.
Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions (novembre 2000) du ministère des Finances de l'Ontario.

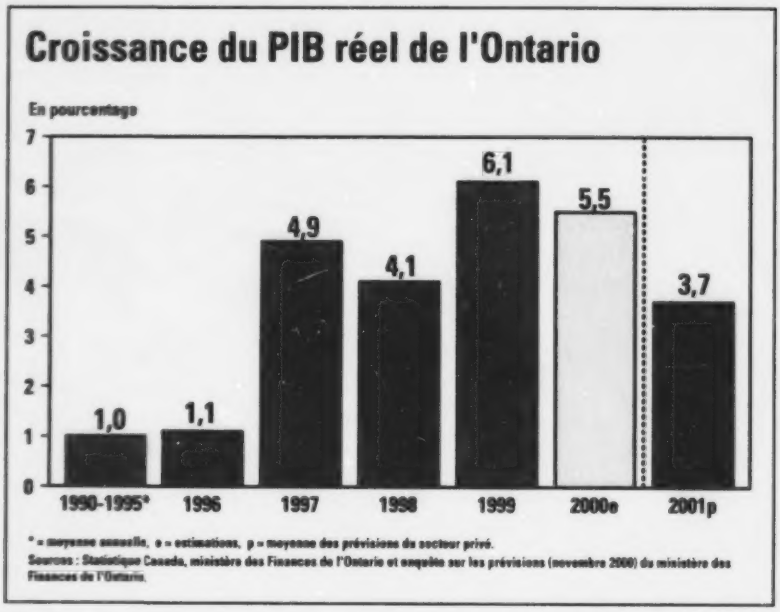
- L'augmentation des revenus après impôt et la croissance de l'emploi favoriseront une hausse marquée des dépenses de consommation et de l'activité sur le marché du logement.

- L'augmentation des bénéfices des sociétés, la forte demande intérieure et internationale et le taux élevé d'utilisation de la capacité industrielle favorisent un solide investissement des entreprises, particulièrement dans le secteur informatique qui permet d'accroître la productivité. Dans tous les secteurs de l'économie, l'investissement augmente et de nouvelles technologies sont adoptées, ce qui favorise la croissance soutenue de la productivité.

- Aux États-Unis, principal partenaire commercial à l'échelle internationale de l'Ontario, la croissance continue d'être plus forte que prévu, favorisant une hausse des exportations de la province. Les ventes d'automobiles annuelles quasi records enregistrées aux États-Unis et au Canada combinées à l'augmentation de l'investissement dans le secteur de la haute technologie favorisent les exportations de l'Ontario.

Perspectives de forte croissance

L'économie de l'Ontario continue d'être plus vigoureuse que prévu, défiant même les attentes les plus optimistes. Au dépôt du budget de l'Ontario de 2000, les économistes du secteur privé prévoyaient que le PIB réel augmenterait de 4,7 % en 2000, les plus optimistes prévoyant une croissance de 5,0 %. Or, la croissance économique a été plus forte que prévu. Les conjoncturistes s'attendent maintenant à ce que la croissance économique soit en moyenne de 5,5 % en 2000 et de 3,7 % en 2001.

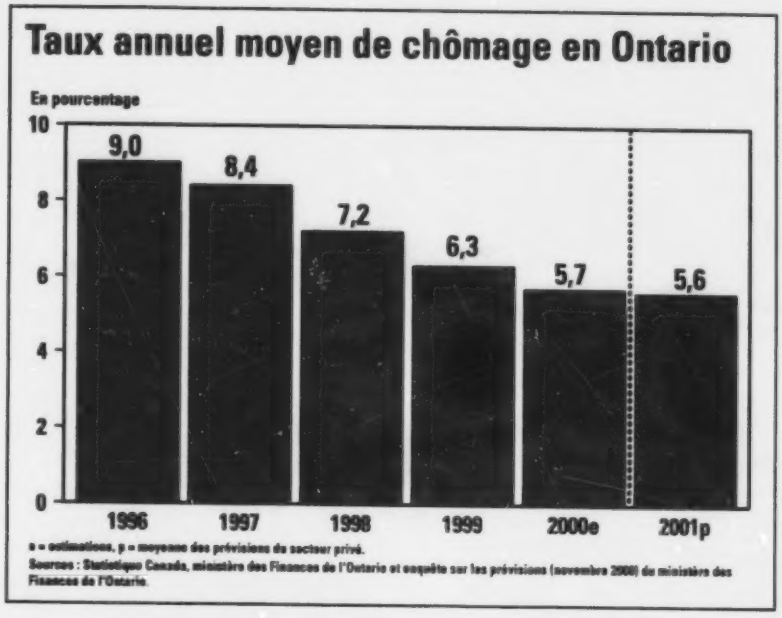


- Les réductions d'impôt, la déréglementation et une saine gestion financière ont contribué à créer les conditions nécessaires à une forte croissance économique en Ontario. Par conséquent, la création d'emplois est vigoureuse, les revenus augmentent et les dépenses de consommation sont en hausse. Les bénéfices élevés encouragent les entreprises à investir dans de nouvelles usines ainsi que dans du matériel et de l'outillage plus productifs.

- Tous les conjoncturistes du secteur privé s'attendent à ce que l'économie de l'Ontario connaisse une croissance plus rapide que l'économie canadienne en 2000 et en 2001.

Solides perspectives pour le marché du travail

Les réductions d'impôt créent des emplois. Les politiques gouvernementales de réductions fiscales, de déréglementation et de saine gestion financière stimulent la croissance vigoureuse et la création d'emplois.

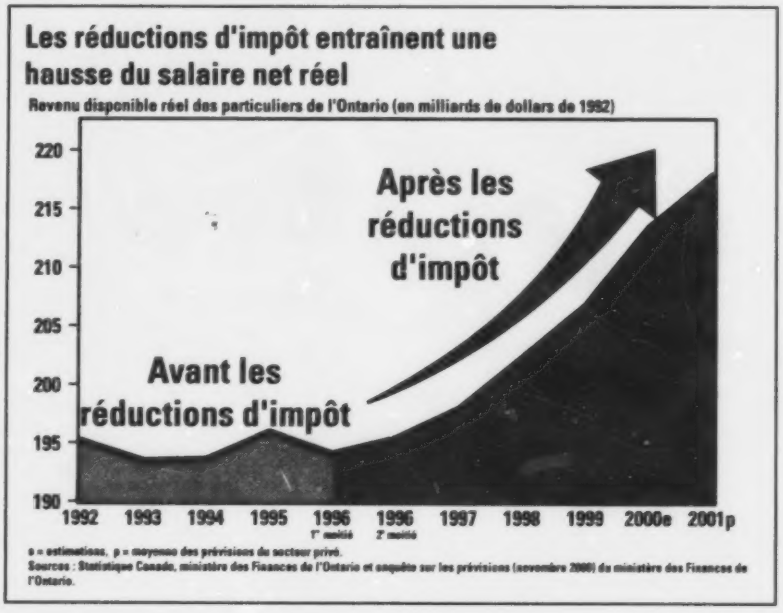


- La forte croissance économique devrait contribuer à une croissance annuelle moyenne de l'emploi d'un pourcentage de 3,3 % en 2000 et d'un pourcentage pouvant atteindre 3,0 % en 2001.

- Grâce à la forte création d'emplois, aux réductions d'impôt et à la réforme du système d'aide sociale, plus d'Ontariennes et d'Ontariens sont incités à intégrer le marché du travail et trouvent du travail. On s'attend à ce que le taux de chômage continue de diminuer et passe d'une moyenne prévue de 5,7 % en 2000 à 5,6 % en 2001, comparativement au taux très élevé de 9,1 % enregistré au milieu de 1995.

Les réductions d'impôt et la forte croissance de l'emploi favorisent les dépenses de consommation

Les dépenses de consommation continueront d'être la clef de voûte de la croissance économique en 2001, soutenues par la hausse des revenus après impôt. Les réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers et la forte création d'emplois se traduiront par une croissance vigoureuse des revenus en 2001.

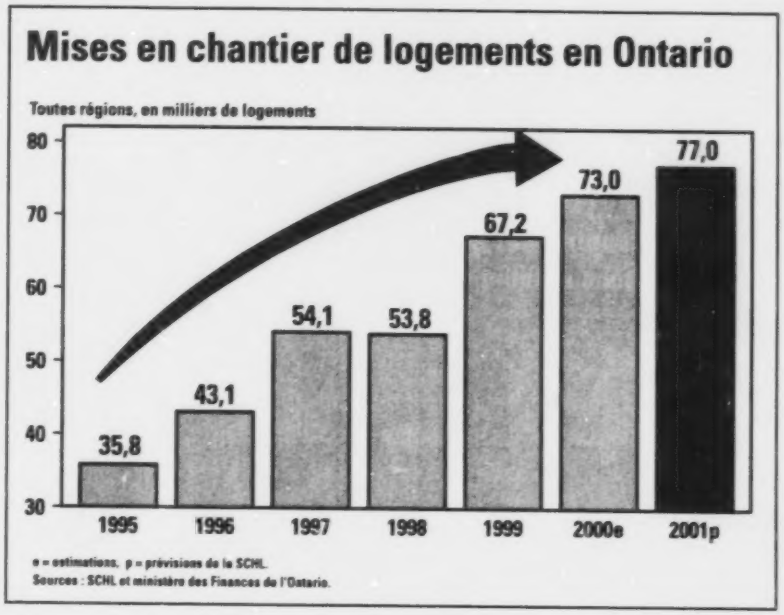


- Les conjoncturistes du secteur privé s'attendent à ce que le revenu disponible réel augmente en moyenne de 3,1 % en 2001, après une hausse prévue de 5,0 % en 2000. L'augmentation marquée des revenus est soutenue par les politiques du gouvernement de l'Ontario visant à réduire les impôts et à améliorer le climat des affaires. Ces politiques laissent plus d'argent dans les poches des contribuables, favorisent les dépenses de consommation, encouragent l'investissement des entreprises et créent des emplois.

- Les dépenses de consommation réelles devraient augmenter de 3,0 % en 2001, après une hausse prévue de 4,3 % en 2000.

Vigueur du marché du logement

Grâce à la forte croissance de l'emploi et à la hausse des revenus, le marché du logement est en plein essor. Malgré un ralentissement au chapitre de la construction attribuable aux conflits patronaux-syndicaux du deuxième trimestre, le nombre de mises en chantier devrait doubler par rapport à 1995 pour passer à 73 000 cette année. Pour 2001, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) prévoit 77 000 mises en chantier en Ontario.



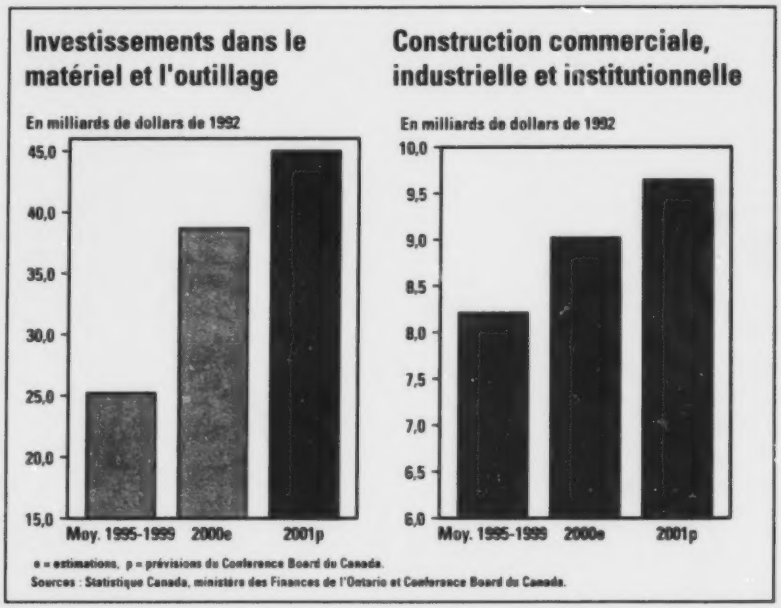
- Les taux hypothécaires ont diminué au cours des derniers mois et demeurent faibles comparativement aux taux enregistrés par le passé. Ainsi, le coût d'une hypothèque de cinq ans s'établissait à 8,25 % à la fin de novembre 2000.

- Le logement demeure très abordable. En octobre 2000, le coût mensuel de possession d'un logement de prix moyen en Ontario était de 1 092 $, par rapport au sommet de 1 489 $ enregistré en 1990. Le coût du logement exprimé en pourcentage du revenu moyen du ménage après impôt a connu une baisse marquée passant d'un sommet de 35,5 % en 1990 à 22,1 % en 2000.

- Le remboursement des droits de cession immobilière de l'Ontario a stimulé le marché des logements neufs. En effet, depuis sa mise en oeuvre en 1996, cette mesure a aidé plus de 77 000 Ontariennes et Ontariens à acheter leur premier logement.

Vigueur de l'investissement

L'investissement des entreprises continue de s'intensifier en 2000 et en 2001. Cette situation découle de la forte croissance qu'a connue le secteur de la technologie de l'information ainsi que de l'adoption de nouvelles technologies dans les secteurs traditionnels de l'économie. Les investissements réels dans le matériel et l'outillage devraient augmenter de 16,3 % et se chiffrer à 45,0 milliards de dollars en 2001. De plus, les investissements réels dans la construction d'immeubles non résidentiels devraient connaître une hausse de 6,9 % et passer à 9,6 milliards de dollars.



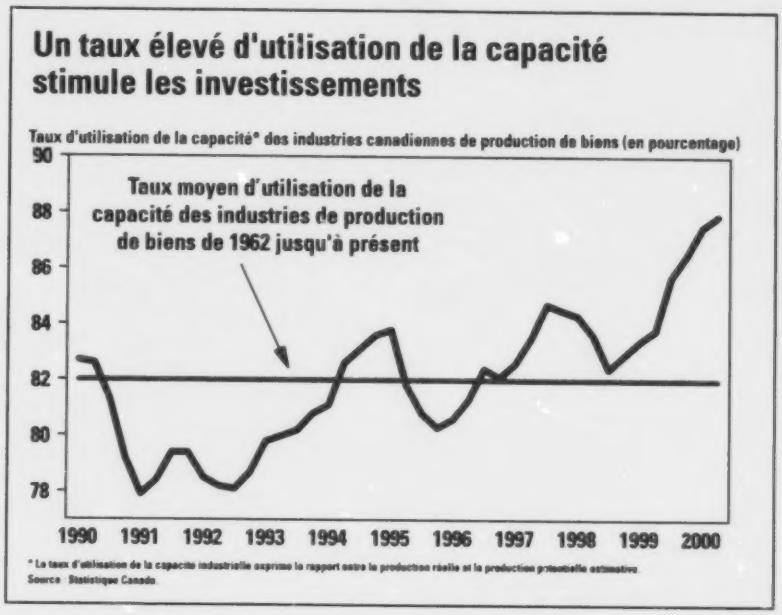
- La valeur réelle des investissements des entreprises ontariennes dans le matériel et l'outillage a augmenté de 122 % entre 1995 et 2000. Les investissements réels dans la construction d'immeubles commerciaux et industriels ont augmenté de 32 % au cours de la même période.

- Les investissements dans le matériel et l'outillage ont augmenté de 20,1 % pendant la première moitié de 2000, découlant de la croissance vigoureuse qu'ont connue les industries « traditionnelles » et de la demande en expansion dans les secteurs reliés à la technologie de l'information.

- La forte demande de bureaux entraîne une croissance vigoureuse du secteur de la construction d'immeubles commerciaux. Le taux de vacance des immeubles à bureaux de la région du grand Toronto est passé à 5,8 % au troisième trimestre de 2000 par rapport à 8,1 % il y a un an, tandis qu'à Ottawa il s'établissait à 2,3 % en septembre 2000 en regard de 7,6 % un an auparavant. Cette diminution s'explique par la croissance vigoureuse du secteur de la haute technologie dans la région d'Ottawa.

- La demande d'immeubles industriels est forte en Ontario. Les permis de bâtir des immeubles commerciaux et industriels ont connu une hausse annuelle moyenne de 23,8 % au cours des trois dernières années.

- Le taux d'utilisation de la capacité dans l'industrie canadienne est supérieur à la moyenne à long terme, ce qui encourage les entreprises à investir davantage et à accroitre leur potentiel de production. L'industrie du matériel de transport, en particulier le secteur de l'automobile de l'Ontario, produit à un taux de capacité record qui frise 93 %.

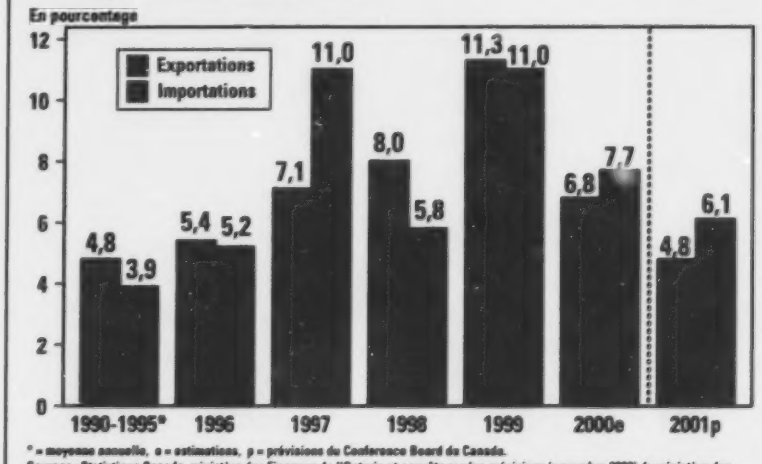


Croissance vigoureuse des exportations

Les industries ontariennes d'exportation connaissent une autre bonne année en 2000. En effet, les exportations internationales de marchandises ont augmenté de 6,4 % au cours des neuf premiers mois de 2000. Toujours au cours de cette période, les importations internationales de marchandises de l'Ontario ont augmenté de 8,0 %. On prévoit que la vigueur des échanges commerciaux se maintiendra en 2001 en raison de la croissance économique soutenue aux États-Unis, en Europe et en Asie.

- Les gains de productivité jouent un rôle clé dans le maintien de la situation concurrentielle de l'Ontario à l'échelle internationale et la croissance des exportations. Les coûts unitaires généraux de la main-d'oeuvre ont augmenté de 4,1 % seulement en Ontario depuis 1994, comparativement à une hausse de 5,2 % dans le reste du Canada et de 9,2 % aux États-Unis au cours de la même période. La faible valeur du dollar canadien a elle aussi renforcé la position des industries ontariennes sur les marchés internationaux.

Croissance réelle des exportations et des importations de l'Ontario



* = moyenne annuelle, e = estimations, p = prévisions du Conference Board du Canada.
Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions (novembre 2000) du ministère des Finances de l'Ontario.

- Au cours des années 1990, le commerce international a pris de plus en plus d'importance dans l'activité économique de l'Ontario. À la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange et de l'Accord de libre-échange nord-américain, l'économie de l'Ontario s'est nettement tournée vers les marchés internationaux. En 1989, les exportations et les importations de l'Ontario ne représentaient respectivement que 28,8 % et 31,5 % du PIB. En 1999, elles représentaient 53,7 % et 50,0 % respectivement.

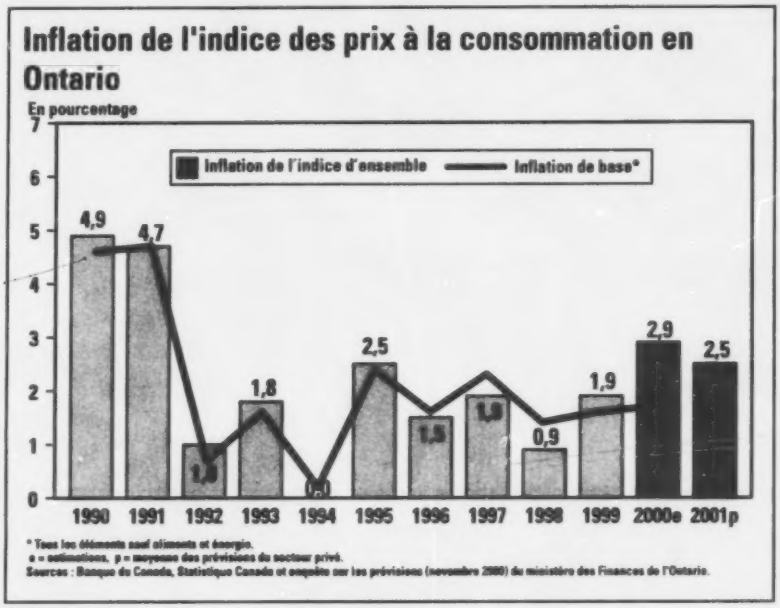
- La croissance des importations et des exportations ontariennes dans les années 1990 s'explique en partie par l'intégration croissante et la spécialisation régionale accrue de l'économie nord-américaine. En raison de cette intégration, les importations occupent une part plus importante des produits manufacturés que l'Ontario exporte. L'intégration et la spécialisation accrues de l'économie ainsi que la hausse des investissements dans les nouvelles technologies stimuleront l'efficacité et la productivité des industries de la province, ce dont bénéficieront tous les Ontariens et Ontariennes.

- Les exportations ontariennes de biens de haute technologie sont en pleine expansion en 2000. En effet, au cours des neuf premiers mois de 2000, les exportations ontariennes de matériel de télécommunications ont augmenté de 25,3 % en termes réels et les exportations de matériel informatique, de 27,3 %. Les exportations d'automobiles se sont accrues de 0,9 % par rapport à la même période l'an dernier après avoir connu une hausse annuelle de 26,1 % en 1999.

- La forte croissance des exportations et des importations s'est accompagnée d'une augmentation rapide de la demande intérieure, ce qui s'est traduit par une croissance dynamique et équilibrée de l'économie de la province. En 1999, les trois quarts de la croissance du PIB réel étaient attribuables à la vigueur de la demande intérieure. On prévoit que cette demande demeurera le facteur le plus important pour la croissance de l'économie ontarienne. Depuis 1995, les exportations nettes, c'est-à-dire la différence entre les exportations et les importations, représentent moins de 20 % de la croissance totale de l'économie de la province.

L'inflation est modérée

Selon les prévisions récentes du secteur privé, le taux d'inflation de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'Ontario devrait être de 2,9 % en moyenne en 2000 et de 2,5 % en 2001. La hausse du taux d'inflation de l'IPC est surtout attribuable à l'augmentation des prix de l'énergie. Le taux d'inflation de base, qui couvre tous les éléments sauf le prix des aliments et de l'énergie, demeure inférieur au point mitoyen de la fourchette de 1 à 3 % fixée par la Banque du Canada.



- En Ontario, le taux d'inflation de l'IPC sur douze mois a été de 2,9 % en octobre 2000. Si l'on faisait abstraction de la hausse des prix des aliments et de l'énergie, ce taux aurait été de 1,8 % pour la même période.

- Depuis le début de 1999, les prix du pétrole brut (West Texas Intermediate [WTI]) ont presque triplé, passant de 12,50 $US le baril en janvier 1999 à 34 $US récemment. En Ontario, le prix moyen de l'essence à la pompe a augmenté de près de 50 % au cours de cette période. Selon les prévisions du secteur privé, le prix du pétrole WTI devrait diminuer et s'établir à 27 $US d'ici la fin de novembre 2001.

- Malgré l'augmentation des prix de l'énergie, on ne s'attend pas à ce que le taux d'inflation de base dépasse la fourchette fixée par la Banque du Canada. Il devrait demeurer faible en raison de la hausse de la productivité et du potentiel de croissance de l'économie.

- Les règlements salariaux demeurent modestes en Ontario. Ils sont en moyenne de 2,4 % jusqu'à présent cette année. L'augmentation sur douze mois du salaire horaire moyen des employés permanents a été de 4,4 % au cours du troisième trimestre, les travailleurs tirant eux aussi parti de la forte croissance de la productivité.

Les taux d'intérêt demeurent bas

Au Canada, on prévoit que les taux d'intérêt demeureront bas par rapport à ce qu'ils étaient par le passé grâce à la faiblesse de l'inflation et aux excédents affichés par les gouvernements. Aux États-Unis, la Federal Reserve a haussé les taux d'intérêt de 100 points de base cette année, en plus de l'augmentation de 75 points de base de l'an dernier. Emboîtant le pas, la Banque du Canada a elle aussi augmenté les taux d'intérêt de 100 points de base en 2000, après une hausse de 25 points de base en novembre 1999. La plupart des conjoncturistes du secteur privé pensent que les taux d'intérêt ont atteint ou presque atteint un sommet pour le présent cycle.

- Les conjoncturistes du secteur privé s'attendent à ce que le taux d'intérêt des bons du Trésor de 3 mois s'établisse en moyenne à 5,7 % en 2001, proche du taux actuel.

Prévisions des taux d'intérêt canadiens (taux annuel en pourcentage)

	1999	2000e	2001p
Bons du Trésor de 3 mois	4,7	5,5	5,7
Obligations gouvernementales de 10 ans	5,6	6,0	6,0

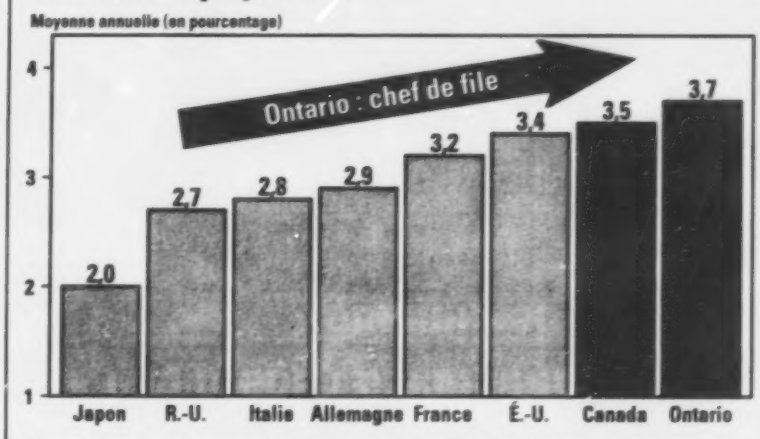
e = estimations, p = moyenne des prévisions du secteur privé.
Sources : Banque du Canada, ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les marchés financiers (novembre 2000) du ministère des Finances.

Conclusion

La performance économique de l'Ontario continue d'être vigoureuse et l'avenir est prometteur. Un grand nombre d'emplois sont créés. L'économie ontarienne continuera de croître à un bon rythme. Les revenus et les bénéfices des sociétés continuent d'augmenter, et la baisse des taux d'imposition favorisera les dépenses de consommation. Les entreprises investissent toujours beaucoup en Ontario. Les politiques de réduction d'impôt et de saine gestion financière ont jeté les bases d'un bel avenir pour les Ontariennes et Ontariens.

Les économistes du secteur privé s'attendent à ce que la croissance de la province s'établisse en moyenne à 3,7 % en 2001, une croissance plus forte que dans le reste du Canada ou dans les autres grands pays industrialisés du G-7.

Croissance moyenne du PIB réel en 2001 : Ontario et pays du G-7



Sources : Consensus des prévisions (novembre 2000) et enquête sur les prévisions (novembre 2000) du ministère des Finances de l'Ontario.

D. Le plan financier de l'Ontario

On trouvera dans la présente section une mise à jour des perspectives financières de la province pour 2000-2001 en fonction des résultats affichés au deuxième trimestre, qui s'est terminé le 30 septembre; un rapport sur les récents résultats financiers de l'Ontario; et des renseignements sur le plan de financement et de gestion de la dette de l'Ontario.

- Introduction
- Perspectives financières de 2000-2001 : Mise à jour du deuxième trimestre
- Financement et gestion de la dette
- Conclusion
- Tableaux et diagrammes financiers

Introduction

En juin 1995, lorsque le gouvernement est entré en fonction, il faisait face à un déficit potentiel de 11,3 milliards de dollars. La province dépensait au-delà de 1 million de dollars l'heure de plus qu'elle ne percevait en recettes. D'après les perspectives du deuxième trimestre, qui a pris fin le 30 septembre 2000, l'Ontario dispose maintenant d'un excédent qui devrait atteindre 1 366 millions de dollars pour l'exercice 2000-2001. Après avoir enregistré un excédent de 668 millions de dollars en 1999-2000, la province est en voie d'afficher deux excédents budgétaires consécutifs, ce qui ne s'était pas fait depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Au cours des dix années ayant précédé juin 1995, la dette de l'Ontario a plus que triplé. En 1999-2000, la dette provinciale nette a été réduite de plus de 1 milliard de dollars et, d'après l'excédent prévu, elle sera réduite de 1,6 milliard de dollars de plus en 2000-2001. Le gouvernement est en voie de respecter son engagement de réduire cette dette d'au moins 5 milliards de dollars au cours de son mandat.

L'Ontario a établi le cadre financier nécessaire pour assurer le financement durable des programmes prioritaires. Toutefois, il y a encore du pain sur la planche. Les frais d'intérêt sur la dette publique coûtent chaque année plus de 9 milliards de dollars aux contribuables. Ils constituent le poste de dépenses le plus important du gouvernement (15 % de ses dépenses totales) et dépassent les sommes affectées aux hôpitaux et aux conseils scolaires. Avec le temps, grâce à l'engagement du gouvernement de réduire la dette provinciale nette, on pourra alléger le fardeau que représentent les frais d'intérêt sur le budget de la province, ce qui permettra d'accroître le financement des programmes prioritaires et de réduire davantage les impôts.

On trouvera dans la présente section :

- une mise à jour des perspectives financières de la province pour 2000-2001 en fonction des résultats du deuxième trimestre, qui s'est terminé le 30 septembre;
- un rapport sur les récents résultats financiers de l'Ontario;
- des renseignements sur le plan de financement et de gestion de la dette de l'Ontario.

Perspectives financières de 2000-2001 : Mise à jour du deuxième trimestre

En voie d'afficher un deuxième excédent budgétaire consécutif en 2000-2001

Au 30 septembre 2000, la province était en voie d'afficher un deuxième excédent budgétaire en 2000-2001, faisant ainsi suite à celui enregistré en 1999-2000. Ce sera la première fois en plus d'un demi-siècle que la province affichera deux excédents consécutifs.

Résultats financiers de l'exercice 2000-2001
(en millions de dollars)

	Plan budgétaire	Perspectives actuelles*	Modif. en cours d'exercice
Recettes**	62 060	64 053	1 993
Dépenses			
Programmes	49 525	50 172	647
Restructuration et autres dépenses	--	--	--
Modifications comptables dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000**	--	606	606
Total des dépenses de programmes	49 525	50 778	1 253
Immobilisations**	2 075	2 209	134
Intérêt sur la dette publique			
Province	8 940	8 910	(30)
Secteur de l'électricité	520	520	--
Total des dépenses**	61 060	62 417	1 357
Réserve	1 000	--	(1 000)
Incidence nette de la restructuration du secteur de l'électricité (montant à recouvrer des consommateurs)***	--	270	270
Excédent / (Déficit)	**0**	**1 366**	**1 366**

* Résultats du deuxième trimestre au 30 septembre.

** À la suite de modifications comptables dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000, les dépenses totales de 2000-2001 ont augmenté en cours d'exercice de 746 millions de dollars, ce qui représente plus de 50 % de la modification en cours d'exercice par rapport au plan budgétaire. Ces modifications comprennent une augmentation de la provision pour le secteur de l'électricité et l'effet sur les dépenses de la consolidation de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité et du Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto en tant qu'organismes du gouvernement, conformément au traitement comptable de ces organismes dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000. Les recettes de 2000-2001 ont augmenté de 358 millions de dollars en raison de ces modifications.

*** Montant excédentaire estimatif des dépenses par rapport aux recettes de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIÉO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIÉO doit être recouvrée des consommateurs, et non des contribuables.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- Le plan budgétaire de l'Ontario de 2000 comprenait une réserve de 1 milliard de dollars visant à protéger le budget équilibré contre des changements imprévus et défavorables dans les perspectives économiques et financières. Compte tenu de l'amélioration des perspectives relatives à l'économie et aux recettes, la réserve de 1 milliard de dollars a été éliminée et affectée à la réduction de la dette provinciale nette.

Évolution des recettes en cours d'exercice

On prévoit que les recettes de 2000-2001 totaliseront 64 053 millions de dollars, soit 1 993 millions de dollars de plus que le montant prévu dans le budget et 1 990 millions de dollars de plus que le montant prévu dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre.

Évolution des recettes pour 2000-2001 depuis le budget
(en millions de dollars)

Modifications au cours du trimestre :		
Recettes fiscales		
Impôt sur le revenu des particuliers	1 200	
Taxe de vente au détail	200	
Impôt-santé des employeurs	60	
Total des recettes fiscales		1 460
Recettes des entreprises publiques		175
Autres recettes		355
Total des modifications subies par les recettes depuis le premier trimestre		**1 990**
Augmentation des autres recettes inscrites dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre		**3**
Total des modifications subies par les recettes en cours d'exercice		**1 993**

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- En raison du dynamisme de l'économie ontarienne, on prévoit que les recettes fiscales seront de 1 460 millions de dollars supérieures aux projections du budget de 2000.
  - Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers sont de 1 200 millions de dollars supérieures aux prévisions en raison de la forte croissance de l'emploi et des revenus en Ontario.
  - Les recettes issues de la taxe de vente au détail dépassent de 200 millions de dollars les prévisions en raison de la forte croissance des dépenses des consommateurs et des entreprises.
  - Les recettes tirées de l'impôt-santé des employeurs ont augmenté de 60 millions de dollars en raison de la forte création d'emplois.
- Les recettes des entreprises publiques sont de 175 millions de dollars supérieures aux prévisions du budget de l'Ontario de 2000.
  - Les recettes nettes de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario ont été révisées à la hausse de 170 millions de dollars en raison des recettes générées par les machines à sous dans les hippodromes.
  - Les autres recettes des entreprises publiques dépassent de 5 millions de dollars le montant prévu en raison du changement de statut du Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto, qui est passé d'entreprise publique à organisme du gouvernement, conformément au traitement comptable de cet organisme dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000. En raison de ce changement, une perte nette de 5 millions de dollars au titre du Palais des congrès, qui était incluse dans les perspectives budgétaires de 2000, a été déduite des recettes des entreprises publiques. Les recettes brutes du Palais des congrès font désormais partie des recettes tirées des ventes et locations.

- Les autres recettes diverses ont augmenté de 358 millions de dollars par rapport aux chiffres du budget et de 355 millions de dollars par rapport à ceux des *Finances de l'Ontario* du premier trimestre. Ces augmentations s'expliquent de la façon suivante :
  - Un montant de 308 millions de dollars au poste des recettes diverses aux fins de la consolidation de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité en tant qu'organisme du gouvernement; et un montant de 45 millions de dollars au poste des ventes et locations attribuable au changement de statut du Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto, qui est passé d'entreprise publique à organisme du gouvernement. Ces augmentations sont conformes au traitement comptable de ces organismes dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000.

  - Une augmentation de 2 millions de dollars au poste des recettes diverses pour les services policiers fournis à la ville de Tillsonburg, au comté de Brant et au canton de Red Rock. Un montant supplémentaire de 3 millions de dollars pour les services policiers fournis à Collingwood, au comté de Lambton et à Tecumseh a été indiqué dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre.

Évolution des dépenses de fonctionnement en cours d'exercice

Les dépenses de fonctionnement de 2000-2001 ont augmenté de 617 millions de dollars par rapport au plan budgétaire de 2000 en raison de décisions prises au cours de l'exercice, et de 606 millions de dollars en raison de modifications comptables dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000.

Évolution des dépenses de fonctionnement de 2000-2001 depuis le budget
(en millions de dollars)

Modifications au cours du trimestre :		
Stratégie globale d'aide aux hôpitaux - modernisation des services	398	
Régime de retraite des fonctionnaires - amélioration des prestations et suspension des cotisations	138	
Services de santé d'urgence - augmentation en cours d'exercice	100	
Intérêt sur la dette publique - économies réalisées	(30)	
Total partiel		606
Modifications comptables*		
Société indépendante de gestion du marché de l'électricité - incidence de la consolidation (contrebalancée par les recettes)	283	
Secteur de l'électricité - augmentation de la provision	275	
Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto - incidence de la consolidation (contrebalancée par les recettes)	48	
Total - modifications comptables		606
Modifications nettes indiquées dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre		11
Modifications totales des dépenses de fonctionnement en cours d'exercice		1 223

* En raison de modifications comptables dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000, les dépenses de fonctionnement ont augmenté en cours d'exercice de 606 millions de dollars.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- On a affecté 398 millions de dollars de plus en cours d'exercice à la stratégie globale d'aide aux hôpitaux pour appuyer les importantes activités de modernisation des services hospitaliers.

- Un montant supplémentaire de 138 millions de dollars a été dépensé en cours d'exercice pour apporter diverses améliorations aux prestations et pour accorder une suspension des cotisations aux participants au Régime de retraite des fonctionnaires, comme on l'a fait pour le Régime de retraite du SEFPO.

- On a accru les dépenses de 100 millions de dollars au cours de l'exercice pour améliorer l'accès aux services de santé d'urgence et pour mettre en oeuvre le programme de vaccination antigrippale dans la province.

- Les frais d'intérêt sur la dette publique ont diminué de 30 millions de dollars en raison de taux d'intérêt plus avantageux que prévu.

- Les dépenses déclarées ont augmenté de 283 millions de dollars en cours d'exercice pour tenir compte du volet de fonctionnement de la consolidation de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité en tant qu'organisme du gouvernement, conformément au traitement comptable de cette société dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000. Cette augmentation a été contrebalancée par les recettes générées.

- Dans le cadre de l'engagement du gouvernement d'affecter les recettes du secteur de l'électricité à ce secteur, un montant de 275 millions de dollars a été ajouté à la provision pour le secteur de l'électricité. Ce montant correspond aux recettes nettes de la Ontario Power Generation et de Hydro One qui sont supérieures aux frais d'intérêt de la province découlant de son investissement dans le secteur de l'électricité. Ce traitement comptable fait suite à la création de la provision pour le secteur de l'électricité dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000.

- Les dépenses déclarées ont augmenté de 48 millions de dollars au cours de l'exercice en raison de la consolidation du Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto en tant qu'organisme du gouvernement, conformément au traitement comptable de cet organisme dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000. Cette augmentation a été contrebalancée par les recettes générées.

Évolution des dépenses en immobilisations en cours d'exercice

Les perspectives situent les dépenses en immobilisations à 2 209 millions de dollars, soit 134 millions de dollars de plus que les prévisions du plan budgétaire de 2000 et 142 millions de dollars de plus que les chiffres indiqués dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre.

Évolution des dépenses en immobilisations de 2000-2001 depuis le budget (en millions de dollars)	
Modifications au cours du trimestre :	
Fonds pour les immobilisations des communautés autochtones	2
Modifications comptables	
Société indépendante de gestion du marché de l'électricité - incidence de la consolidation	140
Modifications nettes indiquées dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre	(8)
Modifications totales des dépenses en immobilisations en cours d'exercice	**134**

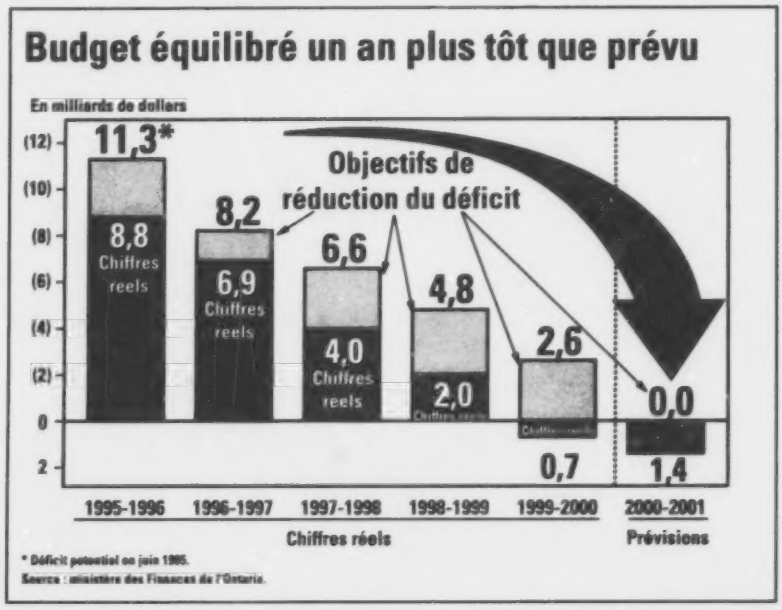
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- Une somme supplémentaire de 2 millions de dollars a été accordée au cours de l'exercice pour appuyer le développement économique des communautés autochtones dans le cadre du Fonds pour les immobilisations des communautés autochtones.

- Les dépenses déclarées en immobilisations se sont accrues de 140 millions de dollars au cours de l'exercice pour tenir compte du volet lié aux immobilisations de la consolidation de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité en tant qu'organisme du gouvernement, conformément au traitement comptable de cet organisme dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000.

Budget équilibré un an plus tôt que prévu

Dans l'exposé économique et financier de novembre 1995, le gouvernement a présenté son plan visant à équilibrer le budget. Ce plan établissait des objectifs annuels de réduction du déficit de la province en vue d'en arriver à un budget équilibré en 2000-2001. Au cours de chacun des cinq derniers exercices, le gouvernement a dépassé ces objectifs de réduction du déficit. En 1999-2000, un an plus tôt que prévu, il a équilibré le budget et affiché un excédent de 668 millions de dollars.



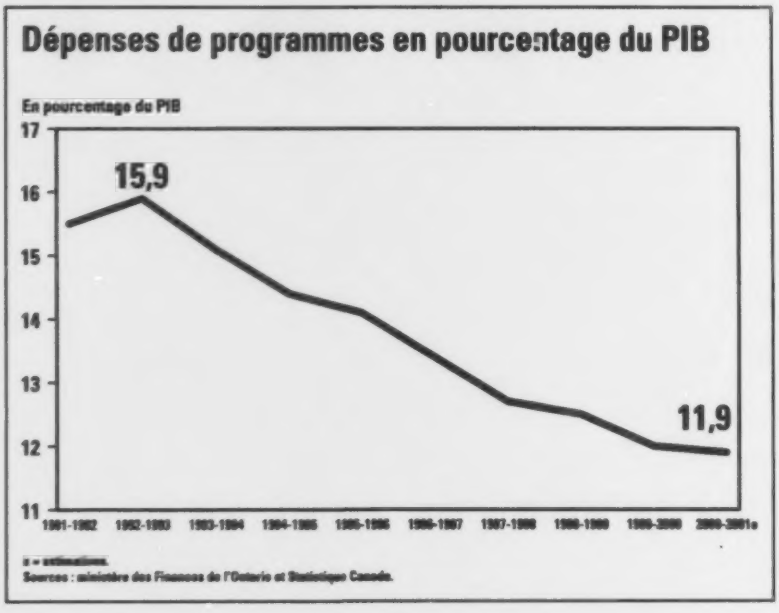
- Chaque année depuis 1995-1996, le gouvernement a dépassé les objectifs de réduction du déficit fixés dans le plan visant à équilibrer le budget.

- Au 30 septembre, les perspectives du deuxième trimestre laissaient prévoir, pour 2000-2001, un excédent de 1 366 millions de dollars. Le gouvernement est donc en voie de dépasser le dernier objectif annuel fixé dans le plan visant à équilibrer le budget. Ce sera la sixième année consécutive qu'il dépassera l'objectif fixé.

- Comme l'indiquent les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000, publiés récemment, l'excédent de 1999-2000 est de 668 millions de dollars, une amélioration de 2 744 millions de dollars par rapport au déficit de 2 076 millions de dollars prévu dans le budget de 1999 et de 3,3 milliards de dollars par rapport au déficit de 2,6 milliards de dollars prévu dans le plan visant à équilibrer le budget.

Dépenses de programmes par rapport à l'activité économique

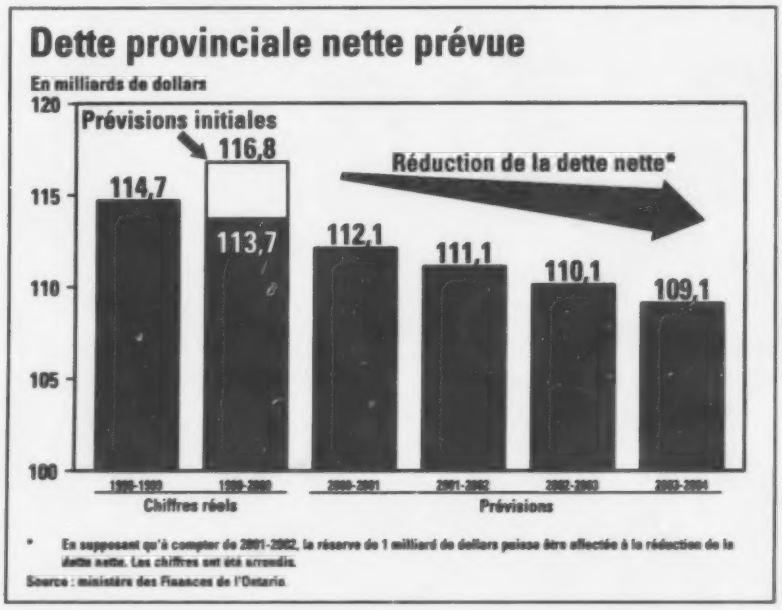
Grâce à la politique du gouvernement provincial, qui consiste à contrôler les dépenses, les dépenses de programmes exprimées en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) de l'Ontario ont diminué considérablement. Pour ce faire, on a mis l'accent sur les investissements dans les secteurs prioritaires tels que les services de santé et l'enseignement en classe tout en améliorant constamment l'efficacité des services gouvernementaux.



- On prévoit que les dépenses de programmes représenteront 11,9 % du PIB de la province en 2000-2001. Les dépenses de programmes par rapport à l'activité économique de la province ont été réduites d'environ un quart comparativement aux niveaux enregistrés en 1992-1993.

Engagement de réduire la dette

Au 31 mars 2000, la dette provinciale nette était de 113,7 milliards de dollars, soit 3,1 milliards de dollars de moins que le montant prévu dans le plan budgétaire de 1999. Le gouvernement s'est engagé à plus que doubler le montant de 2 milliards de dollars qu'il a promis d'affecter à la réduction de cette dette pour le porter à au moins 5 milliards de dollars au cours de son mandat.



- En 1999-2000, un montant de 1 022 millions de dollars a été affecté à la réduction de la dette provinciale nette. Ce montant équivaut à l'excédent de 668 millions de dollars indiqué dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000 et ne tient pas compte de l'incidence nette de la restructuration du secteur de l'électricité, évaluée à 354 millions de dollars. Ce montant sera recouvré des consommateurs d'électricité.
  - D'après l'excédent prévu pour l'exercice en cours, la dette provinciale nette sera réduite de 1 636 millions de dollars de plus en 2000-2001.
  - Grâce aux réductions de la dette provinciale nette effectuées en 1999-2000 et en 2000-2001, le gouvernement de l'Ontario a réalisé plus de la moitié de son engagement de réduire cette dette.
- Le plan budgétaire de l'Ontario pour 2000-2001 comprenait une réserve de 1 milliard de dollars visant à protéger le budget équilibré contre des changements imprévus et défavorables dans les perspectives économiques et financières. Compte tenu de l'amélioration des perspectives relatives à l'économie et aux recettes, la réserve de 1 milliard de dollars a été éliminée et affectée à la réduction de la dette provinciale nette.

Financement et gestion de la dette

Conjoncture des marchés

- La Federal Reserve des États-Unis a haussé le taux de référence des fonds fédéraux de 50 points de base depuis le début de l'exercice en raison de la croissance économique plus élevée que prévu. Le rendement des obligations du Trésor américain a légèrement diminué jusqu'à maintenant au cours de l'exercice.

- La Banque du Canada a elle aussi relevé les taux d'intérêt de 50 points de base afin de maintenir le taux d'inflation dans la fourchette de 1 à 3 %. Dans l'ensemble, le rendement des obligations du gouvernement canadien a suivi celui des obligations du gouvernement américain.

- Après avoir pris de la valeur en 1999, le dollar canadien s'est déprécié par rapport au dollar américain en 2000. Toutefois, le dollar canadien s'est apprécié par rapport à la plupart des autres grandes devises.

- En raison de la faiblesse récente du dollar canadien par rapport au dollar américain, le rendement des obligations de 10 ans du gouvernement canadien a été supérieur à celui des obligations semblables du gouvernement américain pour la première fois en plus d'un an.

Programme de financement

- Au 30 septembre, les besoins nets de trésorerie avaient diminué de 1,1 milliard de dollars, bien que les besoins totaux en financement soient passés de 9,6 milliards de dollars à 10,0 milliards de dollars. Cette hausse est surtout attribuable à une augmentation de 1,6 milliard de dollars au titre des rachats anticipés et des rachats de dette. Ces derniers comprennent des rachats anticipés d'Obligations d'épargne de l'Ontario et le rachat d'obligations de l'Ontario, qui ont été réémises à un coût inférieur.

- Le gouvernement provincial a emprunté 1,5 milliard de dollars au cours du deuxième trimestre. Environ la moitié de ce montant provient du rachat et de la réémission d'obligations ontariennes. Les autres emprunts comprennent un montant de 0,2 milliard de dollars aux fins de refinancement contracté auprès du Régime de pensions du Canada (RPC); 0,1 milliard de dollars provenant de deux effets canadiens à moyen terme; 0,1 milliard de dollars provenant d'un effet de commerce américain; et 0,4 milliard de dollars provenant de la réouverture de l'émission internationale de 1 milliard de dollars américains venant à échéance en août 2005.

- Près de 90 % des emprunts contractés au cours de la première moitié de l'exercice l'ont été sur le marché canadien. Ces emprunts comprennent la vente d'Obligations d'épargne de l'Ontario en juin, qui a rapporté 3,4 milliards de dollars.

Sommaire financier au 30 septembre 2000
(en millions de dollars)

	Plan budgétaire 2000-2001	Prévisions 2000-2001
UTILISATION DES FONDS :		
Déficit/(Excédent)	–	(1 366)
Régularisation et consolidation	5 205	5 430
Emprunts nets au nom d'organismes	–	83
Augmentation/(Diminution) des réserves de liquidité	(4 500)	(4 500)
Besoins nets de trésorerie	705	(353)
Dette venant à échéance	8 425	8 239
Rachats anticipés et rachats de créances	500	2 148
Total des besoins de financement	**9 630**	**10 034**
SOURCES DE FINANCEMENT :		
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	1 038	805
Autres sources/(Utilisations)	–	(330)
Emprunts à long terme contractés (marchés publics)		7 798*
Emprunts à long terme prévus (marchés publics)	8 592	1 761
Financement total	**9 630**	**10 034**

* Emprunts contractés en date du 30 novembre 2000.
Aux fins de ce tableau, les excédents budgétaires sont exprimés par des chiffres négatifs.

- La dette venant à échéance est inférieure au montant indiqué dans le plan budgétaire, car la province s'est prévalue des options qui lui étaient offertes concernant les obligations reconductibles. Les « Autres sources » de fonds ont diminué de 0,3 milliard de dollars. Cette baisse s'explique en bonne partie par le fait que la Société des loteries et des jeux de l'Ontario a retiré 0,4 milliard de dollars de la Caisse d'épargne de l'Ontario. Ce montant a été contrebalancé en partie par une augmentation des dépôts à la Caisse.

- Au 30 novembre, l'Office ontarien de financement avait mobilisé 7,8 milliards de dollars de l'emprunt à long terme sur les marchés publics que le gouvernement provincial avait prévu pour 2000-2001 et qui s'élevait à 9,6 milliards de dollars. Le gouvernement provincial prévoit contracter des emprunts à long terme supplémentaires de 1,8 milliard de dollars sur les marchés publics pour combler ses besoins au cours de l'exercice.

Programme de gestion de la dette

- Le gouvernement provincial suit des principes de gestion prudente du risque, en ayant recours à des instruments financiers comme les options et les échanges pour couvrir les risques de change et d'intérêt pour la province.

- La dette gérée au nom de la province comprend : les emprunts contractés aux fins de la province; les emprunts contractés aux fins d'investissement dans le secteur de l'électricité; les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario; et les autres éléments de passif.

- Le risque de change de la province ne doit pas dépasser 5 % de la dette. Au 30 septembre, ce risque n'était que de 1,7 %.

- L'Ontario prend également des mesures pour limiter les risques attribuables à la fluctuation des taux d'intérêt. Au 30 septembre, le risque de taux d'intérêt de la province, déduction faite des réserves de liquidité, était de 13,6 % de la dette. Ce risque, déduction faite des réserves de liquidité, ne doit pas dépasser 25 % de la dette.

Perspectives concernant la dette provinciale nette

- D'après l'excédent prévu pour l'exercice 2000-2001, la dette provinciale nette devrait être de 112,1 milliards de dollars le 31 mars 2001, soit 2,0 milliards de dollars de moins que la dette prévue dans le plan budgétaire. Cela s'explique par le fait que la dette provinciale nette en 1999-2000 indiquée dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000 a été inférieure aux prévisions et que l'excédent de 2000-2001 devrait être plus élevé que prévu. De plus, la réserve a été affectée à la réduction de la dette provinciale nette.

Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

- Au 30 septembre, les besoins d'emprunts de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIÉO) étaient évalués à 1,9 milliard de dollars pour 2000-2001 comparativement au montant de 2,5 milliards de dollars prévu dans le plan budgétaire.

- Au 30 novembre, la SFIÉO avait contracté 1,2 milliard de dollars des emprunts prévus.

Conclusion

Grâce à une saine gestion financière, l'Ontario est en voie d'afficher deux excédents budgétaires consécutifs. De plus, le gouvernement provincial a défini le cadre et mis en oeuvre les politiques nécessaires, et adopté la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables et l'équilibre budgétaire*, pour s'assurer que les budgets continueront d'être équilibrés à l'avenir.

En réduisant les impôts pour stimuler la croissance économique et en ciblant ses dépenses, le gouvernement a réduit la part qu'occupent les dépenses de programmes dans l'économie de la province tout en haussant le financement des secteurs prioritaires tels que les services de santé et l'enseignement en classe.

Les Ontariennes et Ontariens peuvent être fiers des progrès accomplis sur le plan financier. Compte tenu de la vigueur de l'économie provinciale, de la baisse des impôts et de la réduction soutenue de la dette provinciale nette, il ne fait aucun doute que l'Ontario est sur la bonne voie.

LISTE DES TABLEAUX ET DIAGRAMMES FINANCIERS

Tableaux financiers

	Numéro
État des opérations financières	D1
Recettes	D2
Dépenses de fonctionnement	D3
Dépenses en immobilisations	D4
Principales statistiques financières et économiques établies sur dix exercices	D5

Diagrammes financiers

Provenance du dollar budgétaire : 2000-2001

Le dollar budgétaire : dépenses totales 2000-2001

Sources de recettes par catégorie : pourcentage du total de 1996-1997 à 2000-2001

Dépenses de fonctionnement par catégorie : pourcentage du total de 1996-1997 à 2000-2001

Dépenses en immobilisations par catégorie : pourcentage du total de 1996-1997 à 2000-2001

Dépenses de fonctionnement par catégorie en 2000-2001

Dépenses en immobilisations par catégorie en 2000-2001

État des opérations financières

Tableau D1

(en millions de dollars)

	Chiffres réels 1996-1997	Chiffres réels 1997-1998	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres réels 1999-2000	Perspectives* 2000-2001
Recettes	49 450	52 518	55 786	62 931	64 053
Dépenses					
Programmes**	42 956	43 709	46 509	47 369	50 778
Restructuration et autres dépenses	2 180	1 595	76	211	-
Total des dépenses de programmes	45 136	45 304	46 585	47 580	50 778
Immobilisations**	2 612	2 451	2 187	4 832	2 209
Intérêt sur la dette publique					
Province	8 607	8 729	9 016	8 977	8 910
Secteur de l'électricité	-	-	-	520	520
Total des dépenses	56 355	56 484	57 788	61 909	62 417
Réserve	-	-	-	-	-
Incidence nette de la restructuration du secteur de l'électricité (montant à recouvrer des consommateurs)***	-	-	-	354	270
Excédent / (Déficit)	**(6 905)**	**(3 966)**	**(2 002)**	**668**	**1 366**
Dette provinciale nette†	**108 769**	**112 735**	**114 737**	**113 715**	**112 079**

* Résultats du deuxième trimestre au 30 septembre.

** Les résultats des exercices 1996-1997 à 1998-1999 ont été modifiés en raison de la reclassification de baux du poste des dépenses en immobilisations à celui des dépenses de fonctionnement. Le total des dépenses de programmes des exercices 1999-2000 et 2000-2001 tient compte de l'incidence des modifications comptables dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000.

*** Montant excédentaire estimatif des dépenses par rapport aux recettes de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIÉO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIÉO doit être recouvrée des consommateurs, et non des contribuables.

† La dette provinciale nette équivaut à la différence entre le passif total et les actifs financiers.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Recettes
(en millions de dollars)

Tableau D2

	Chiffres réels 1996-1997	Chiffres réels 1997-1998	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres réels 1999-2000	Perspectives 2000-2001
Recettes fiscales					
Impôt sur le revenu des particuliers	16 357	16 293	17 190	17 617	18 730
Taxe de vente au détail	9 964	10 843	11 651	12 879	13 600
Impôt sur les sociétés	5 852	7 456	7 447	8 095	8 765
Impôt-santé des employeurs	2 772	2 851	2 882	3 118	3 380
Taxe sur l'essence	1 951	2 028	2 068	2 154	2 260
Taxe sur les carburants	540	563	592	665	665
Taxe sur le tabac	356	425	447	481	510
Droits de cession immobilière	452	565	470	565	580
Impôt sur les bénéfices miniers	54	40	23	50	55
Taxe sur le pari mutuel	46	4	6	6	5
Impôt sur les dividendes privilégiés	73	60	50	33	40
Autres recettes fiscales	113	141	251	218	193
	38 530	**41 269**	**43 077**	**45 881**	**48 783**
Gouvernement du Canada					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS)	4 814	3 970	3 553	3 777	3 548
Augmentation des paiements - TCSPS	-	-	-	190	552
Suppléments - TCSPS	-	-	-	755	757
Logement social	341	387	358	466	533
Aide aux étudiantes et étudiants	9	18	64	170	171
Services de bien-être aux Autochtones	128	87	155	85	114
Expansion du bilinguisme	44	49	55	65	64
Aide à l'emploi pour les personnes handicapées	65	53	71	65	66
Travaux d'infrastructure Canada/Ontario	142	116	71	19	-
Autres	235	418	188	293	227
	5 778	**5 098**	**4 515**	**5 885**	**6 032**
Recettes des entreprises publiques					
Société des loteries et des jeux de l'Ontario*	1 248	1 485	1 764	1 924	1 865
Régie des alcools de l'Ontario	701	745	809	845	915
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	-	-	-	903	795
Autres	10	61	(26)	36	23
	1 959	**2 291**	**2 547**	**3 708**	**3 598**
Autres recettes					
Droits de permis et d'immatriculation des véhicules	816	820	890	911	920
Autres droits et permis	560	548	661	667	670
Recettes tirées des permis d'alcool	520	506	519	539	530
Redevances	264	286	289	345	240
Ventes et locations	543	582	640	2 133	835
Amendes et pénalités	157	174	50	41	35
Remaniement des services locaux - remboursement des dépenses	-	519	2 109	1 678	1 572
Divers	323	425	489	1 143	838
	3 183	**3 860**	**5 647**	**7 457**	**5 640**
Total des recettes	**49 450**	**52 518**	**55 786**	**62 931**	**64 053**

* Depuis le 1er avril 2000, la Société des loteries de l'Ontario et la Société des casinos de l'Ontario sont fusionnées et forment la Société des loteries et des jeux de l'Ontario.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Dépenses de fonctionnement

Tableau D3

(en millions de dollars)

Ministère	Chiffres réels 1996-1997	Chiffres réels 1997-1998	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres réels 1999-2000	Perspectives 2000-2001
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	324	306	309	347	446
Remise fiscale aux exploitations agricoles	150	158	-	-	-
Procureur général	638	681	751	844	883
Commission de régie interne	124	113	117	154	121
Affaires civiques, Culture et Loisirs	316	300	365	337	398
Services sociaux et communautaires*	8 053	8 067	7 659	7 512	7 504
Consommation et Commerce	123	92	136	134	146
Services correctionnels	537	531	540	563	591
Développement économique et Commerce	192	140	89	94	99
Éducation	4 257	4 713	7 717	7 702	8 124
Transition et financement graduel - conseils scolaires	-	224	-	268	-
Régime de retraite des enseignantes et enseignants	933	1 443	67	(363)	(735)
Énergie, Sciences et Technologie	11	69	83	126	241
Environnement	146	142	162	174	184
Bureaux du corps exécutif	13	14	17	19	22
Finances - à ses propres fins*	452	691	998	548	787
Intérêt sur la dette publique					
Province	8 607	8 729	9 016	8 977	8 910
Secteur de l'électricité	-	-	-	520	520
Fonds de réinvestissement communautaire	-	169	678	521	537
Santé et Soins de longue durée	17 760	18 284	18 868	20 378	22 504
Restructuration des services de santé	970	532	50	-	-
Principaux coûts uniques de fonct. pour la santé	-	113	639	286	-
Affaires intergouvernementales	4	5	4	4	5
Travail	103	117	108	101	100
Secrétariat du Conseil de gestion	712	352	358	170	310
Régime de retraite des fonctionnaires/du SEFPO	94	(86)	(219)	(165)	(110)
Fonds de prévoyance	-	-	-	-	1 000
Indemn. de cessation d'emploi - empl. de la FPO (net)	438	(159)	-	88	-
Fonds pour circonstances particulières	-	-	180	-	-
Affaires municipales et Logement	2 456	2 395	1 611	1 665	1 645
Fonds de restr. - dép. en immob. et fonct. des mun.	150	23	-	-	-
Fonds de restructuration des municipalités	-	71	-	-	-
Secrétariat des affaires autochtones	17	10	10	13	15
Richesses naturelles*	417	463	531	460	414
Développement du Nord et Mines	52	62	82	122	274
Office des affaires francophones	2	2	3	3	4
Solliciteur général*	622	644	754	814	863
Tourisme	53	54	69	70	76
Formation, Collèges et Universités	3 568	2 988	3 215	3 284	3 387
Transports*	899	702	607	587	537
Restructuration	550	50	(17)	-	-
Subv. pour immob. Comm. transp. Toronto (5 ans) et ent. subv. - autobus urb. Comm. transp. rég. Ottawa.-Carleton	-	829	44	-	-
Économies à la fin de l'exercice	-	-	-	-	(200)
Modifications comptables**					
Énergie, Sciences et Technologie - SIGMÉ	-	-	-	303	283
Finances - provision pour le secteur de l'électricité	-	-	-	383	275
Tourisme - Palais des congrès comm. urbaine Toronto	-	-	-	34	48
Total des dépenses de fonctionnement	**53 743**	**54 033**	**55 601**	**57 077**	**60 208**

* Les résultats des exercices 1996-1997 à 1998-1999 ont été modifiés en raison de la reclassification de baux du poste des dépenses en immobilisations à celui des dépenses de fonctionnement.

** En raison de modifications comptables dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 606 millions de dollars au cours de l'exercice.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Dépenses en immobilisations
(en millions de dollars)

Tableau D4

Ministère	Chiffres réels 1996-1997	Chiffres réels 1997-1998	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres réels 1999-2000	Perspectives 2000-2001
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	1	1	1	80
Procureur général	20	47	73	62	64
Affaires civiques, Culture et Loisirs	9	7	6	75	71
Services sociaux et communautaires*	28	31	27	20	20
Services correctionnels	-	5	30	124	156
Développement économique et Commerce	9	-	-	-	-
Éducation	146	267	229	52	5
Énergie, Sciences et Technologie	-	-	273	500	-
Environnement	225	98	19	1	14
Fonds de protection des eaux	-	-	15	160	51
Finances*	1	6	4	7	3
Initiative SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire	-	-	-	-	200
Santé et Soins de longue durée	175	106	187	338	291
Principaux coûts uniques pour la santé (immob.)	-	-	-	1 004	-
Secrétariat du Conseil de gestion	152	80	39	13	12
Affaires municipales et Logement	313	152	62	(10)	2
Secrétariat des affaires autochtones	13	11	10	5	10
Richesses naturelles*	33	151	73	96	75
Développement du Nord et Mines	168	173	177	212	273
Solliciteur général*	6	7	-	-	8
Tourisme	2	3	1	2	11
Formation, Collèges et Universités	53	113	69	1 028	44
Transports*	1 259	1 193	892	830	799
Économies à la fin de l'exercice	-	-	-	-	(120)
Modifications comptables**					
Énergie, Sciences et Technologie - Société indépendante de gestion du marché de l'électricité	-	-	-	156	140
Tourisme - Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	-	-	-	156	-
Total des dépenses en immobilisations	**2 612**	**2 451**	**2 187**	**4 832**	**2 209**

* Les résultats des exercices 1996-1997 à 1998-1999 ont été modifiés en raison de la reclassification de baux du poste des dépenses en immobilisations à celui des dépenses de fonctionnement.

** En raison de modifications comptables dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000, les dépenses en immobilisations ont augmenté de 140 millions de dollars au cours de l'exercice.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Principales statistiques financières et économiques établies sur dix exercices
(en millions de dollars)

	Comptabilité de caisse modifiée		CCSP
	1991-1992	1992-1993	1993-1994
Opérations financières			
Recettes	40 753	41 807	43 674
Dépenses			
Programmes**	43 613	45 350	44 195
Restructuration et autres dépenses	-	-	-
Total des dépenses de programmes	43 613	45 350	44 195
Immobilisations**	3 874	3 592	3 552
Intérêt sur la dette publique			
Province	4 196	5 293	7 129
Secteur de l'électricité	-	-	-
Total des dépenses	51 683	54 235	54 876
Réserve	-	-	-
Incidence nette de la restructuration du secteur de l'électricité (montant à recouvrer des consommateurs)***	-	-	-
Excédent / (Déficit)	**(10 930)**	**(12 428)**	**(11 202)**
Dette provinciale nette†	**49 368**	**61 796**	**80 599**
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché	281 570	285 101	291 733
Revenu des particuliers	247 677	253 773	256 082
Population en juillet (en milliers)	10 428	10 570	10 690
Dette provinciale nette par habitant (en dollars)	4 734	5 846	7 540
Revenu des particuliers par habitant (en dollars)	23 751	24 009	23 955
Dépenses totales en pourcentage du PIB	18,4	19,0	18,8
Intérêt sur la dette publique en pourcentage des recettes††	10,3	12,7	16,3
Dette provinciale nette en pourcentage du PIB	17,5	21,7	27,6

* Résultats du deuxième trimestre au 30 septembre.

** Les résultats de 1996-1997 à 1998-1999 ont été modifiés en raison de la reclassification de baux du poste des dépenses en immobilisations à celui des dépenses de fonctionnement. Le total des dépenses de programmes des exercices 1999-2000 et 2000-2001 tient compte de l'incidence des modifications comptables dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000.

*** Montant excédentaire estimatif des dépenses par rapport aux recettes de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIÉO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIÉO doit être recouvrée des consommateurs, et non des contribuables.

† La dette provinciale nette équivaut à la différence entre le passif total et les actifs financiers.

†† À compter de 1999-2000, l'intérêt sur la dette publique comprend 520 millions de dollars se rapportant à l'investissement de la province dans le secteur de l'électricité.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

Tableau D5

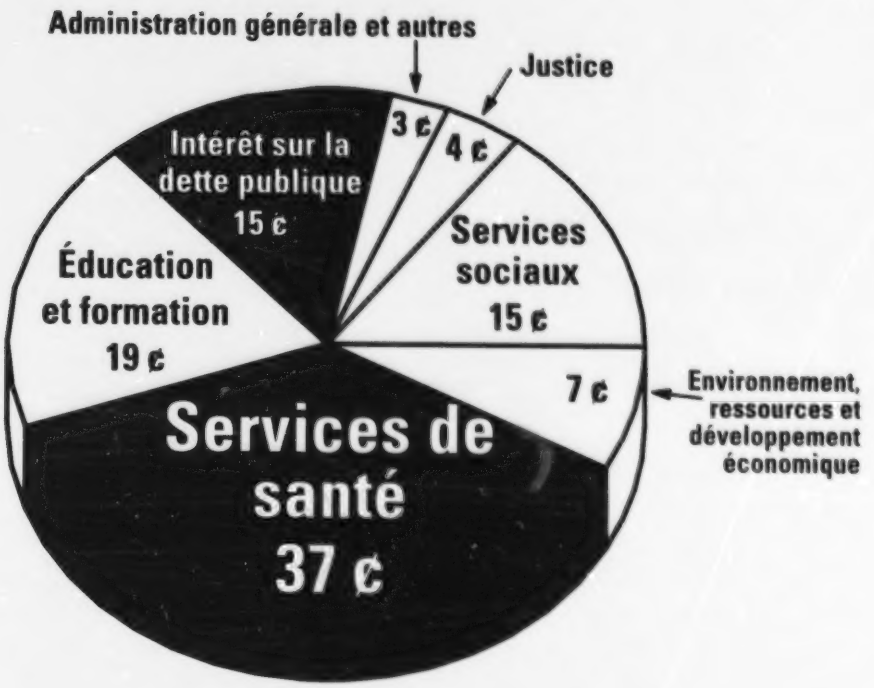
CCSP						
1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	Chiffres réels 1999-2000	Perspectives* 2000-2001
46 039	49 473	49 450	52 518	55 786	62 931	64 053
44 505	45 309	42 956	43 709	46 509	47 369	50 778
-	854	2 180	1 595	76	211	-
44 505	46 163	45 136	45 304	46 585	47 580	50 778
3 831	3 635	2 612	2 451	2 187	4 832	2 209
7 832	8 475	8 607	8 729	9 016	8 977	8 910
-	-	-	-	-	520	520
56 168	58 273	56 355	56 484	57 788	61 909	62 417
-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	354	270
(10 129)	**(8 800)**	**(6 905)**	**(3 966)**	**(2 002)**	**668**	**1 366**
90 728	**101 864**	**108 769**	**112 735**	**114 737**	**113 715**	**112 079**
309 031	327 246	335 843	357 300	372 630	396 775	426 755
260 617	271 361	276 290	289 312	303 737	317 766	336 954
10 828	10 965	11 101	11 249	11 386	11 517	11 669
8 379	9 290	9 798	10 022	10 077	9 874	9 605
24 069	24 748	24 889	25 719	26 676	27 591	28 876
18,2	17,8	16,8	15,8	15,5	15,6	14,6
17,0	17,1	17,4	16,6	16,2	15,1	14,7
29,4	31,1	32,4	31,6	30,8	28,7	26,3

Provenance du dollar budgétaire : 2000-2001*

*Au 30 septembre.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

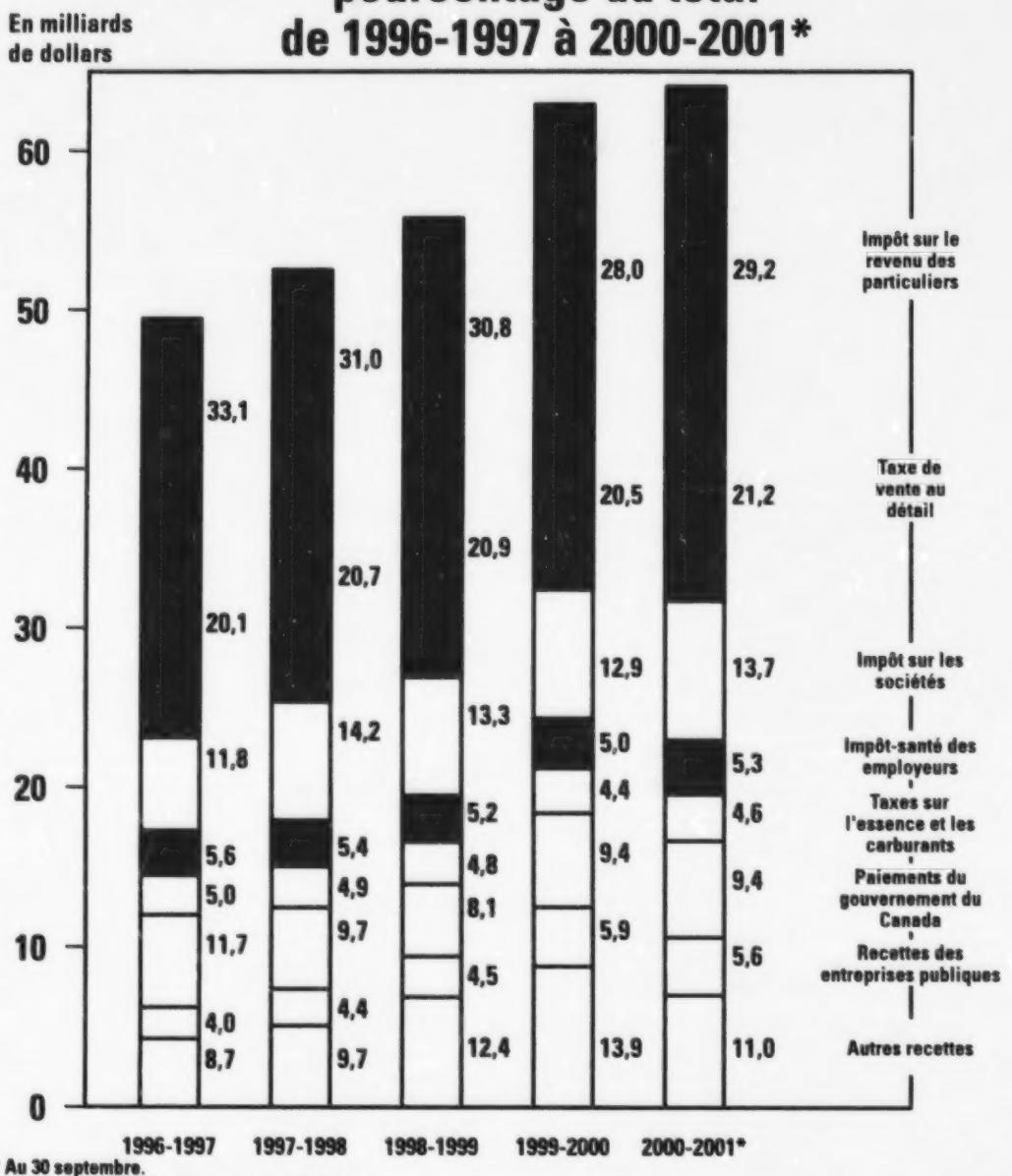
Le dollar budgétaire : dépenses totales 2000-2001*



* Au 30 septembre.

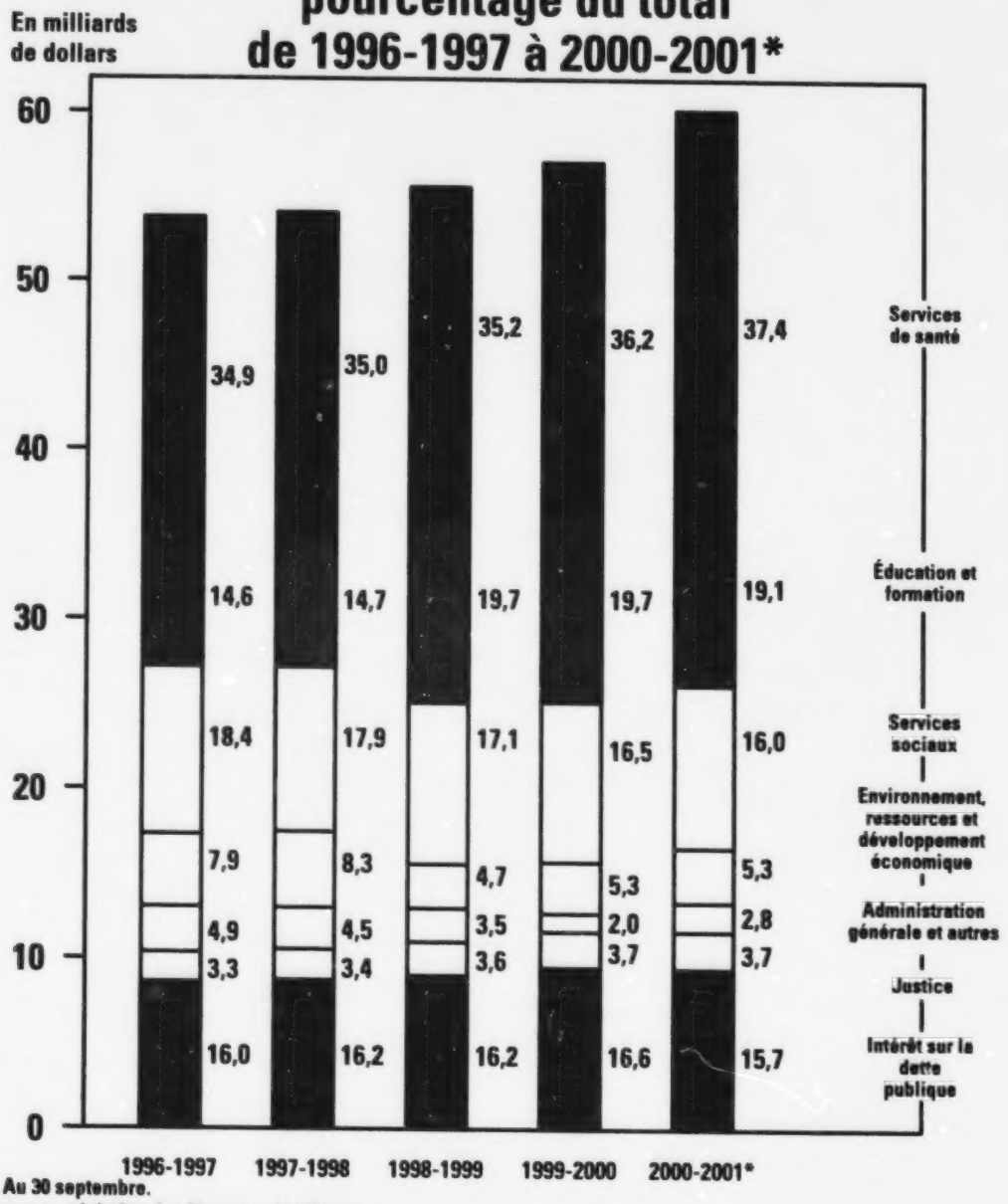
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Sources de recettes par catégorie : pourcentage du total de 1996-1997 à 2000-2001*



* Au 30 septembre.
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

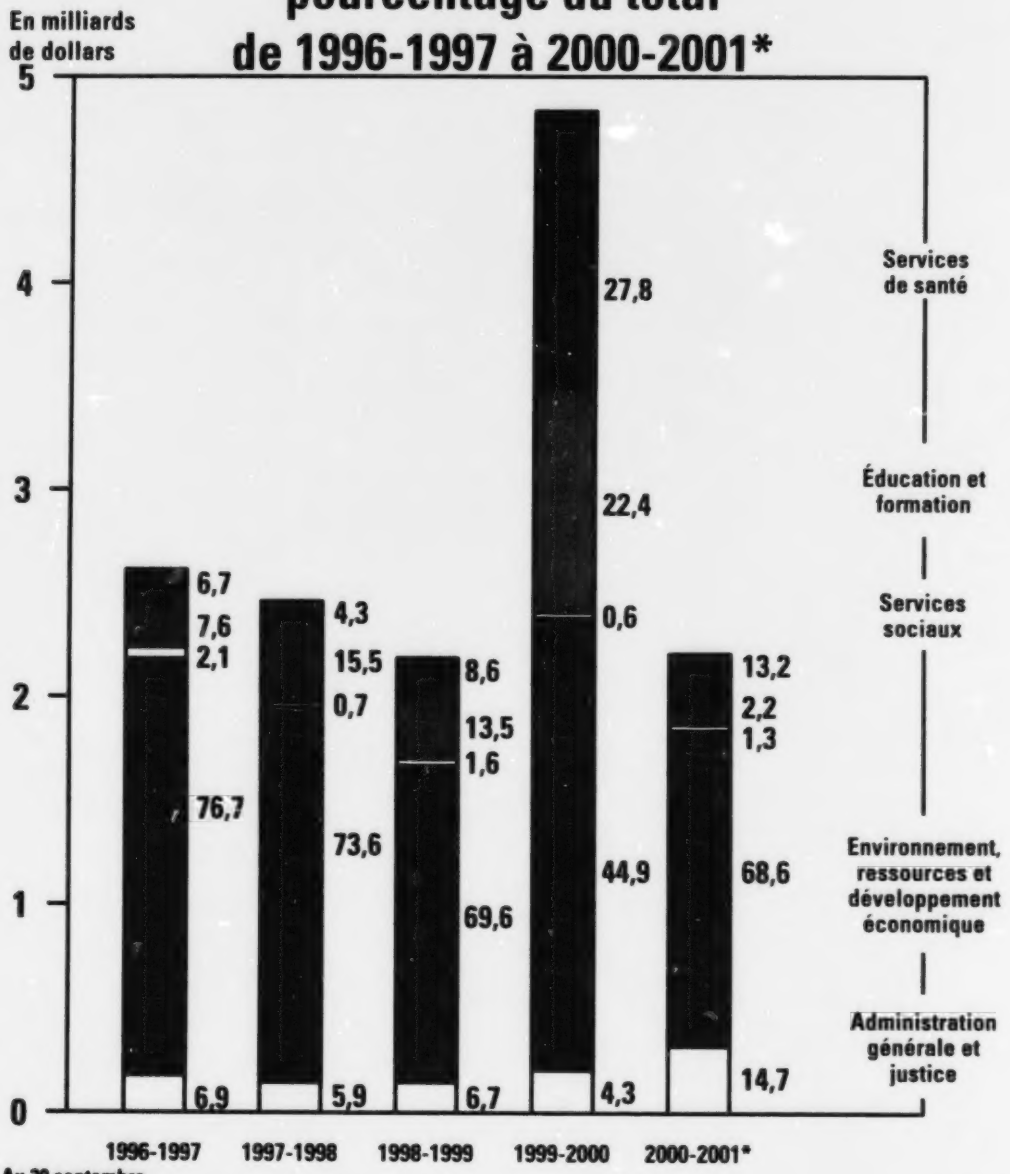
Dépenses de fonctionnement par catégorie : pourcentage du total de 1996-1997 à 2000-2001*



* Au 30 septembre.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Dépenses en immobilisations par catégorie : pourcentage du total de 1996-1997 à 2000-2001*

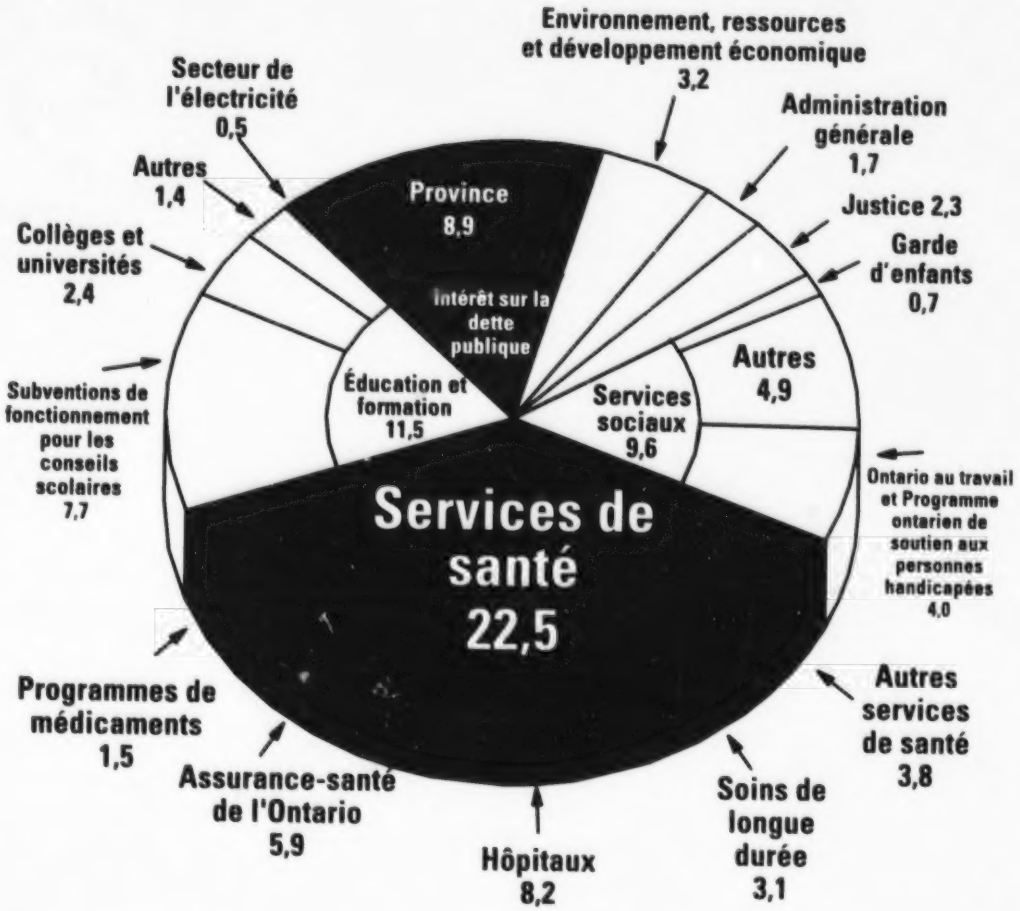


* Au 30 septembre.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Dépenses de fonctionnement par catégorie en 2000-2001*

(En milliards de dollars)

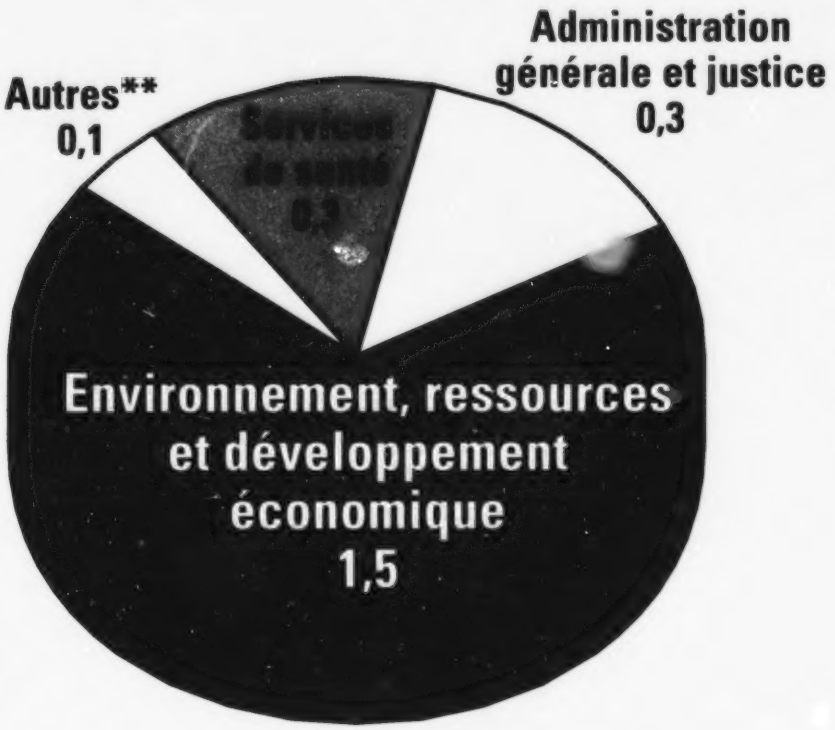


* Au 30 septembre.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Dépenses en immobilisations par catégorie en 2000-2001*

(En milliards de dollars)



* Au 30 septembre.

** Comprend les écoles et l'enseignement postsecondaire ainsi que les services sociaux.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Tableaux des données économiques

LISTE DES TABLEAUX

L'économie de l'Ontario — Numéro des tableaux

Perspectives économiques de l'Ontario 1
Produit intérieur brut de l'Ontario de 1986 à 1999 2
Croissance du produit intérieur brut de l'Ontario de 1986 à 1999 3
Indicateurs économiques choisis pour l'Ontario de 1986 à 1999 4
Variation annuelle d'indicateurs économiques choisis de l'Ontario de 1986 à 1999 5
Produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie de 1993 à 1999 6
Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie de 1993 à 1999 7
Produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication de 1993 à 1999 8
Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication de 1993 à 1999 9
Indicateurs du marché du logement de l'Ontario de 1993 à 1999 10
Indicateurs financiers choisis de 1986 à 1999 11

Comparaison avec les pays du G-7

Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario et des pays du G-7 de 1986 à 1999 12
Croissance de l'emploi en Ontario et dans les pays du G-7 de 1986 à 1999 13
Taux de chômage en Ontario et dans les pays du G-7 de 1986 à 1999 14
Taux d'inflation de l'IPC en Ontario et dans les pays du G-7 de 1986 à 1999 15
Taux de change, G-7, de 1986 à 1999 16

Le commerce international de l'Ontario

Principales marchandises exportées à l'échelle internationale par l'Ontario en 1999 17
Principales marchandises importées à l'échelle internationale par l'Ontario en 1999 18
Commerce international de l'Ontario avec les principales régions en 1999 19

Le commerce international du Canada

Commerce international du Canada avec les principales régions en 1999 20

Les caractéristiques démographiques

Caractéristiques démographiques choisies pour l'Ontario de 1976 à 2016 21
Composantes de la croissance de la population de l'Ontario de 1990-1991 à 1999-2000 22

LISTE DES TABLEAUX (suite)

Le marché du travail ontarien

Numéro des tableaux

Population active en Ontario de 1986 à 1999 23
Emplois en Ontario de 1986 à 1999 24
Chômage en Ontario de 1986 à 1999 25
Assurance-emploi et aide sociale en Ontario de 1986 à 1999 26
Rémunération du travail en Ontario de 1986 à 1999 27
Emplois par profession en Ontario de 1988 à 1999 28
Répartition des emplois par profession en Ontario de 1988 à 1999 29
Situation de l'emploi en Ontario par industrie de 1990 à 1999 30
Croissance de l'emploi en Ontario par industrie de 1990 à 1999 31
Situation de l'emploi en Ontario par région économique de 1989 à 2000 32
Situation de l'emploi en Ontario, par industrie, par région économique en 1999 33

Régions économiques de l'Ontario

(Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.)

Tableau 1 **Perspectives économiques de l'Ontario**

(variation annuelle moyenne en pourcentage)

	Chiffres réels			Fourchette du secteur privé
	1998	1999	2000e	2001p
Produit intérieur brut				
Réel	4,1	6,1	5,5	3,3 - 3,8
Nominal	4,3	6,5	7,6	4,7 - 5,2
Autres indicateurs économiques				
Ventes au détail	6,9	7,3	7,4	4,1 - 6,0
Mises en chantier de logements (en milliers)	53,8	67,2	73,0	68,0 - 77,0
Revenu des particuliers	5,0	4,6	6,0	3,9*
Bénéfices des entreprises avant impôt	1,4	20,3	17,5	7,8*
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	0,9	1,9	2,9	1,9 - 2,9
Marché du travail				
Emplois	3,3	3,6	3,3	1,1 - 2,5
Taux de chômage (en pourcentage)	7,2	6,3	5,7	5,3 - 6,2

* Prévisions du Conference Board du Canada.

e = estimations du ministère des Finances de l'Ontario, p = prévisions du secteur privé.

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions du secteur privé (novembre 2000) du ministère des Finances.

Tableau 2 **Produit intérieur brut de l'Ontario de 1986 à 1999**

(en milliards de dollars)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Produit intérieur brut réel (en dollars de 1992)	**261,5**	**273,7**	**288,3**	**297,9**	**293,8**	**282,9**	**285,1**
Consommation	140,0	147,4	155,2	161,2	162,0	159,1	161,6
Gouvernement	54,8	57,0	60,3	63,0	66,4	69,6	69,9
Construction résidentielle	16,8	19,5	20,2	22,0	17,8	15,1	15,9
Construction non résidentielle	9,7	10,7	11,7	12,4	11,4	11,1	9,7
Matériel et outillage	12,1	13,6	15,9	16,3	15,7	15,2	16,2
Exportations	124,3	127,6	137,9	143,1	143,6	140,1	145,9
Importations	99,9	105,6	119,5	125,3	123,2	123,0	130,4
Produit intérieur brut nominal	**207,7**	**230,0**	**255,3**	**277,6**	**281,5**	**281,6**	**285,1**

Tableau 2 (suite)

(en milliards de dollars)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Produit intérieur brut réel (en dollars de 1992)	**288,2**	**305,2**	**316,6**	**320,0**	**335,5**	**349,4**	**370,7**
Consommation	163,9	168,9	172,4	176,1	184,4	190,9	198,9
Gouvernement	69,4	70,1	70,7	68,2	66,8	68,0	69,7
Construction résidentielle	14,5	14,8	12,7	13,9	16,6	16,3	18,7
Construction non résidentielle	7,8	6,8	6,6	8,0	8,6	8,9	8,9
Matériel et outillage	15,1	17,4	19,6	21,7	25,4	27,8	31,7
Exportations	158,1	174,9	189,4	199,7	213,8	230,8	256,9
Importations	138,2	147,5	157,6	165,8	184,0	194,7	216,1
Produit intérieur brut nominal	**291,7**	**309,0**	**327,2**	**335,8**	**357,3**	**372,6**	**396,8**

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 3 **Croissance du produit intérieur brut de l'Ontario de 1986 à 1999**

(variation en pourcentage)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Produit intérieur brut réel (en dollars de 1992)	**3,6**	**4,7**	**5,3**	**3,3**	**-1,4**	**-3,7**	**0,8**
Consommation	5,4	5,2	5,3	3,9	0,5	-1,8	1,6
Gouvernement	1,7	4,1	5,7	4,5	5,4	4,7	0,5
Construction résidentielle	13,8	15,9	3,5	8,9	-18,9	-15,1	5,0
Construction non résidentielle	17,6	10,2	10,0	6,1	-8,0	-3,4	-12,2
Matériel et outillage	26,5	12,4	17,2	2,5	-3,9	-3,0	6,5
Exportations	4,3	2,6	8,1	3,8	0,3	-2,5	4,2
Importations	7,3	5,7	13,1	4,9	-1,7	-0,1	6,0
Produit intérieur brut nominal	**10,2**	**10,7**	**11,0**	**8,7**	**1,4**	**0,0**	**1,3**

Tableau 3 (suite)

(variation en pourcentage)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Produit intérieur brut réel (en dollars de 1992)	**1,1**	**5,9**	**3,7**	**1,1**	**4,9**	**4,1**	**6,1**
Consommation	1,4	3,0	2,1	2,2	4,7	3,5	4,2
Gouvernement	-0,7	1,0	0,8	-3,5	-2,0	1,8	2,5
Construction résidentielle	-8,8	2,3	-14,3	9,8	18,9	-1,9	14,7
Construction non résidentielle	-19,6	-12,6	-2,6	20,5	7,3	3,8	-0,3
Matériel et outillage	-6,5	15,2	12,3	10,6	17,5	9,2	14,1
Exportations	8,3	10,6	8,3	5,4	7,1	8,0	11,3
Importations	5,9	6,8	6,8	5,2	11,0	5,8	11,0
Produit intérieur brut nominal	**2,3**	**5,9**	**5,9**	**2,6**	**6,4**	**4,3**	**6,5**

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 4	Indicateurs économiques choisis pour l'Ontario de 1986 à 1999						
	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Ventes au détail* (en milliards de dollars)	58,6	64,7	69,8	72,6	72,6	67,3	68,9
Mises en chantier de logements (en milliers)	81,5	105,2	99,9	93,3	62,6	52,8	55,8
Revenu des particuliers (en milliards de dollars)	171,2	187,6	208,7	229,0	241,7	247,7	253,8
Bénéfices des entreprises avant impôt (en milliards de dollars)	20,7	25,3	28,9	27,0	19,3	14,2	14,2
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	77,5	81,4	85,3	90,2	94,6	99,0	100,0
Population active (en milliers)	5 079	5 209	5 354	5 470	5 533	5 544	5 542
Emplois (en milliers)	4 722	4 893	5 083	5 193	5 191	5 016	4 949
Taux de chômage (en pourcentage)	7,0	6,1	5,1	5,1	6,2	9,5	10,7

Tableau 4 (suite)	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Ventes au détail* (en milliards de dollars)	71,7	76,9	79,6	80,2	86,4	92,4	99,1
Mises en chantier de logements (en milliers)	45,1	46,6	35,8	43,1	54,1	53,8	67,2
Revenu des particuliers (en milliards de dollars)	256,1	260,6	271,4	276,2	289,3	303,7	317,8
Bénéfices des entreprises avant impôt (en milliards de dollars)	17,4	27,2	32,6	33,5	37,0	37,5	45,1
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	101,8	101,8	104,3	105,9	107,9	108,9	111,0
Population active (en milliers)	5 581	5 574	5 620	5 695	5 801	5 914	6 071
Emplois (en milliers)	4 974	5 039	5 131	5 181	5 313	5 490	5 688
Taux de chômage (en pourcentage)	10,9	9,6	8,7	9,0	8,4	7,2	6,3

* Les ventes au détail comprennent les taxes de vente fédérales jusqu'en 1990, mais excluent la TPS après 1990.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Tableau 5 Variation annuelle d'indicateurs économiques choisis de l'Ontario de 1986 à 1999

(variation en pourcentage)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Ventes au détail*	9,0	10,5	7,8	4,0	0,0	-7,2	2,3
Mises en chantier de logements	25,6	29,1	-5,0	-6,6	-32,9	-15,7	5,6
Revenu des particuliers	8,4	9,6	11,3	9,7	5,5	2,5	2,5
Bénéfices des entreprises avant impôt	7,4	22,0	14,5	-6,8	-28,4	-26,4	-0,3
Indice des prix à la consommation	4,4	5,0	4,8	5,7	4,9	4,7	1,0
Population active	2,5	2,6	2,8	2,2	1,2	0,2	0,0
Emplois	3,7	3,6	3,9	2,2	0,0	-3,4	-1,3

Tableau 5 (suite)

(variation en pourcentage)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Ventes au détail*	4,1	7,2	3,6	0,7	7,8	6,9	7,3
Mises en chantier de logements	-19,1	3,3	-23,2	20,2	25,6	-0,4	24,9
Revenu des particuliers	0,9	1,8	4,1	1,8	4,7	5,0	4,6
Bénéfices des entreprises avant impôt	22,5	56,8	19,7	3,0	10,2	1,4	20,3
Indice des prix à la consommation	1,8	0,0	2,5	1,5	1,9	0,9	1,9
Population active	0,7	-0,1	0,8	1,3	1,9	1,9	2,6
Emplois	0,5	1,3	1,8	1,0	2,6	3,3	3,6

* Les ventes au détail comprennent les taxes de vente fédérales jusqu'en 1990, mais excluent la TPS après 1990.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Tableau 6 **Produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie[1] de 1993 à 1999**

(en millions de dollars)

	1993	1994	1995	1996
Industries productrices de biens	**79 588**	**84 600**	**89 181**	**90 428**
Industries primaires	5 929	5 860	6 009	6 154
Agriculture	2 777	2 996	3 142	3 185
Fabrication[2]	53 359	58 056	62 472	63 055
Construction	11 520	11 671	11 155	12 026
Services publics	8 781	9 012	9 546	9 194
Industries productrices de services	**168 227**	**174 578**	**180 304**	**182 316**
Transports, entreposage et communications	15 838	16 852	17 852	18 232
Transports et entreposage	8 265	8 922	9 278	9 544
Communications	7 573	7 930	8 575	8 688
Commerce	27 205	28 653	30 213	30 984
Gros	13 088	13 861	14 962	15 698
Détail	14 116	14 793	15 251	15 286
Finances, assurances et immobilier	43 479	45 429	46 669	48 321
Services communautaires, commerciaux et personnels	64 610	66 193	68 038	67 815
Enseignement	16 449	16 413	16 544	16 225
Soins de santé et services sociaux	18 566	18 743	18 829	18 064
Services aux entreprises	13 139	14 140	15 265	16 153
Hébergement et restauration	5 883	6 055	6 268	6 272
Divertissements et loisirs	2 465	2 590	2 675	2 697
Services personnels et domestiques	2 116	2 192	2 347	2 280
Autres services	5 992	6 060	6 111	6 125
Services gouvernementaux	17 096	17 450	17 531	16 963
Fédéral	8 024	8 346	8 343	8 069
Provincial	4 229	4 179	4 170	3 882
Local	4 842	4 925	5 018	5 013
Production totale (en dollars de 1992) selon le coût des facteurs	**247 816**	**259 178**	**269 485**	**272 744**
Impôts indirects moins subventions plus rajustements divers	40 348	46 045	47 096	47 238
Produit intérieur brut (en dollars de 1992) aux prix du marché	**288 164**	**305 223**	**316 581**	**319 982**

Tableau 6 (suite) — **Produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie[1] de 1993 à 1999**

(en millions de dollars)

	1997	1998	1999
Industries productrices de biens	**94 006**	**97 225**	**103 758**
Industries primaires	5 963	6 047	6 047
Agriculture	3 077	3 278	3 446
Fabrication[2]	66 159	69 698	74 672
Construction	12 788	12 649	13 833
Services publics	9 095	8 831	9 206
Industries productrices de services	**190 721**	**199 396**	**209 752**
Transports, entreposage et communications	19 048	20 257	22 105
Transports et entreposage	9 835	10 364	10 952
Communications	9 213	9 893	11 153
Commerce	33 807	36 704	40 840
Gros	17 447	19 156	21 984
Détail	16 360	17 548	18 856
Finances, assurances et immobilier	51 104	52 746	54 253
Services communautaires, commerciaux et personnels	69 866	72 766	75 483
Enseignement	15 829	16 074	16 064
Soins de santé et services sociaux	18 310	18 381	18 193
Services aux entreprises	18 055	19 865	22 217
Hébergement et restauration	6 514	7 077	7 460
Divertissements et loisirs	2 775	2 810	2 855
Services personnels et domestiques	2 299	2 347	2 390
Autres services	6 084	6 211	6 303
Services gouvernementaux	16 896	16 923	17 072
Fédéral	7 904	8 031	8 207
Provincial	3 850	3 815	3 774
Local	5 142	5 077	5 090
Production totale (en dollars de 1992) selon le coût des facteurs	**284 727**	**296 621**	**313 510**
Impôts indirects moins subventions plus rajustements divers	50 781	52 743	57 212
Produit intérieur brut (en dollars de 1992) aux prix du marché	**335 508**	**349 364**	**370 772**

Nota :

1. Le produit intérieur brut par industrie est calculé selon le coût des facteurs tandis que le PIB déterminé selon les dépenses est calculé selon les prix du marché.
2. La liste des industries de fabrication figure au Tableau 8.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 7 **Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie[1] de 1993 à 1999**

(variation en pourcentage)

	1993	1994	1995	1996
Industries productrices de biens	**1,5**	**6,3**	**5,4**	**1,4**
Industries primaires	1,6	-1,2	2,5	2,4
Agriculture	4,9	7,9	4,9	1,4
Fabrication[2]	5,1	8,8	7,6	0,9
Construction	-13,5	1,3	-4,4	7,8
Services publics	3,5	2,6	5,9	-3,7
Industries productrices de services	**1,0**	**3,8**	**3,3**	**1,1**
Transports, entreposage et communications	-1,4	6,4	5,9	2,1
Transports et entreposage	1,4	8,0	4,0	2,9
Communications	-4,3	4,7	8,1	1,3
Commerce	2,1	5,3	5,4	2,6
Gros	-1,5	5,9	7,9	4,9
Détail	5,7	4,8	3,1	0,2
Finances, assurances et immobilier	1,3	4,5	2,7	3,5
Services communautaires, commerciaux et personnels	1,0	2,5	2,8	-0,3
Enseignement	-0,2	-0,2	0,8	-1,9
Soins de santé et services sociaux	1,5	1,0	0,5	-4,1
Services aux entreprises	2,1	7,6	8,0	5,8
Hébergement et restauration	0,4	2,9	3,5	0,1
Divertissements et loisirs	0,2	5,1	3,3	0,8
Services personnels et domestiques	-0,4	3,6	7,0	-2,9
Autres services	1,8	1,1	0,8	0,2
Services gouvernementaux	0,6	2,1	0,5	-3,2
Fédéral	-0,1	4,0	0,0	-3,3
Provincial	0,1	-1,2	-0,2	-6,9
Local	2,2	1,7	1,9	-0,1
Production totale (en dollars de 1992) selon le coût des facteurs	**1,1**	**4,6**	**4,0**	**1,2**
Produit intérieur brut (en dollars de 1992) aux prix du marché	**1,1**	**5,9**	**3,7**	**1,1**

Tableau 7 (suite) **Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie[1] de 1993 à 1999**

(variation en pourcentage)

	1997	1998	1999
Industries productrices de biens	**4,0**	**3,4**	**6,7**
Industries primaires	-3,1	1,4	0,0
Agriculture	-3,4	6,5	5,1
Fabrication[2]	4,9	5,3	7,1
Construction	6,3	-1,1	9,4
Services publics	-1,1	-2,9	4,2
Industries productrices de services	**4,6**	**4,5**	**5,2**
Transports, entreposage et communications	4,5	6,3	9,1
Transports et entreposage	3,0	5,4	5,7
Communications	6,0	7,4	12,7
Commerce	9,1	8,6	11,3
Gros	11,1	9,8	14,8
Détail	7,0	7,3	7,5
Finances, assurances et immobilier	5,8	3,2	2,9
Services communautaires, commerciaux et personnels	3,0	4,2	3,7
Enseignement	-2,4	1,6	-0,1
Soins de santé et services sociaux	1,4	0,4	-1,0
Services aux entreprises	11,8	10,0	11,8
Hébergement et restauration	3,9	8,6	5,4
Divertissements et loisirs	2,9	1,3	1,6
Services personnels et domestiques	0,9	2,1	1,8
Autres services	-0,7	2,1	1,5
Services gouvernementaux	-0,4	0,2	0,9
Fédéral	-2,0	1,6	2,2
Provincial	-0,8	-0,9	-1,1
Local	2,6	-1,3	0,3
Production totale (en dollars de 1992) selon le coût des facteurs	**4,4**	**4,2**	**5,7**
Produit intérieur brut (en dollars de 1992) aux prix du marché	**4,9**	**4,1**	**6,1**

Nota :

1. Le produit intérieur brut par industrie est calculé selon le coût des facteurs tandis que le PIB déterminé selon les dépenses est calculé selon les prix du marché.
2. La liste des industries de fabrication figure au Tableau 9.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 8 **Produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication de 1993 à 1999**

(en millions de dollars)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Fabrication	53 359	58 056	62 472	63 055	66 159	69 698	74 672
Aliments	6 113	6 341	6 628	6 615	6 185	6 451	6 450
Boissons	1 560	1 615	1 753	1 664	1 540	1 647	1 693
Produits du caoutchouc	939	1 105	1 100	1 248	1 269	1 318	1 408
Produits du plastique	1 505	1 625	1 604	1 780	1 873	2 003	2 315
Produits du cuir et produits connexes	193	211	182	152	130	131	112
Textile primaire et produits textiles	878	998	1 140	1 088	1 140	1 187	1 216
Habillement	756	732	782	797	839	866	794
Bois	824	903	953	1 017	1 228	1 277	1 354
Meubles et accessoires à demeure	913	1 031	1 187	1 288	1 484	1 784	1 883
Produits du papier et produits connexes	2 133	2 201	2 263	2 410	2 222	2 170	2 360
Imprimerie et édition	3 355	3 454	3 480	3 534	3 606	3 621	3 403
Métal de première fusion	3 170	3 177	3 318	3 047	3 283	3 374	3 420
Produits métalliques ouvrés	3 776	4 389	4 913	5 046	5 291	5 608	5 840
Machinerie	2 312	2 793	3 393	3 432	3 561	3 476	3 335
Matériel de transport	11 752	13 233	14 440	14 661	16 527	17 328	19 998
Électricité et électronique	4 610	5 229	5 759	5 353	6 165	6 976	8 275
Produits minéraux non métalliques	1 220	1 268	1 299	1 392	1 531	1 689	1 837
Dérivés raffinés du pétrole et produits du charbon	414	427	414	424	422	416	465
Produits chimiques	4 806	4 905	5 203	5 339	5 226	5 668	5 724
Autres produits de fabrication	2 131	2 419	2 660	2 768	2 638	2 710	2 791

Nota : Le produit intérieur brut par industrie est calculé selon le coût des facteurs tandis que le PIB déterminé selon les dépenses est calculé selon les prix du marché.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 9 **Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication de 1993 à 1999**

(variation en pourcentage)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Fabrication	5,1	8,8	7,6	0,9	4,9	5,3	7,1
Aliments	-2,1	3,7	4,5	-0,2	-6,5	4,3	0,0
Boissons	6,0	3,5	8,6	-5,1	-7,5	7,0	2,8
Produits du caoutchouc	14,0	17,7	-0,5	13,4	1,7	3,9	6,8
Produits du plastique	3,6	8,0	-1,3	11,0	5,2	6,9	15,6
Produits du cuir et produits connexes	5,5	9,3	-13,7	-16,3	-14,3	0,4	-14,3
Textile primaire et produits textiles	3,1	13,6	14,3	-4,6	4,8	4,1	2,4
Habillement	-2,6	-3,2	6,9	1,9	5,3	3,2	-8,3
Bois	7,5	9,6	5,5	6,7	20,7	4,0	6,0
Meubles et accessoires à demeure	10,1	12,9	15,1	8,6	15,3	20,2	5,6
Produits du papier et produits connexes	-0,7	3,2	2,8	6,5	-7,8	-2,4	8,8
Imprimerie et édition	-9,4	3,0	0,8	1,5	2,0	0,4	-6,0
Métal de première fusion	9,6	0,2	4,4	-8,2	7,7	2,8	1,4
Produits métalliques ouvrés	6,8	16,2	11,9	2,7	4,9	6,0	4,1
Machinerie	16,1	20,8	21,5	1,1	3,7	-2,4	-4,1
Matériel de transport	15,5	12,6	9,1	1,5	12,7	4,8	15,4
Électricité et électronique	1,3	13,4	10,2	-7,1	15,2	13,1	18,6
Produits minéraux non métalliques	0,8	4,0	2,4	7,2	10,0	10,4	8,8
Dérivés raffinés du pétrole et produits du charbon	3,4	3,2	-3,1	2,4	-0,5	-1,3	11,7
Produits chimiques	6,1	2,1	6,1	2,6	-2,1	8,5	1,0
Autres produits de fabrication	-5,6	13,5	10,0	4,0	-4,7	2,7	3,0

Nota : Le produit intérieur brut par industrie est calculé selon le coût des facteurs tandis que le PIB déterminé selon les dépenses est calculé selon les prix du marché.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 10	Indicateurs du marché du logement de l'Ontario de 1993 à 1999						
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Construction résidentielle							
Valeur actuelle en millions de dollars*	14 622	15 353	13 279	14 549	17 716	17 786	20 908
	-8,0	5,0	-13,5	9,6	21,8	0,4	17,6
Nouvelle construction*	6 602	7 423	5 933	6 489	8 571	8 724	10 991
	-14,8	12,4	-20,1	9,4	32,1	1,8	26,0
Modifications et améliorations*	5 335	5 081	5 015	5 383	5 764	5 964	6 497
	6,4	-4,8	-1,3	7,3	7,1	3,5	8,9
Coûts de transfert*	2 685	2 849	2 331	2 677	3 381	3 098	3 420
	-13,9	6,1	-18,2	14,8	26,3	-8,4	10,4
Mises en chantier de logements (en milliers)*	45,1	46,6	35,8	43,1	54,1	53,8	67,2
	-19,1	3,3	-23,2	20,2	25,6	-0,4	24,9
Reventes de logements (en milliers)*	106,8	115,2	105,0	137,9	140,6	138,5	148,7
	-6,6	7,8	-8,8	31,4	1,9	-1,5	7,4
Prix moyen des logements revendus (en dollars)*	156 555	160 158	154 606	155 662	164 382	167 115	174 048
	-3,1	2,3	-3,5	0,7	5,6	1,7	4,1

* La variation en pourcentage est indiquée sur la deuxième ligne.

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 11 **Indicateurs financiers choisis de 1986 à 1999**

(en pourcentage)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Taux d'intérêt							
Taux d'escompte	9,2	8,4	9,7	12,3	13,0	9,0	6,8
Taux préférentiel	10,5	9,5	10,8	13,3	14,1	9,9	7,5
Obligations d'État (10 ans)	9,1	9,5	9,8	9,8	10,8	9,4	8,1
Bons du Trésor (3 mois)	9,0	8,1	9,5	12,1	12,8	8,7	6,6
Taux d'hypothèque							
5 ans	11,2	11,1	11,6	12,1	13,2	11,2	9,5
1 an	10,2	9,9	10,8	12,9	13,4	10,1	7,9
Endettement des ménages*							
Consommation	18,3	19,2	20,2	20,7	21,5	21,4	21,1
Hypothèque	38,9	42,7	46,0	48,5	52,4	54,8	58,3
Total	57,2	62,0	66,2	69,2	73,9	76,2	79,4

Tableau 11 (suite) (en pourcentage)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Taux d'intérêt							
Taux d'escompte	5,1	5,8	7,3	4,5	3,5	5,1	4,9
Taux préférentiel	5,9	6,9	8,6	6,1	5,0	6,6	6,4
Obligations d'État (10 ans)	7,2	8,4	8,1	7,2	6,1	5,3	5,6
Bons du Trésor (3 mois)	4,8	5,5	7,1	4,2	3,2	4,7	4,7
Taux d'hypothèque							
5 ans	8,7	9,3	9,2	7,9	7,1	6,9	7,6
1 an	6,9	7,8	8,4	6,2	5,5	6,5	6,8
Endettement des ménages*							
Consommation	21,1	22,4	23,2	24,4	25,9	27,5	28,3
Hypothèque	61,4	64,6	64,7	66,3	67,8	68,4	68,9
Total	82,4	87,0	87,9	90,7	93,8	95,9	97,2

* Pourcentage du revenu disponible des particuliers que représente la dette des ménages canadiens.

Nota : Toutes les données sont des moyennes annuelles.

Sources : Statistique Canada et Banque du Canada.

Tableau 12 **Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario et des pays du G-7 de 1986 à 1999**

(en pourcentage)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Ontario	3,6	4,7	5,3	3,3	-1,4	-3,7	0,8
Canada	2,6	4,1	4,9	2,5	0,3	-1,9	0,9
France	2,3	2,5	4,2	4,3	2,5	1,1	1,3
Allemagne	2,3	1,5	3,7	3,6	5,7	5,0	2,2
Italie	2,5	3,0	3,9	2,9	2,0	1,4	0,8
Japon	2,9	4,2	6,2	4,8	5,1	3,8	1,0
Royaume-Uni	4,2	4,4	5,2	2,1	0,6	-1,5	0,1
États-Unis	3,4	3,4	4,2	3,5	1,8	-0,5	3,0

Tableau 12 (suite)

(en pourcentage)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Ontario	1,1	5,9	3,7	1,1	4,9	4,1	6,1
Canada	2,3	4,7	2,8	1,5	4,4	3,3	4,5
France	-0,9	1,8	1,9	1,1	1,9	3,2	2,9
Allemagne	-1,1	2,3	1,7	0,8	1,5	2,2	1,5
Italie	-0,9	2,2	2,9	1,1	1,8	1,5	1,4
Japon	0,3	0,6	1,5	5,1	1,6	-2,5	0,3
Royaume-Uni	2,3	4,4	2,8	2,6	3,5	2,2	2,1
États-Unis	2,7	4,0	2,7	3,6	4,4	4,4	4,2

Sources : OCDE, U.S. Department of Commerce et Statistique Canada.

Tableau 13 **Croissance de l'emploi en Ontario et dans les pays du G-7 de 1986 à 1999**

(en pourcentage)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Ontario	3,7	3,6	3,9	2,2	0,0	-3,4	-1,3
Canada	3,1	2,9	3,2	2,2	0,8	-1,8	-0,7
France	0,5	0,4	1,0	1,5	0,8	0,0	-0,6
Allemagne	1,4	0,7	0,8	1,5	3,0	2,5	-1,6
Italie	0,4	-0,3	0,5	-0,1	1,2	0,7	-1,0
Japon	0,8	1,0	1,7	2,0	2,0	1,9	1,1
Royaume-Uni	0,1	2,6	4,3	2,4	0,3	-3,0	-2,1
États-Unis	2,3	2,6	2,2	2,1	1,2	-0,9	0,7

Tableau 13 (suite)

(en pourcentage)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Ontario	0,5	1,3	1,8	1,0	2,6	3,3	3,6
Canada	0,8	2,0	1,9	0,8	2,3	2,7	2,8
France	-1,2	0,1	0,8	0,1	0,5	1,1	2,0
Allemagne	-1,5	-0,3	-0,1	-0,8	-0,8	0,4	0,3
Italie	-3,1	-1,6	-0,6	0,5	0,4	1,1	1,2
Japon	0,2	0,1	0,1	0,4	1,1	-0,7	-0,8
Royaume-Uni	-0,4	1,0	1,2	1,1	1,6	1,2	1,0
États-Unis	1,5	2,3	1,5	1,4	2,2	1,5	1,5

Sources : OCDE, U.S. Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada.

Tableau 14 **Taux de chômage en Ontario et dans les pays du G-7 de 1986 à 1999**

(en pourcentage)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Ontario	7,0	6,1	5,1	5,1	6,2	9,5	10,7
Canada	9,6	8,8	7,8	7,5	8,1	10,3	11,2
France	10,4	10,5	10,0	9,3	8,9	9,4	10,4
Allemagne	7,7	7,6	7,6	6,9	6,2	5,5	6,6
Italie	9,9	10,2	10,5	10,2	9,1	8,6	8,8
Japon	2,8	2,8	2,5	2,3	2,1	2,1	2,2
Royaume-Uni	11,8	10,2	7,8	6,1	5,9	8,2	10,2
États-Unis	7,0	6,2	5,5	5,3	5,6	6,8	7,5

Tableau 14 (suite)

(en pourcentage)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Ontario	10,9	9,6	8,7	9,0	8,4	7,2	6,3
Canada	11,4	10,4	9,4	9,6	9,1	8,3	7,6
France	11,7	12,2	11,6	12,3	12,4	11,8	11,1
Allemagne	7,8	8,3	8,1	8,8	9,8	9,3	9,0
Italie	10,2	11,2	11,7	11,7	11,8	11,9	11,5
Japon	2,5	2,9	3,1	3,4	3,4	4,1	4,7
Royaume-Uni	10,3	9,4	8,6	8,0	6,9	6,2	5,9
États-Unis	6,9	6,1	5,6	5,4	4,9	4,5	4,2

Sources : OCDE, U.S. Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada.

Tableau 15 **Taux d'inflation de l'IPC en Ontario et dans les pays du G-7 de 1986 à 1999**

(en pourcentage)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Ontario	4,4	5,0	4,8	5,7	4,9	4,7	1,0
Canada	4,1	4,4	4,0	5,0	4,8	5,6	1,5
France	2,5	3,3	2,7	3,5	3,6	3,2	2,4
Allemagne	-0,1	0,2	1,3	2,8	2,7	3,6	5,1
Italie	5,8	4,7	5,1	6,3	6,5	6,3	5,3
Japon	0,6	0,1	0,7	2,3	3,1	3,3	1,7
Royaume-Uni	3,4	4,1	4,9	7,8	9,5	5,9	3,7
États-Unis	1,9	3,6	4,1	4,8	5,4	4,2	3,0

Tableau 15 (suite)

(en pourcentage)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Ontario	1,8	0,0	2,5	1,5	1,9	0,9	1,9
Canada	1,8	0,2	2,2	1,6	1,6	0,9	1,7
France	2,1	1,7	1,8	2,0	1,2	0,8	0,5
Allemagne	4,4	2,8	1,7	1,4	1,9	0,9	0,6
Italie	4,6	4,1	5,2	4,0	2,0	2,0	1,7
Japon	1,2	0,7	-0,1	0,1	1,7	0,6	-0,3
Royaume-Uni	1,6	2,5	3,4	2,4	3,1	3,4	1,6
États-Unis	3,0	2,6	2,8	3,0	2,3	1,6	2,2

Sources : OCDE, U.S. Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada.

Tableau 16 — **Taux de change, G-7, de 1986 à 1999**

(devises étrangères par dollar canadien)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Euro*	-	-	-	-	-	-	-
France	4,975	4,525	4,831	5,376	4,651	4,902	4,367
Allemagne	1,555	1,353	1,422	1,585	1,381	1,441	1,289
Italie	1 063,8	980,4	1 052,6	1 162,8	1 020,4	1 075,3	1 020,4
Japon	120,5	108,8	104,1	116,3	123,5	117,2	104,7
Royaume-Uni	0,491	0,460	0,456	0,515	0,480	0,493	0,469
États-Unis	0,720	0,754	0,812	0,845	0,857	0,873	0,827

Tableau 16 (suite)

(devises étrangères par dollar canadien)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Euro*	-	-	-	-	-	-	0,631
France	4,386	4,050	3,631	3,750	4,211	3,968	4,139
Allemagne	1,280	1,184	1,043	1,103	1,251	1,183	1,234
Italie	1 219,5	1 176,5	1 186,2	1 131,2	1 228,5	1 168,2	1 222,5
Japon	85,8	74,7	68,0	79,7	87,3	87,8	76,3
Royaume-Uni	0,516	0,478	0,461	0,470	0,441	0,407	0,416
États-Unis	0,775	0,732	0,729	0,733	0,722	0,674	0,673

* En utilisation depuis le 4 janvier 1999.

Nota : Toutes les données sont des moyennes annuelles.

Source : Banque du Canada.

Tableau 17 — **Principales marchandises[1] exportées à l'échelle internationale par l'Ontario en 1999**

	Valeur (en millions de dollars)	Pourcentage du total
Véhicules automobiles, pièces et accessoires	80 385	41,1
Outillage et appareils mécaniques	23 752	12,1
Matériel et outillage électriques	9 685	5,0
Plastiques et articles en plastique	6 073	3,1
Métaux non ferreux et produits connexes	5 987	3,1
Pâte de bois, papier et produits connexes	5 850	3,0
Meubles et accessoires à demeure, enseignes, immeubles préfabriqués	4 828	2,5
Aliments préparés, boissons et tabac	3 862	2,0
Articles de fer et d'acier	3 279	1,7
Pierres et métaux précieux, et pièces de monnaie	3 247	1,7
Bois et produits du bois	3 087	1,6
Autres produits chimiques	2 979	1,5
Matériel scientifique, professionnel et photographique; horloges	2 622	1,3
Fer et acier	2 442	1,2
Produits minéraux	2 257	1,2
Aéronefs, engins spatiaux et pièces	2 182	1,1
Caoutchouc et articles en caoutchouc	1 925	1,0
Articles en pierre, en ciment, en céramique et en verre	1 624	0,8
Véhicules ferroviaires, matériel ferroviaire roulant et pièces	1 605	0,8
Légumes; matières grasses et huiles	1 400	0,7
Textiles et articles textiles	1 373	0,7
Animaux vivants; produits d'origine animale	1 268	0,6
Produits chimiques inorganiques; éléments chimiques et composés	1 207	0,6
Produits chimiques organiques	1 196	0,6
Produits pharmaceutiques	881	0,5
Imprimés	827	0,4
Vêtements et accessoires	736	0,4
Jouets, jeux et équipement de sport	577	0,3
Cuirs bruts, cuirs, articles de voyage et fourrures	321	0,2
Articles divers; oeuvres d'art	241	0,1
Autres textiles et vêtements	165	0,1
Chaussures	92	0,0
Bateaux et ouvrages flottants	52	0,0
Coiffures, parapluies, fleurs artificielles	35	0,0
Autres marchandises[2]	17 480	8,9
Total des exportations	**195 523**	**100,0**

Nota :

1. La définition que donne le ministère du Développement économique et du Commerce de l'Ontario du regroupement des produits s'appuie sur les codes à deux chiffres du Système harmonisé. Les données proviennent des douanes.
2. Les autres marchandises comprennent les réexportations et les transactions spéciales.

Sources : Statistique Canada et ministère du Développement économique et du Commerce de l'Ontario.

Tableau 18 — **Principales marchandises[1] importées à l'échelle internationale par l'Ontario en 1999**

	Valeur (en millions de dollars)	Pourcentage du total
Véhicules automobiles, pièces et accessoires	48 209	22,8
Outillage et appareils mécaniques	44 408	21,0
Matériel et outillage électriques	27 089	12,8
Matériel scientifique, professionnel et photographique; horloges	8 110	3,8
Plastiques et articles en plastique	7 587	3,6
Métaux non ferreux et produits connexes	7 084	3,4
Autres produits chimiques	7 060	3,3
Aliments préparés, boissons et tabac	4 574	2,2
Articles de fer et d'acier	4 319	2,0
Pâte de bois, papier et produits connexes	4 040	1,9
Meubles et accessoires à demeure, enseignes, immeubles préfabriqués	3 794	1,8
Légumes; matières grasses et huiles	3 531	1,7
Caoutchouc et articles en caoutchouc	3 398	1,6
Fer et acier	3 181	1,5
Produits pharmaceutiques	3 167	1,5
Produits chimiques organiques	3 124	1,5
Articles en pierre, en ciment, en céramique et en verre	2 925	1,4
Textiles et articles textiles	2 848	1,3
Produits minéraux	2 415	1,1
Imprimés	2 342	1,1
Vêtements et accessoires	1 942	0,9
Jouets, jeux et équipement de sport	1 802	0,9
Aéronefs, engins spatiaux et pièces	1 636	0,8
Pierres et métaux précieux, et pièces de monnaie	1 598	0,8
Animaux vivants; produits d'origine animale	1 443	0,7
Bois et produits du bois	1 255	0,6
Produits chimiques inorganiques; éléments chimiques et composés	1 035	0,5
Véhicules ferroviaires, matériel ferroviaire roulant et pièces	841	0,4
Chaussures	705	0,3
Cuirs bruts, cuirs, articles de voyage et fourrures	637	0,3
Articles divers; oeuvres d'art	628	0,3
Autres textiles et vêtements	457	0,2
Bateaux et ouvrages flottants	202	0,1
Coiffures, parapluies, fleurs artificielles	123	0,1
Autres marchandises[2]	3 899	1,8
Total des importations	**211 412**	**100,0**

Nota :

1. La définition que donne le ministère du Développement économique et du Commerce de l'Ontario du regroupement des produits s'appuie sur les codes à deux chiffres du Système harmonisé. Les données proviennent des douanes.
2. Les autres marchandises comprennent les réexpéditions d'une province à l'autre en passant par un territoire étranger et les transactions spéciales.

Sources : Statistique Canada et ministère du Développement économique et du Commerce de l'Ontario.

Tableau 19 **Commerce international de l'Ontario avec les principales régions en 1999**

	Exportations (en millions de dollars)	Pourcentage du total	Importations (en millions de dollars)	Pourcentage du total
États-Unis	182 842	93,5	160 581	76,0
Europe de l'Ouest	6 048	3,1	14 223	6,7
Union européenne	5 217	2,7	13 246	6,3
Autres pays	831	0,4	977	0,5
Europe de l'Est	319	0,2	495	0,2
Asie	3 360	1,7	22 446	10,6
Ceinture du Pacifique	3 227	1,7	21 806	10,3
Autres pays	133	0,1	640	0,3
Caraïbes	422	0,2	182	0,1
Amérique latine	1 667	0,9	9 875	4,7
Mexique	833	0,4	7 967	3,8
Moyen-Orient	487	0,2	491	0,2
Afrique	324	0,2	502	0,2
Écarts statistiques	54	0,0	2 618	1,2
Total	**195 523**	**100,0**	**211 412**	**100,0**

Nota : Les données proviennent des douanes et comprennent les réexportations.

Sources : Statistique Canada et ministère du Développement économique et du Commerce de l'Ontario.

Tableau 20

Commerce international du Canada avec les principales régions en 1999

	Exportations (en millions de dollars)	Pourcentage du total	Importations (en millions de dollars)	Pourcentage du total
États-Unis	308 076	86,8	215 426	67,3
Europe de l'Ouest	17 785	5,0	35 758	11,2
Union européenne	16 525	4,7	31 820	9,9
Autres pays	1 259	0,4	3 938	1,2
Europe de l'Est	638	0,2	1 393	0,4
Asie	19 137	5,4	43 560	13,6
Ceinture du Pacifique	18 419	5,2	41 927	13,1
Autres pays	718	0,2	1 633	0,5
Caraïbes	1 036	0,3	797	0,2
Amérique latine	4 695	1,3	14 068	4,4
Mexique	1 632	0,5	9 541	3,0
Moyen-Orient	1 770	0,5	1 465	0,5
Afrique	1 583	0,4	2 037	0,6
Écarts statistiques	175	0,0	5 655	1,8
Total	**354 894**	**100,0**	**320 159**	**100,0**

Nota : Les données proviennent des douanes.

Sources : Statistique Canada et ministère du Développement économique et du Commerce de l'Ontario.

Tableau 21 **Caractéristiques démographiques choisies pour l'Ontario de 1976 à 2016[1]**

	Prévisions[2]			Projections[3]		
	1976	1986	1996	2006	2011	2016
Population totale (en milliers)	8 414	9 438	11 101	12 526	13 199	13 860
Croissance annuelle moyenne par rapport à la décennie précédente (en pourcentage)	1,7	1,2	1,6	1,2	1,1	1,0
Âge médian (en années)	28,5	31,9	35,0	38,5	39,8	40,8
Répartition des groupes d'âge (en pourcentage)						
0 à 14 ans	24,9	20,3	20,3	17,7	16,3	15,8
15 à 24 ans	19,1	17,1	13,2	13,4	13,4	12,5
25 à 44 ans	27,6	32,1	33,0	29,7	27,9	27,5
45 à 64 ans	19,6	19,8	21,3	26,1	28,3	28,3
65 à 74 ans	5,5	6,5	7,3	7,0	7,6	9,1
75 ans +	3,4	4,2	5,0	6,2	6,5	6,8
Taux de fertilité total	1,7	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5
Espérance de vie (en années)						
Hommes	70,8	73,8	75,9	77,6	78,3	79,1
Femmes	78,0	80,0	81,3	82,3	82,8	83,3
Familles (en milliers)	2 147	2 516	3 005	n.d.	n.d.	n.d.
Ménages (en milliers)[4]	2 688	3 355	3 925	n.d.	n.d.	n.d.

Nota :

1. Les données sur la population sont celles du mois de juillet (année de recensement).
2. Les prévisions de Statistique Canada sont fondées sur le recensement de 1996 et ont été rajustées pour tenir compte du sous-dénombrement net dans le cadre du recensement.
3. Les projections du ministère des Finances de l'Ontario sont fondées sur les prévisions postcensitaires de la population de 1999.
4. Les données sur les ménages sont celles du recensement.

Sources : Prévisions de la population de Statistique Canada et projections de la population du ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 22 **Composantes de la croissance de la population de l'Ontario de 1990-1991 à 1999-2000[1]**

(en milliers)

	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995
Population au début de la période	**10 299,6**	**10 427,6**	**10 570,5**	**10 690,4**	**10 827,5**
Naissances	150,6	152,1	148,7	147,1	147,2
Décès	71,5	73,6	74,6	77,3	78,2
Immigrants	113,9	128,3	145,0	119,6	119,8
Émigrants	18,6	19,5	18,6	19,2	19,9
Immigration interprovinciale	73,8	70,8	66,4	64,6	66,9
Émigration interprovinciale	84,7	81,9	80,6	74,0	69,7
Nombre net de résidents non permanents	-43,4	-21,7	-54,4	-12,0	-16,9
Croissance de la population pendant la période	128,1	142,9	120,0	137,1	137,4
Population à la fin de la période [2]	**10 427,6**	**10 570,5**	**10 690,4**	**10 827,5**	**10 964,9**
Croissance de la population (en pourcentage)	1,2	1,4	1,1	1,3	1,3

Tableau 22 (suite)

(en milliers)

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Population au début de la période	**10 964,9**	**11 100,9**	**11 249,5**	**11 386,1**	**11 517,3**
Naissances	143,1	136,3	133,3	130,9	129,0
Décès	77,7	80,4	80,2	81,9	86,3
Immigrants	115,4	119,6	106,5	91,8	116,7
Émigrants	20,0	25,0	28,9	30,0	31,6
Immigration interprovinciale	69,1	70,0	75,2	72,8	91,3
Émigration interprovinciale	71,9	68,0	66,0	56,1	71,5
Nombre net de résidents non permanents	-12,2	-3,9	-3,2	3,8	4,4
Croissance de la population pendant la période	136,0	148,8	138,6	131,9	151,1
Population à la fin de la période [2]	**11 100,9**	**11 249,5**	**11 386,1**	**11 517,3**	**11 669,3**
Croissance de la population (en pourcentage)	1,2	1,3	1,2	1,2	1,3

Nota :

1. Les données couvrent la période du 1er juillet au 30 juin (année de recensement).
2. Le total des composantes ne correspond pas à la variation démographique totale en raison des erreurs résiduelles.

Source : Statistique Canada.

Tableau 23 **Population active en Ontario de 1986 à 1999**

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Population active (en milliers)	5 079	5 209	5 354	5 470	5 533	5 544	5 542
Croissance annuelle de la population active (en pourcentage)	2,5	2,6	2,8	2,2	1,2	0,2	0,0
Taux d'activité (en pourcentage)							
Hommes	79,1	79,0	78,6	78,8	78,0	76,4	75,1
Femmes	58,6	59,5	61,0	61,3	61,4	61,0	60,0
Répartition de la population active (en pourcentage)							
Jeunes (15 à 24 ans)	23,0	22,4	21,4	20,6	19,6	18,6	18,1
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	25,7	25,9	25,9	26,0	26,3	26,6	27,4

Tableau 23 (suite)	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Population active (en milliers)	5 581	5 574	5 620	5 695	5 801	5 914	6 071
Croissance annuelle de la population active (en pourcentage)	0,7	-0,1	0,8	1,3	1,9	1,9	2,6
Taux d'activité (en pourcentage)							
Hommes	74,4	73,5	72,9	72,6	72,8	72,6	73,2
Femmes	59,5	58,8	58,7	58,9	59,1	59,7	60,4
Répartition de la population active (en pourcentage)							
Jeunes (15 à 24 ans)	17,3	16,8	16,4	16,2	15,9	15,7	16,0
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	28,0	28,8	29,1	29,5	30,2	30,6	31,3

Source : Statistique Canada.

Tableau 24	Emplois en Ontario de 1986 à 1999						
	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Total des emplois (en milliers)	4 722	4 893	5 083	5 193	5 191	5 016	4 949
Hommes	2 677	2 760	2 823	2 875	2 851	2 717	2 661
Femmes	2 045	2 133	2 260	2 318	2 340	2 299	2 288
Croissance annuelle de l'emploi (en pourcentage)	3,7	3,6	3,9	2,2	0,0	-3,4	-1,3
Création d'emplois nette (en milliers)	166	171	190	111	-2	-176	-67
Emplois du secteur privé (en milliers)	n.d.	4 000	4 135	4 225	4 174	3 986	3 899
Emplois du secteur public et parapublic (en milliers)[1]	n.d.	892	947	969	1 018	1 029	1 050
Secteur manufacturier (pourcentage du total)	n.d.	21,2	20,8	20,1	19,2	18,0	17,3
Secteur des services (pourcentage du total)	n.d.	68,0	68,7	68,9	70,0	71,7	72,7
À temps partiel (pourcentage du total)	16,6	16,3	16,7	16,7	17,1	18,3	18,6
Moyenne d'heures travaillées par semaine[2]	37,7	37,7	38,2	38,5	38,1	37,3	36,7

Tableau 24 (suite)	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Total des emplois (en milliers)	4 974	5 039	5 131	5 181	5 313	5 490	5 688
Hommes	2 688	2 729	2 777	2 798	2 879	2 952	3 058
Femmes	2 286	2 311	2 353	2 383	2 435	2 538	2 630
Croissance annuelle de l'emploi (en pourcentage)	0,5	1,3	1,8	1,0	2,6	3,3	3,6
Création d'emplois nette (en milliers)	25	65	91	50	133	177	198
Emplois du secteur privé (en milliers)	3 912	3 974	4 078	4 163	4 317	4 466	4 653
Emplois du secteur public et parapublic (en milliers)[1]	1 062	1 065	1 052	1 018	996	1 024	1 035
Secteur manufacturier (pourcentage du total)	16,5	16,6	17,1	17,4	17,7	18,0	18,4
Secteur des services (pourcentage du total)	73,8	74,0	73,7	73,6	73,4	73,2	72,7
À temps partiel (pourcentage du total)	19,7	19,0	18,8	19,3	19,2	18,6	18,0
Moyenne d'heures travaillées par semaine[2]	37,2	37,6	37,2	37,6	37,8	37,8	37,9

Nota :

1. Le secteur public et parapublic inclut l'administration publique, les soins de santé et l'aide sociale, ainsi que l'éducation, à l'exception de certains aspects se rattachant au secteur privé, tels que les bureaux des professionnels de la santé et certains établissements d'enseignement du secteur privé. Les industries sont regroupées en fonction du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).
2. Moyenne d'heures travaillées par semaine pour tous les emplois, en excluant les personnes qui ne sont pas au travail.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 25	Chômage en Ontario de 1986 à 1999						
	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Total des chômeurs (en milliers)	357	316	271	276	342	528	593
Taux de chômage (en pourcentage)	7,0	6,1	5,1	5,1	6,2	9,5	10,7
Hommes	6,7	5,5	4,7	4,8	6,2	10,0	11,9
Femmes	7,5	6,8	5,6	5,4	6,1	8,9	9,3
RMR de Toronto	n.d.	4,5	3,8	4,0	5,2	9,5	11,2
Nord de l'Ontario	n.d.	9,7	8,0	7,3	8,1	11,4	12,6
Jeunes (15 à 24 ans)	11,2	9,4	7,9	7,7	10,0	15,0	17,4
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	4,7	4,4	3,6	3,3	4,0	6,8	7,4
Chômage (pourcentage du total)							
De longue durée (27 semaines +)	17,9	16,7	12,8	13,2	13,7	22,5	29,7
Jeunes (15 à 24 ans)	36,8	34,8	33,2	31,3	31,7	29,3	29,5
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	17,2	18,8	18,3	17,0	16,9	19,0	19,0
Durée moyenne (en semaines)*	16,4	16,1	13,4	13,5	13,7	18,5	23,3
Jeunes (15 à 24 ans)	12,3	10,8	8,6	8,4	10,0	13,5	16,6
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	23,6	22,2	20,0	19,5	18,9	22,7	29,7

Tableau 25 (suite)	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Total des chômeurs (en milliers)	607	535	489	515	488	424	383
Taux de chômage (en pourcentage)	10,9	9,6	8,7	9,0	8,4	7,2	6,3
Hommes	11,5	10,0	8,9	9,0	8,2	7,1	6,2
Femmes	10,1	9,1	8,5	9,0	8,7	7,2	6,4
RMR de Toronto	11,4	10,4	8,6	9,1	8,0	7,0	6,1
Nord de l'Ontario	12,4	11,6	9,9	10,7	10,4	11,0	9,0
Jeunes (15 à 24 ans)	17,5	15,5	14,6	14,9	16,4	14,4	13,1
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	7,6	7,0	6,5	6,4	5,9	5,3	4,2
Chômage (pourcentage du total)							
De longue durée (27 semaines +)	33,4	32,3	29,4	28,3	25,5	21,8	19,0
Jeunes (15 à 24 ans)	27,8	27,1	27,5	26,6	30,9	31,5	33,3
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	19,5	21,1	21,7	20,8	21,3	22,6	20,7
Durée moyenne (en semaines)*	26,9	27,5	25,8	24,8	26,6	23,2	21,2
Jeunes (15 à 24 ans)	18,4	17,8	16,2	15,4	13,7	12,7	11,5
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	33,7	34,6	33,4	31,1	42,6	39,2	33,6

* Avant 1997, les périodes de chômage de 100 semaines ou plus étaient inscrites comme s'il s'agissait de 99 semaines, car on ne traitait que deux chiffres. Cette contrainte ne s'applique pas aux données ultérieures à 1996.

Source : Statistique Canada.

Tableau 26 **Assurance-emploi et aide sociale en Ontario de 1986 à 1999**

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Bénéficiaires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	221	190	172	167	225	225	322
Max. de la rémunération hebdomadaire assurable (en dollars)	495	530	565	605	640	680	710
Allocation hebdomadaire maximum payable (en dollars)	297	318	339	363	384	408	426
Cotisation							
de l'employeur ($/100 $ de gains assurables)	3,29	3,29	3,29	2,73	3,15	3,15/3,92[1]	4,20
de l'employé ($/100 $ de gains assurables)	2,35	2,35	2,35	1,95	2,25	2,25/2,80[1]	3,00
Total des prestations versées (en millions de dollars)[2]	2 483	2 387	2 370	2 470	3 419	5 362	5 845
Cotisations versées (en millions de dollars)[2]	3 946	4 379	4 804	4 346	5 281	6 058	7 279
Bénéficiaires de l'aide sociale (en milliers)[3]	268	279	289	307	366	499	608

Tableau 26 (suite)	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Bénéficiaires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	294	294	228	180	n.d.[4]	n.d.[4]	n.d.[4]
Max. de la rémunération hebdomadaire assurable (en dollars)	745	780	815	750	39 000[5]	39 000[5]	39 000[5]
Allocation hebdomadaire maximum payable (en dollars)	425	429	448	413	413	413	413
Cotisation							
de l'employeur ($/100 $ de gains assurables)	4,20	4,30	4,20	4,13	4,06	3,78	3,57
de l'employé ($/100 $ de gains assurables)	3,00	3,07	3,00	2,95	2,90	2,70	2,55
Total des prestations versées (en millions de dollars)[2]	5 406	4 511	3 796	3 653	3 436	3 141	3 051
Cotisations versées (en millions de dollars)[2]	7 400	7 797	7 997	7 555	7 980	7 771	7 587
Bénéficiaires de l'aide sociale (en milliers)[3]	660	673	660	600	568	529[3]	479[3]

Nota :

1. Les taux de cotisation pour 1991 ont été modifiés au milieu de l'année.
2. Les prestations d'assurance-emploi sont traitées selon la méthode de la comptabilité de caisse et les cotisations, selon la méthode de la comptabilité d'exercice.
3. Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale en 1998 et 1999 comprend les participants au programme Ontario au travail et au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées, les bénéficiaires d'aide pour soins temporaires et les bénéficiaires du programme Aide à l'égard d'enfants qui ont un handicap grave. La *Loi sur le programme Ontario au travail* a été promulguée en mai 1998 et a remplacé la *Loi sur l'aide sociale générale*. La *Loi sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées* a été promulguée en juin 1998.
4. Statistique Canada et Développement des ressources humaines Canada ont découvert une erreur dans le calcul du nombre de bénéficiaires de l'assurance-emploi de 1997 à 1999. Ils ont convenu de rectifier les séries de données.
5. À partir du 1er janvier 1997, les gains assurables hebdomadaires maximums de 750 $ ont été éliminés et remplacés par un maximum annuel de 39 000 $.

Sources : Statistique Canada, Développement des ressources humaines Canada, *Rapport de l'actuaire en chef sur les taux de cotisation de l'assurance-emploi pour 2000* et ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario.

Tableau 27	Rémunération du travail en Ontario de 1986 à 1999						
	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Gains hebdomadaires moyens (en dollars)[1]	433,35	453,80	477,70	505,11	526,81	553,92	576,85
Augmentation (en pourcentage)	4,6	4,7	5,3	5,7	4,3	5,1	4,1
Inflation de l'IPC (en pourcentage)	4,4	5,0	4,8	5,7	4,9	4,7	1,0
Augmentation des GHM moins l'inflation de l'IPC (en pourcentage)	0,2	-0,3	0,5	0,0	-0,6	0,4	3,1
GHM - secteur manufacturier (en dollars)	524,76	548,57	574,71	599,94	632,38	663,46	696,85
Augmentation (en pourcentage)	3,3	4,5	4,8	4,4	5,4	4,9	5,0
Augmentation moins l'inflation de l'IPC (en pourcentage)	-1,1	-0,5	0,0	-1,3	0,5	0,2	4,0
Augmentations obtenues par règlement (en pourcentage)[2]							
Tous les secteurs	4,3	3,9	4,7	5,6	6,5	4,9	2,7
Secteur public	4,6	4,6	4,7	5,8	6,8	5,0	2,6
Secteur privé	3,7	2,7	4,6	5,1	6,3	4,6	2,7
Jours-personnes perdus en raison de grèves et de lock-out (en milliers)	941	1 109	1 362	869	2 958	454	578
Salaire minimum - fin de l'année (taux horaire)	4,35	4,55	4,75	5,00	5,40	6,00	6,35

Tableau 27 (suite)	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Gains hebdomadaires moyens (en dollars)[1]	589,55	604,79	610,29	625,71	638,97	646,78	651,55
Augmentation (en pourcentage)	2,2	2,6	0,9	2,5	2,1	1,2	0,7
Inflation de l'IPC (en pourcentage)	1,8	0,0	2,5	1,5	1,9	0,9	1,9
Augmentation des GHM moins l'inflation de l'IPC (en pourcentage)	0,4	2,6	-1,6	1,0	0,2	0,3	-1,2
GHM - secteur manufacturier (en dollars)	716,07	739,08	749,94	773,80	802,48	822,88	820,35
Augmentation (en pourcentage)	2,8	3,2	1,5	3,2	3,7	2,5	-0,3
Augmentation moins l'inflation de l'IPC (en pourcentage)	1,0	3,2	-1,0	1,7	1,8	1,6	-2,2
Augmentations obtenues par règlement (en pourcentage)[2]							
Tous les secteurs	1,0	0,4	1,0	1,1	1,2	1,7	2,0
Secteur public	0,5	0,1	0,2	0,3	0,7	1,3	1,4
Secteur privé	1,9	1,1	1,7	2,2	2,2	2,2	3,1
Jours-personnes perdus en raison de grèves et de lock-out (en milliers)	371	488	477	1 915	1 904	1 061	651
Salaire minimum - fin de l'année (taux horaire)	6,35	6,70	6,85	6,85	6,85	6,85	6,85

Nota :

1. Les gains hebdomadaires moyens (GHM) comprennent les heures supplémentaires.
2. Les augmentations obtenues par règlement salarial portent sur les ententes salariales touchant 200 employés et plus.

Sources : Statistique Canada, ministère du Travail de l'Ontario et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 28 **Emplois par profession en Ontario de 1988 à 1999**

(en milliers)

	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Gestion	530	512	533	555	540	569
Affaires, finances et administration	1 035	1 065	1 068	1 011	1 001	961
Sciences naturelles et appliquées	232	249	256	265	253	247
Secteur de la santé	233	234	233	248	241	255
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	286	298	316	321	344	344
Arts, culture, sports et loisirs	135	137	133	122	129	138
Ventes et services	1 174	1 182	1 203	1 168	1 185	1 221
Métiers, transports et machinerie	763	802	781	719	683	678
Secteur primaire	158	161	157	151	147	154
Transformation, fabrication et services publics	537	555	512	456	426	408
Total	**5 083**	**5 193**	**5 191**	**5 016**	**4 949**	**4 974**

Tableau 28 (suite)

(en milliers)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Gestion	548	596	585	590	595	553
Affaires, finances et administration	965	979	968	962	993	1 050
Sciences naturelles et appliquées	250	272	270	296	327	388
Secteur de la santé	254	252	245	261	255	272
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	375	341	340	342	356	389
Arts, culture, sports et loisirs	150	140	148	143	155	169
Ventes et services	1 216	1 243	1 272	1 305	1 348	1 354
Métiers, transports et machinerie	692	712	721	756	777	790
Secteur primaire	147	143	142	143	139	153
Transformation, fabrication et services publics	443	453	490	515	545	571
Total	**5 039**	**5 131**	**5 181**	**5 313**	**5 490**	**5 688**

Nota : Groupes de professions fondés sur la Classification type des professions de 1991.

Source : Statistique Canada.

Tableau 29 **Répartition des emplois par profession en Ontario de 1988 à 1999**

(en pourcentage)

	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Gestion	10,4	9,9	10,3	11,1	10,9	11,4
Affaires, finances et administration	20,4	20,5	20,6	20,2	20,2	19,3
Sciences naturelles et appliquées	4,6	4,8	4,9	5,3	5,1	5,0
Secteur de la santé	4,6	4,5	4,5	4,9	4,9	5,1
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	5,6	5,7	6,1	6,4	7,0	6,9
Arts, culture, sports et loisirs	2,7	2,6	2,6	2,4	2,6	2,8
Ventes et services	23,1	22,8	23,2	23,3	23,9	24,6
Métiers, transports et machinerie	15,0	15,4	15,1	14,3	13,8	13,6
Secteur primaire	3,1	3,1	3,0	3,0	3,0	3,1
Transformation, fabrication et services publics	10,6	10,7	9,9	9,1	8,6	8,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Tableau 29 (suite)

(en pourcentage)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Gestion	10,9	11,6	11,3	11,1	10,8	9,7
Affaires, finances et administration	19,1	19,1	18,7	18,1	18,1	18,5
Sciences naturelles et appliquées	5,0	5,3	5,2	5,6	6,0	6,8
Secteur de la santé	5,0	4,9	4,7	4,9	4,6	4,8
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	7,4	6,6	6,6	6,4	6,5	6,8
Arts, culture, sports et loisirs	3,0	2,7	2,9	2,7	2,8	3,0
Ventes et services	24,1	24,2	24,5	24,6	24,6	23,8
Métiers, transports et machinerie	13,7	13,9	13,9	14,2	14,2	13,9
Secteur primaire	2,9	2,8	2,7	2,7	2,5	2,7
Transformation, fabrication et services publics	8,8	8,8	9,5	9,7	9,9	10,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Nota : Groupes de professions fondés sur la Classification type des professions de 1991.
Source : Statistique Canada.

Tableau 30 **Situation de l'emploi en Ontario par industrie de 1990 à 1999**

(en milliers)

	1990	1991	1992	1993	1994
Secteurs de la production de biens	**1 556**	**1 420**	**1 352**	**1 302**	**1 312**
Industries primaires	171	165	162	159	155
Agriculture	113	112	110	114	112
Fabrication	994	905	857	822	838
Construction	327	285	269	264	271
Services publics	63	64	64	57	49
Secteurs des services	**3 635**	**3 596**	**3 597**	**3 672**	**3 727**
Commerce	777	759	765	778	771
Transports et entreposage	234	223	212	221	236
Finances, assurances, immobilier et location	392	382	367	367	355
Services professionnels, scientifiques et techniques	262	269	267	270	282
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres	135	143	144	152	158
Services d'enseignement	325	333	346	356	364
Soins de santé et services sociaux	477	482	484	496	503
Information, culture et loisirs	215	204	202	209	223
Hébergement et restauration	287	272	277	281	288
Administrations publiques	313	316	318	318	314
Autres services	219	214	216	225	234
Total - emploi	**5 191**	**5 016**	**4 949**	**4 974**	**5 039**

Tableau 30 (suite) **Situation de l'emploi en Ontario par industrie de 1990 à 1999**

(en milliers)

	1995	1996	1997	1998	1999
Secteurs de la production de biens	**1 348**	**1 366**	**1 412**	**1 469**	**1 550**
Industries primaires	152	151	143	144	152
Agriculture	107	105	103	106	114
Fabrication	878	904	939	989	1 049
Construction	269	261	282	288	300
Services publics	49	50	48	49	50
Secteurs des services	**3 782**	**3 815**	**3 902**	**4 021**	**4 138**
Commerce	767	783	802	813	850
Transports et entreposage	242	244	248	261	260
Finances, assurances, immobilier et location	365	372	377	376	384
Services professionnels, scientifiques et techniques	302	313	350	372	397
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres	174	181	194	210	224
Services d'enseignement	358	340	340	347	368
Soins de santé et services sociaux	510	503	495	518	518
Information, culture et loisirs	233	232	248	243	257
Hébergement et restauration	293	315	316	335	340
Administrations publiques	305	290	279	284	286
Autres services	235	242	251	262	254
Total - emploi	**5 131**	**5 181**	**5 313**	**5 490**	**5 688**

Nota : Groupements d'industries fondés sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).
Source : Statistique Canada.

Tableau 31 **Croissance de l'emploi en Ontario par industrie de 1990 à 1999**

(variation en pourcentage)

	1990	1991	1992	1993	1994
Secteurs de la production de biens	**-3,6**	**-8,8**	**-4,8**	**-3,7**	**0,8**
Industries primaires	-3,9	-3,4	-2,3	-1,5	-2,5
Agriculture	-2,6	-0,3	-1,7	3,3	-2,2
Fabrication	-4,6	-9,0	-5,3	-4,2	2,0
Construction	-0,8	-12,8	-5,6	-1,9	2,5
Services publics	0,0	0,9	0,3	-11,5	-13,9
Secteurs des services	**1,6**	**-1,1**	**0,0**	**2,1**	**1,5**
Commerce	-1,1	-2,4	0,9	1,6	-0,9
Transports et entreposage	-0,4	-4,8	-5,0	4,5	6,6
Finances, assurances, immobilier et location	6,0	-2,6	-3,8	0,0	-3,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	6,6	2,5	-0,6	1,1	4,4
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres	-4,7	6,1	0,8	5,7	3,8
Services d'enseignement	1,1	2,6	3,7	3,0	2,2
Soins de santé et services sociaux	4,5	1,1	0,4	2,5	1,5
Information, culture et loisirs	-6,2	-4,7	-1,3	3,4	6,7
Hébergement et restauration	0,5	-5,4	2,1	1,3	2,5
Administrations publiques	7,0	0,9	0,7	0,2	-1,4
Autres services	1,1	-2,2	0,6	4,1	4,2
Total - emploi	**0,0**	**-3,4**	**-1,3**	**0,5**	**1,3**

Tableau 31 (suite) **Croissance de l'emploi en Ontario par industrie de 1990 à 1999**

(variation en pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999
Secteurs de la production de biens	**2,7**	**1,3**	**3,4**	**4,1**	**5,5**
Industries primaires	-1,8	-0,9	-5,5	1,1	5,6
Agriculture	-4,3	-1,5	-2,5	3,1	7,9
Fabrication	4,8	2,9	3,9	5,4	6,0
Construction	-0,7	-2,6	8,0	1,8	4,4
Services publics	0,6	1,6	-3,2	1,0	1,2
Secteurs des services	**1,5**	**0,9**	**2,3**	**3,0**	**2,9**
Commerce	-0,6	2,2	2,4	1,4	4,5
Transports et entreposage	2,8	0,6	1,8	5,3	-0,5
Finances, assurances, immobilier et location	2,8	2,2	1,3	-0,5	2,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	7,0	3,8	11,7	6,3	6,5
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres	9,9	4,0	7,4	8,0	7,0
Services d'enseignement	-1,7	-5,0	0,0	2,1	6,2
Soins de santé et services sociaux	1,4	-1,4	-1,5	4,6	0,0
Information, culture et loisirs	4,6	-0,5	7,0	-2,1	5,7
Hébergement et restauration	1,8	7,4	0,6	5,8	1,6
Administrations publiques	-2,8	-4,9	-3,7	1,6	0,6
Autres services	0,4	3,1	3,5	4,6	-3,3
Total - emploi	**1,8**	**1,0**	**2,6**	**3,3**	**3,6**

Nota : Groupements d'industries fondés sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).
Source : Statistique Canada.

Tableau 32 **Situation de l'emploi en Ontario par région économique de 1989 à 2000**

(en milliers)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Ontario	**5 193**	**5 191**	**5 016**	**4 949**	**4 974**	**5 039**
Région* :						
Est	**686**	**693**	**689**	**682**	**683**	**701**
Ottawa (510)	508	518	513	508	503	521
Kingston-Pembroke (515)	178	175	176	174	180	180
Région du grand Toronto (530)[1]	**2 255**	**2 244**	**2 130**	**2 104**	**2 118**	**2 115**
Centre	**1 185**	**1 200**	**1 163**	**1 149**	**1 139**	**1 173**
Muskoka-Kawarthas (520)	138	138	136	140	136	137
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	453	450	449	450	458	470
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	595	612	578	559	546	567
Sud-Ouest	**703**	**685**	**682**	**676**	**689**	**705**
London (560)	278	280	281	275	285	288
Windsor-Sarnia (570)	282	268	263	266	267	274
Stratford-péninsule Bruce (580)	143	138	138	135	137	143
Nord	**364**	**368**	**352**	**337**	**344**	**345**
Nord-Est (590)	254	256	244	233	238	237
Nord-Ouest (595)	111	112	108	104	106	108

Tableau 32 (suite)

(en milliers)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000[2]
Ontario	**5 131**	**5 181**	**5 313**	**5 490**	**5 688**	**5 865**
Région* :						
Est	674	674	685	726	750	755
Ottawa (510)	501	508	516	543	555	571
Kingston-Pembroke (515)	172	166	170	183	195	184
Région du grand Toronto (530)[1]	**2 215**	**2 242**	**2 348**	**2 426**	**2 511**	**2 612**
Centre	**1 194**	**1 209**	**1 230**	**1 276**	**1 322**	**1 370**
Muskoka-Kawarthas (520)	148	148	150	152	161	165
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	469	478	496	515	543	551
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	577	583	584	609	618	654
Sud-Ouest	**686**	**699**	**723**	**724**	**744**	**763**
London (560)	285	278	283	286	299	307
Windsor-Sarnia (570)	271	279	296	296	296	304
Stratford-péninsule Bruce (580)	130	142	145	142	149	152
Nord	**362**	**357**	**345**	**348**	**361**	**365**
Nord-Est (590)	248	247	241	244	249	252
Nord-Ouest (595)	114	110	105	105	112	113

* Les écarts-types varient considérablement selon les régions, décroissant à mesure qu'augmente la taille de la région.

Nota :

1. La région économique de Toronto (530) est très semblable à la région du grand Toronto, mais ne comprend pas la ville de Burlington.
2. Les chiffres sont des moyennes mensuelles cumulatives.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 33 **Situation de l'emploi en Ontario, par industrie, par région économique en 1999**

(en milliers)

	Toutes les industries	Agriculture	Ressources[1]	Fabrication
Ontario	**5 688**	**114**	**38**	**1 049**
Région :				
Est	**750**	**20**	**3**	**83**
Ottawa (510)	555	12	-	57
Kingston-Pembroke (515)	195	7	2	26
Région du grand Toronto (530)	**2 511**	**9**	**3**	**472**
Centre	**1 322**	**36**	**4**	**295**
Muskoka-Kawarthas (520)	161	6	-	27
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	543	12	-	135
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	618	17	2	133
Sud-Ouest	**744**	**47**	**3**	**161**
London (560)	299	15	-	52
Windsor-Sarnia (570)	296	11	-	81
Stratford-péninsule Bruce (580)	149	21	-	28
Nord	**361**	**3**	**25**	**37**
Nord-Est (590)	249	3	17	24
Nord-Ouest (595)	112	-	8	13

Tableau 33 (suite)

(en milliers)

	Construction	Distribution[2]	Finances, serv. prof. et gestion d'entreprises[3]	Information, culture et loisirs[4]
Ontario	**300**	**503**	**1 005**	**257**
Région :				
Est	**34**	**46**	**123**	**35**
Ottawa (510)	23	33	101	28
Kingston-Pembroke (515)	10	13	22	7
Région du grand Toronto (530)	**128**	**238**	**589**	**129**
Centre	**76**	**119**	**172**	**53**
Muskoka-Kawarthas (520)	12	14	15	7
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	32	50	72	19
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	31	54	85	27
Sud-Ouest	**43**	**67**	**83**	**28**
London (560)	17	29	40	9
Windsor-Sarnia (570)	17	22	30	15
Stratford-péninsule Bruce (580)	8	16	13	4
Nord	**20**	**33**	**37**	**12**
Nord-Est (590)	14	22	25	8
Nord-Ouest (595)	6	11	12	4

Tableau 33 (suite) **Situation de l'emploi en Ontario, par industrie, par région économique en 1999**

(en milliers)

	Commerce de détail	Services personnels[5]	Enseignement
Ontario	**657**	**594**	**368**
Région :			
Est	**90**	**92**	**57**
Ottawa (510)	64	66	39
Kingston-Pembroke (515)	26	26	18
Région du grand Toronto (530)	**275**	**232**	**146**
Centre	**158**	**146**	**89**
Muskoka-Kawarthas (520)	20	21	10
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	63	53	40
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	76	72	39
Sud-Ouest	**83**	**78**	**48**
London (560)	32	31	25
Windsor-Sarnia (570)	33	33	17
Stratford-péninsule Bruce (580)	18	14	7
Nord	**50**	**46**	**28**
Nord-Est (590)	36	32	19
Nord-Ouest (595)	14	14	9

Tableau 33 (suite)

(en milliers)

	Santé et aide sociale	Administration publique
Ontario	**518**	**285**
Région :		
Est	**72**	**96**
Ottawa (510)	47	84
Kingston-Pembroke (515)	25	12
Région du grand Toronto (530)	**198**	**90**
Centre	**120**	**53**
Muskoka-Kawarthas (520)	18	8
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	48	19
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	56	26
Sud-Ouest	**81**	**23**
London (560)	37	11
Windsor-Sarnia (570)	28	9
Stratford-péninsule Bruce (580)	15	4
Nord	**47**	**23**
Nord-Est (590)	33	17
Nord-Ouest (595)	14	7

- On ne tient pas compte des données sur l'emploi inférieures à 1 500 pour des raisons de fiabilité statistique.
  Se reporter à la remarque portant sur les écarts-types et à la RGT du Tableau 32.
  Les industries sont regroupées en fonction du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Nota :

1. Comprend foresterie, pêche, mines et extraction de pétrole et de gaz.
2. Comprend transports et entreposage, services publics et commerce de gros.
3. Comprend finances, assurances, immobilier et location; gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien; services professionnels, scientifiques et techniques.
4. Le secteur Information, culture et loisirs comprend des industries telles que : édition; industries du film et de l'enregistrement sonore; radiotélévision et télécommunications; services d'information et de traitement des données; arts d'interprétation; sports-spectacles; établissements du patrimoine; divertissements, loisirs et jeux de hasard.
5. Comprend services d'hébergement et de restauration, et autres services (tels que réparations, services personnels et services religieux).

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Régions économiques de l'Ontario[1]

Est	
Ottawa (510)	Comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry, Prescott et Russell, Leeds et Grenville, comté de Lanark et municipalité régionale d'Ottawa-Carleton
Kingston-Pembroke (515)	Comtés de Lennox et Addington, Hastings, Renfrew, Prince Edward et Frontenac
Centre	
Muskoka-Kawarthas (520)	Comtés de Northumberland, Peterborough, Victoria et Haliburton et municipalité de district de Muskoka
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	Comtés de Dufferin, Wellington et Simcoe et municipalité régionale de Waterloo
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	Comté de Brant, municipalités régionales de Hamilton-Wentworth, Niagara et Haldimand-Norfolk et ville de Burlington dans la municipalité régionale de Halton
Région du grand Toronto[2]	
Toronto (530)	Municipalité de la communauté urbaine de Toronto et municipalités régionales de Durham, York, Peel et Halton (à l'exclusion de la ville de Burlington)
Sud-Ouest	
London (560)	Comtés d'Oxford, Elgin et Middlesex
Windsor-Sarnia (570)	Comtés de Lambton et Essex et Kent
Stratford-péninsule Bruce (580)	Comtés de Perth, Huron, Bruce et Grey
Nord	
Nord-Est (590)	Districts de Nipissing, Parry Sound, Manitoulin, Sudbury, Timiskaming, Cochrane et Algoma et municipalité régionale de Sudbury
Nord-Ouest (595)	Districts de Thunder Bay, Rainy River et Kenora

Nota :

1. Telles qu'elles sont définies dans le *Guide de l'Enquête sur la population active* (janvier 2000) de Statistique Canada.
2. La région économique 530 est très semblable à la région du grand Toronto, mais ne comprend pas la ville de Burlington.